

# Compte financier

2023

Conseil d'administration du 15 mars 2024





# Préambule

Le Compte financier 2023 présente pour la première fois depuis le passage de l'université aux Responsabilités et compétences élargies, un résultat net comptable déficitaire de 0,8 M€, bien inférieur, cependant, à ce qui était anticipé à la toute fin de l'année 2023 (dans le cadre du deuxième budget rectificatif). Très largement en trompe l'œil (cf. p. 39-41), il est lié à la partie non compensée par l'Etat des sommes engagées, dans le contexte de forte inflation, au titre des mesures salariales d'une part, des surcouts énergétiques d'autre part, et que l'établissement n'a pu couvrir en totalité sur son fonctionnement courant en 2023.

Traduisant la grande relativité du résultat net comptable comme indicateur de la situation financière globale d'un établissement comme le nôtre, ce déficit ne traduit pas de difficultés financières majeures, à court ou moyen terme, pour l'Université Lumière Lyon 2, ainsi que l'exposent notamment les éléments présentés dans la partie 3.1 du rapport ordonnateur. Si le ratio de masse salariale (MS) ramené aux produits encaissables (à 84,3%) dépasse bien le seuil d'alerte ministériel (fixé à 83%) il demeure pourtant en phase avec la moyenne des établissements équivalents (à 83%). Ces dépenses de personnel - indispensables pour permettre à notre établissement d'assurer l'ensemble de ces missions d'enseignement, de recherche et d'accompagnement des étudiants - sont ainsi supportables en raison notamment du dynamisme très net des ressources propres de l'établissement ces dernières années et d'une augmentation également importante de la dotation publique (SCSP) en conséquence des nombreuses mesures salariales décidées ces dernières années. La part croissante du financement de ces mesures salariales tout au long des années 2010 et 2020, la LPR et les rendez-vous salariaux en étant les dernières illustrations

en date dégrade cependant, mécaniquement, le ratio Masse salarial sur produits encaissables.

S'il devait y avoir des inquiétudes pour Lyon 2, elles portent moins sur la soutenabilité de son fonctionnement courant que sur les niveaux à terme du Fonds de roulement et de la Trésorerie. Alors que leur niveau actuel est appelé à diminuer fortement dans les deux prochaines années au rythme de la finalisation du projet La Ruche, l'obligation faite à notre établissement d'absorber les montants non compensés de ces mesures salariales (sans compter l'impact par ailleurs plus limité de la hausse, partiellement compensée, du coûts des fluides en contexte inflationniste) l'aura privé de sommes très conséquentes, que nous évaluons à 2 M€ pour 2022, 1,8 M€ pour 2023 et probablement 2,4 M€ pour 2024. Il ne faut pas douter que ces 6,2 M€ d'Euros manquant aux réserves de l'établissement impacteront lourdement nos capacités d'investissement et de modernisation des équipements dans 4 à 5 ans.

Willy Beauvallet  
Vice-président aux Personnels, à l'Action sociale et aux Ressources budgétaires

**Le décret du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP)**, a apporté trois grandes évolutions dans l'approche de la situation financière des établissements publics :

- La mise en œuvre d'une **comptabilité budgétaire distincte de la comptabilité générale** :

Pour rappel, la comptabilité générale enregistre les opérations de dépense seulement lors de la certification du service fait par l'ordonnateur, moment qui constate la naissance d'une dette à l'égard d'un tiers, on parle alors de « droit constaté ». Ce même principe s'applique pour les recettes.

La comptabilité budgétaire est quant à elle impactée en deux temps : d'une part, en amont, dès l'engagement juridique de l'établissement, ce qui se traduit par l'enregistrement d'une **autorisation d'engagement (AE)** et d'autre part, en aval, lors de son règlement au fournisseur, par la constatation d'un **crédit de paiement (CP)**.

De façon prudentielle, l'enregistrement de la recette n'est réalisé que lors de son encaissement effectif, plus précisément lors du rapprochement de cet encaissement avec la facture prise en charge.

- L'**approche pluriannuelle** qui en découle :

Le mode d'enregistrement en comptabilité budgétaire, en séparant dans le temps le fait générateur (AE) de sa réalisation effective (CP), permet un suivi pluriannuel des dépenses. Cela offre une vision plus dynamique de l'exécution budgétaire en autorisant une reprogrammation des crédits en fonction de l'avancement des projets, tandis que jusqu'alors ce suivi ne pouvait s'opérer que par le mécanisme des reports. Cela est particulièrement sensible pour évaluer les effets des contrats pluriannuels ou des opérations de travaux.

- Une **analyse de la soutenabilité** désormais essentiellement basée sur une logique de **trésorerie** :

S'appuyant largement sur les impacts en termes d'encaissement et de décaissement, la comptabilité budgétaire comporte donc une forte dimension trésorerie. Alors que l'appréciation de la situation financière d'un établissement portait jusqu'alors uniquement sur l'analyse d'agrégats comptables en droits constatés (résultat, CAF, variation du FR), l'examen du niveau de trésorerie au regard des engagements vient désormais très largement compléter cette approche.

**Les écarts entre comptabilité budgétaire et comptabilité générale** sont parfaitement logiques et proviennent de quatre natures d'opérations :

- Des opérations ayant donné lieu à encaissement ou décaissement mais dont le fait générateur ne se situe pas sur l'exercice et qui sont de ce fait retraitées en comptabilité générale : charges constatées d'avance ou à payer, produits constatés d'avance ou à recevoir ;
- Des opérations inscrites en comptabilité générale mais non budgétaires car ne donnant pas lieu à mouvement de trésorerie, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention reprise au résultat, les provisions et reprises sur provisions, certaines annulations de charges ou produits sur exercices antérieurs... ;
- Des opérations budgétaires et comptables ayant des faits générateurs sur des exercices différents : restes à recouvrer sur produits de l'exercice, recouvrements au titre d'exercices antérieurs, factures de l'exercice non soldées au 31 décembre ou paiement de factures de l'exercice précédent ;

- Enfin, les opérations d'investissement qui figurent dans le solde budgétaire mais pas dans le résultat comptable.

Le retraitement de ces opérations permet de passer du résultat comptable au solde budgétaire et inversement.

- **Le BI signifie le Budget Initial.** Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de l'établissement. Approuvé par le Conseil d'administration (CA), le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses pour une année donnée.
- **Le BR signifie le Budget Rectificatif.** En cours d'année et en fonction de la réalisation des objectifs de recettes et de la consommation des crédits, l'établissement peut être amené à revoir les prévisions inscrites au budget primitif. Il le fait via un BR. Le BR est voté dans les mêmes formes que le budget initial. Généralement, afin d'avoir une bonne lecture des conventions et du projet pluriannuel d'investissement (PPI), un BR de reprogrammation peut être positionné en fin d'exercice et un BR de report peut avoir lieu, après la réalisation du compte financier de l'année précédente, en début d'exercice.
- **Le CF signifie le Compte Financier.** Document qui retrace l'exécution du budget de l'exercice précédent. Il rend compte du résultat de l'exercice, c'est-à-dire de l'écart entre les recettes et les dépenses, et aboutit au bilan.

Quelques précisions méthodologiques doivent enfin être apportées pour garantir la bonne lisibilité des données présentées :

- Certaines données du présent budget soumis au vote (fonds de roulement, trésorerie, besoin en fonds de roulement) tiennent compte des chiffres votés au compte financier 2018, ajustés des variations adoptées lors du BI 2019. À ce titre, les données du BI 2019 inscrites diffèrent de celles adoptées lors du CA du 14/12/18. Ceci permet une meilleure projection de ces éléments au titre des années ultérieures.

# Sommaire

1.	AUTORISATIONS BUDGETAIRES LIMITATIVES .....	8
1.1.	TABLEAU DES AUTORISATIONS D'EMPLOI .....	8
1.2.	TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES .....	8
1.2.1.	Dépenses.....	9
	Le périmètre du PPI pour le CF 2023.....	17
	Le plan de relance .....	18
	Autres opérations inscrites au CF 2023 (hors tableaux 9, 9bis et 10).....	18
	Autres dépenses d'investissement .....	19
1.2.2.	Recettes .....	19
1.3.	DÉPENSES PAR DESTINATION ET RECETTES PAR ORIGINE .....	25
1.3.1.	Dépenses par destination.....	25
1.3.2.	Recettes par origine.....	34
2.	EQUILIBRE FINANCIER .....	34
2.1.	TABLEAU D'EQUILIBRE FINANCIER .....	34
2.2.	TABLEAU DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS .....	35
3.	ANALYSE DE LA SOUTENABILITE.....	35
3.1.	TABLEAUX DE SITUATION PATRIMONIALE.....	35
3.1.1.	Compte de résultat .....	35
3.1.2.	La capacité/l'insuffisance d'autofinancement .....	39
3.1.3.	Variation des niveaux de fonds de roulement, de besoin en fonds de roulement et de trésorerie.....	41
3.2.	PLAN DE TRESORERIE.....	43
3.3.	TABLEAU DES OPERATIONS LIEES AUX RECETTES FLECHEES .....	44
3.4.	TABLEAU DES OPERATIONS PLURIANNUELLES .....	45
3.4.1.	Tableau agrégé des opérations pluriannuelles .....	45
3.4.2.	Tableau détaillé des opérations pluriannuelles (pour information) .....	48
3.5.	TABLEAU DE SYNTHESE BUDGETAIRE ET COMPTABLE .....	49
3.6.	SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS .....	50
4.	ANNEXES.....	51

# 1. Autorisations budgétaires limitatives

## 1.1. Tableau des autorisations d'emploi



Le tableau n°1 présente les autorisations d'emplois de l'exercice, correspondant à l'ensemble des emplois pouvant être rémunérés par l'établissement, présentés en équivalent temps plein travaillé. Pour les organismes ayant la qualité d'opérateurs de l'Etat, pour lesquels un plafond d'emploi est par ailleurs fixé en loi de finances au niveau des programmes ministériels de rattachement, l'autorisation d'emplois votée par l'organe délibérant comprend les emplois décomptés sous le plafond fixé en loi de finances et en dehors de celui-ci (emplois dits « hors plafond »).

*NB : les vacataires ne sont pas inclus dans l'analyse en ETPT.*

Concernant les **personnels enseignants et enseignants chercheurs**, l'exécution 2023 est pour les **titulaires** conforme aux prévisions du budget initial, alors que pour les **contractuels** plafond Etat et plafond établissement la moyenne annuelle est inférieure aux prévisions du BI, mais le stock à fin décembre supérieur. Une partie de ces écarts est liée aux contrats de recherche dont la temporalité des recrutements est difficile à anticiper.

Concernant, par ailleurs, les **personnels BIATSS** l'exécution 2023 pour les titulaires est inférieure aux prévisions du budget initial, le rattrapage espéré compte tenu d'une exécution 2022 basse n'a pas eu lieu. En contrepartie le nombre de contractuels BIATSS en CDD augmente, à la fois pour couvrir ces postes vacants, mais également pour répondre à de nouveaux besoins en lien avec des recettes comme au service de santé des étudiants ou au service commun de formation continue.

## 1.2. Tableau des autorisations budgétaires



Le tableau présenté au vote du conseil d'administration présente les autorisations à engager les dépenses et recouvrer les recettes attendues pour l'exercice 2023. La notion de solde budgétaire correspond à la différence entre les recettes encaissées (RE) et les crédits de paiement (CP) de l'année, soit à la variation de trésorerie générée par les opérations budgétaires. Elle constitue à ce titre un solde primaire de la variation de trésorerie, excluant les opérations de trésorerie non budgétaires.

### Quelques notions

- Le **solde budgétaire** correspond à la différence entre les recettes encaissées (RE) et les crédits de paiements (CP).  
**Calcul** : encaissements - crédits de paiements
- **Autorisation d'engagement (AE)** : constitue le plafond voté par l'organe délibérant et qui détermine la capacité pour l'ordonnateur à engager juridiquement l'organisme sur l'exercice. Elle constitue le point d'entrée de la dépense et permet le pilotage des crédits de paiement.  
**Crédit de paiement (CP)** : constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être décaissées sur l'exercice.

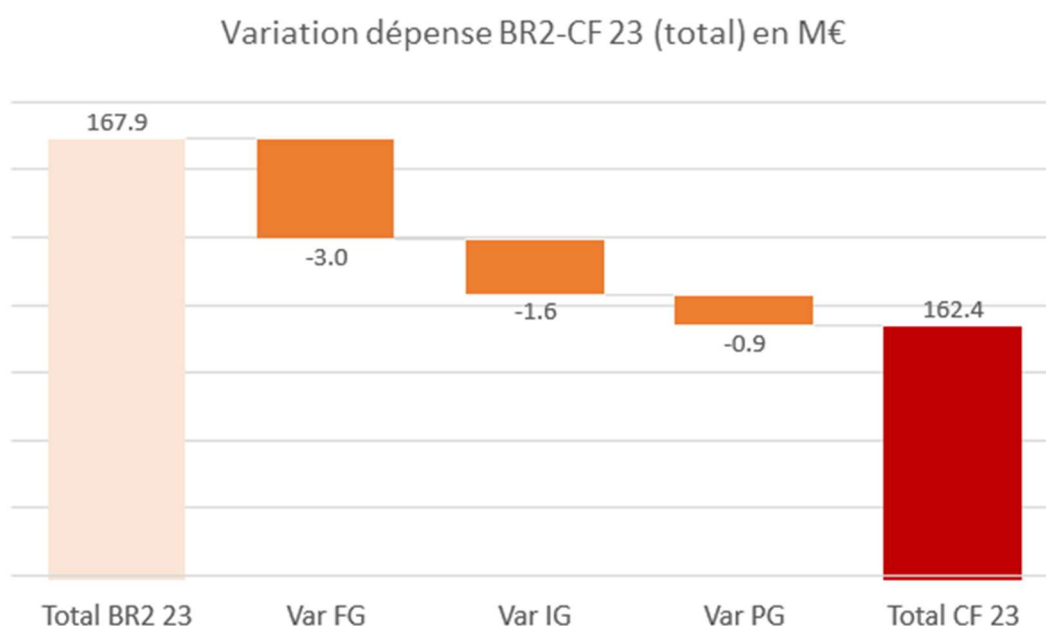


### 1.2.1. Dépenses

tableau 2 (AE)	CF 2020	CF 2021	CF 2022	BI 2023	BR2 2023	CF 2023	évolution CF 23 - BR2 23	évolution CF 23 - CF 22
Personnel	120 758 091 €	124 295 496 €	128 359 336 €	136 190 475 €	134 454 176 €	133 518 232 €	-0,7%	4,0%
Fonctionnement	15 646 584 €	16 185 289 €	17 599 408 €	23 534 662 €	21 900 885 €	19 737 952 €	-9,9%	12,2%
Investissement	10 078 468 €	15 140 181 €	5 636 917 €	42 464 833 €	51 347 227 €	49 899 887 €	-2,8%	785,2%
<b>TOTAL</b>	<b>146 483 143 €</b>	<b>155 620 966 €</b>	<b>151 595 661 €</b>	<b>202 189 970 €</b>	<b>207 702 288 €</b>	<b>203 156 071 €</b>	<b>-2,2%</b>	<b>34,0%</b>

tableau 2 (CP)	CF 2020	CF 2021	CF 2022	BI 2023	BR2 2023	CF 2023	évolution CF 23 - BR2 23	évolution CF 23 - CF 22
Personnel	120 758 971 €	124 295 046 €	128 355 954 €	136 190 475 €	134 454 176 €	133 516 854 €	-0,7%	4,0%
Fonctionnement	15 753 919 €	16 455 723 €	16 776 599 €	23 585 110 €	20 265 426 €	17 252 055 €	-14,9%	2,8%
Investissement	9 924 084 €	8 154 574 €	9 607 008 €	25 016 098 €	13 227 416 €	11 616 281 €	-12,2%	20,9%
<b>TOTAL</b>	<b>146 436 973 €</b>	<b>148 905 343 €</b>	<b>154 739 561 €</b>	<b>184 791 682 €</b>	<b>167 947 017 €</b>	<b>162 385 190 €</b>	<b>-3,3%</b>	<b>4,9%</b>

N.B. les évolutions sont présentées par rapport au dernier acte voté (BR2 2023).

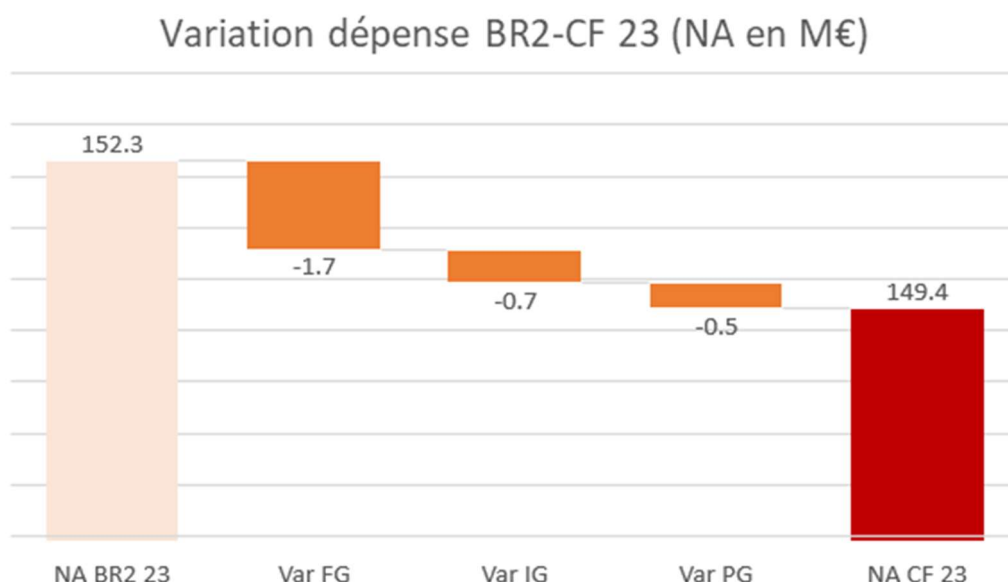


N.B. Les termes « Var FG/IG/PG » font référence à la variation à la hausse ou à la baisse de la dépense de fonctionnement (FG), d'investissement (IG) ou de crédits de personnel (PG) par rapport au dernier acte voté (BR2 2023).

Le compte financier 2023 enregistre une sous-exécution globale (NA et conventions) de la dépense inscrite au BR2 2023 de 5,5 M€ (3M€ en fonctionnement, 1,6 M€ en investissement, 1 M€ en masse salariale), soit une réalisation de 96,7%. Cette sous-consommation provient principalement des crédits de fonctionnement, en dépit de deux campagnes conjointes menées à l'automne de déclaration des crédits sans emploi (dotations hors convention, non affectée, ou « NA ») et de déprogrammations (l'une des vocations du budget rectificatif de fin d'année, voté conjointement au BI

2024, étant de déprogrammer tout crédit identifié comme ne pouvant être mobilisé avant la fin de l'exercice).

#### 1.2.1.1 Crédit hors conventions (non affecté ou « NA »)



Pour le fonctionnement, les crédits hors convention forment l'essentiel de la sous-consommation enregistrée au compte financier 2023. L'établissement a bien engagé une campagne d'identification de crédits sans emploi cependant, les aléas en cours d'année et les difficultés de recrutement qui ne permettent pas déployer les projets rendent difficile une estimation plus fine de l'atterrissage financier.

**Fonctionnement (CF23 14,5 M€/ BR2 23 16,4 M€ / CF 22 14,2 M€)**

Si la dépense de fonctionnement en NA s'établit en deçà de la prévision du BR2 2023, elle marque tout de même une hausse de 400 k€ par rapport au niveau de 2022.

**Services centraux (CF 23 11,3 M€/ BR2 12,4 M€ / CF 22 10,9 M€)**

**Composantes de formation (CF 23 1,6 M€/ BR2 2,1 M€ / CF 22 1,7 M€)**

**Recherche (CF 23 1,6 M€/ BR2 1,9 M€ / CF 22 1,6 M€)**

## **Crédits de personnel (CF23 130,6 M€ / BR2 23 131,1 M€ / CF 22 125,5 M€)**

Les crédits de personnel hors convention ont augmenté de 5,1 M€ sous l'effet conjugué des principaux facteurs suivants :

- **Extension (EAP) en année pleine des mesures catégorielles 2022 (15 k€) :**

Effet des nouvelles grilles salariales pour les catégories C et B entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2022.

- **EAP du schéma d'emplois (hors contrats de recherche) 2022 (-202 k€) :**

Il s'agit des dépenses liées à l'évolution des ETPT courant 2022 : politique volontariste sur la campagne d'ATER 2<sup>ème</sup> vague, baisse des fonctionnaires enseignants, enseignants chercheurs et BIATSS, augmentation du nombre de CDU et fin du dispositif des prolongations COVID.

- **Mesures générales et EAP en 2023 de la hausse de la valeur du point (3,5 M€) :**

Il s'agit principalement de l'extension en année pleine de la revalorisation de la valeur du point au 1<sup>er</sup> juillet 2022 et de la nouvelle augmentation au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Ces mesures comprennent également la revalorisation des doctorants dans le cadre de la loi de programmation de la recherche et les mesures en faveur de la mobilité (remboursement transport et fond de mobilité durable).

- **SMIC (305k€) :**

Parmi les divers impacts, on relève l'extension en année pleine 2023 de l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> mai 2022 ainsi que la nouvelle augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> mai 2023.

- **Autres cotisations (52 k€) :**

Le SYTRAL a augmenté le taux de la cotisation versement transport au 1<sup>er</sup> juillet 2022, générant une extension en année pleine sur 2023.

- **Mesures catégorielles 2023 (126 k€) :**

Il s'agit du reclassement dans le cadre de la LPR des enseignants chercheurs et pour les BIATSS des nouvelles grilles C et B au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

- **Indemnitaire obligatoire 2023 (1,3 M€) :**

Les primes du RIPEC pour les enseignants chercheurs sont mensualisées, alors que la PRES était versée auparavant de manière semestrielle et la PCA de manière annuelle. Sur l'année 2022, certains enseignants-chercheurs ont perçu l'équivalent de 16 mois de prime ; l'établissement revient à un rythme normal en 2023 (équivalent de 12 mois de prime par an).

On relèvera en outre l'effet des nouveaux taux de l'indemnité de fonction (dite C1) pour les enseignants-chercheurs, le nouveau taux de la PES pour les enseignants 2<sup>nd</sup> degré, et l'attribution des nouvelles C3. Pour ce qui concerne les BIATSS, la revalorisation du RIFSEEP a également généré des dépenses supplémentaires.

Enfin pour les indemnités concernant l'ensemble du personnel, on signalera la prime pouvoir d'achat et l'augmentation de la GIPA, compte étant tenu de l'inflation, ainsi que la participation à la protection sociale complémentaire (et la cotisation patronale associée) et enfin une hausse du forfait télétravail (en volume comme en valeur).

- **Schéma d'emplois (hors contrats de recherche) 2023 (547 k€) :**

La campagne d'emplois 2023 et les recrutements au fil de l'eau, dont certains permettent l'obtention de financements correspondants (contrats doctoraux, chaires de professeur junior, et service de santé étudiante), ont également eu un impact sur le niveau final de la dépense.

- **Evolution de la structure des emplois 2023 (-150 k€) :**

Cette dernière induit un repyramidage des enseignants-chercheurs dans le cadre de la loi de programmation de la recherche. On signalera une baisse de la proportion de fonctionnaires sur l'ensemble des personnels BIATSS orientant la baisse globale constatée. Cette tendance a suscité accroissement du nombre de concours ouverts pour l'année 2024.

- **Variations des heures complémentaires et vacations 2023 (-444 k€) :**

L'établissement constate une baisse des charges d'enseignement sur cette première année d'accréditation. Toutefois celle-ci elle n'a pas été homogène selon les statuts : les enseignants permanents ont assuré plus d'heures complémentaires, alors même que moins de vacataires enseignants ont été recrutés. Ces données devront être affinées à l'issue de la seconde année d'accréditation qui verra l'ouverture de l'ensemble des parcours, sur la deuxième année de master notamment ainsi que sur les BUT.

### Quelques notions

- Le **GVT** est la part de l'évolution des salaires qui résulte des évolutions de carrière propres à chaque agent. Il se décline en trois composantes :
- **L'effet glissement** : c'est l'impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la masse salariale. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins « primés » et par, conséquent, rémunérés à un niveau moins élevé que l'ensemble des personnels d'un établissement. L'effet des entrants est donc en général négatif sur l'évolution générale de la masse salariale. Le signe de l'effet des sortants est moins évident car les sortants ne sont pas forcément des personnes plus qualifiées et/ou plus âgées et donc mieux rémunérées ;
- **L'effet vieillesse** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de salaire, sans changement de fonction, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire ;
- **L'effet technicité** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles. Ces changements sont en général validés suite à un concours ou un examen professionnel.
- **Le RIFSEEP** : régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel. C'est l'outil indemnitaire de référence qui remplace la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique de l'État ;
- **La GIPA** : garantie individuelle du pouvoir d'achat. Elle résulte d'une comparaison établie entre l'évolution du traitement indiciaire brut (TIB) détenu par l'agent sur une période de référence de quatre ans et celle de l'indice des prix à la consommation (IPC hors tabac en

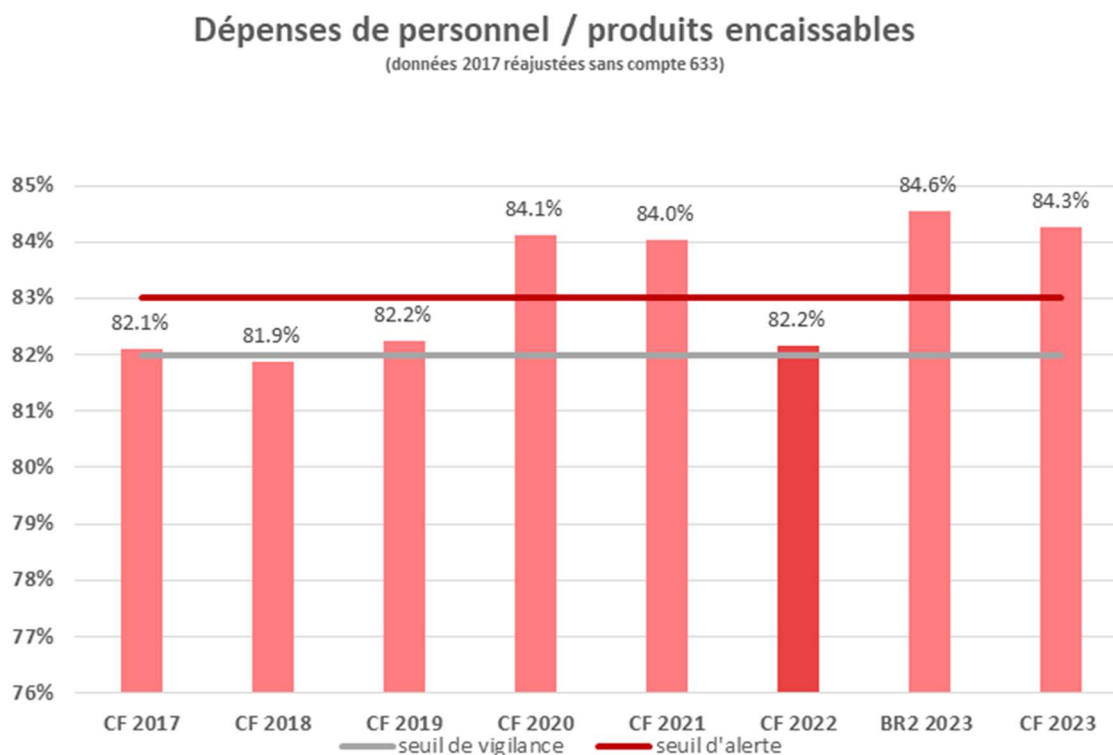
moyenne annuelle) sur la même période. Si le TIB effectivement perçu par l'agent au terme de la période a évolué moins vite que l'inflation, un montant indemnitaire brut équivalent à la perte de pouvoir d'achat ainsi constatée est versé à chaque agent concerné.

## Le taux de rigidité des dépenses

### Quelques notions

- *Ce taux dit aussi de saturation mesure le poids des charges les plus rigides difficilement compressibles (dépenses de personnel inscrites au tableau 6) par rapport aux recettes encaissables. Dans le cadre des responsabilités et compétences élargies, ce ratio de rigidité a une dimension essentielle puisqu'il évalue les marges de manœuvre. Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, sont significatifs. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre rapides et immédiates en cas de décrochage des équilibres.*

*Calcul : dépenses de personnel / produits encaissables*



Le ratio dépenses de personnel / produits encaissables s'élève à 84,3 % au CF 2023, un taux en légère hausse depuis 2020.

S'il constitue un **élément de vigilance**, il convient cependant de noter qu'un tel niveau reste assez commun pour les universités équivalentes dont la moyenne s'établit à 83%, soit au niveau du seuil d'alerte. Par ailleurs, ce dernier gagnerait à être relevé en raison du poids mécaniquement croissant des dépenses salariales dans

la SCSP, en conséquence des nombreuses mesures salariales des années 2010 et 2020, la LPR et les rendez-vous salariaux étant les dernières en date.

Par rapport au CF 2022, une partie de la hausse provient en outre du rattrapage opéré en 2023 sur les campagnes EC et BIATSS, consécutivement à la baisse conjoncturelle des effectifs sur 2021 et 2022.

(Pour rappel, les modalités de calcul de ce taux ont bougé en 2018, avec l'exclusion des dépenses du compte 633, transférées en fonctionnement depuis le BR2 2018. Si on le réintégrait, ce taux serait à 85,4% pour 2023, 83,3 % pour 2022).

**Investissement** (CF23 4,2 M€ / BR2 23 4,8 M€ / CF 22 3,9 M€)

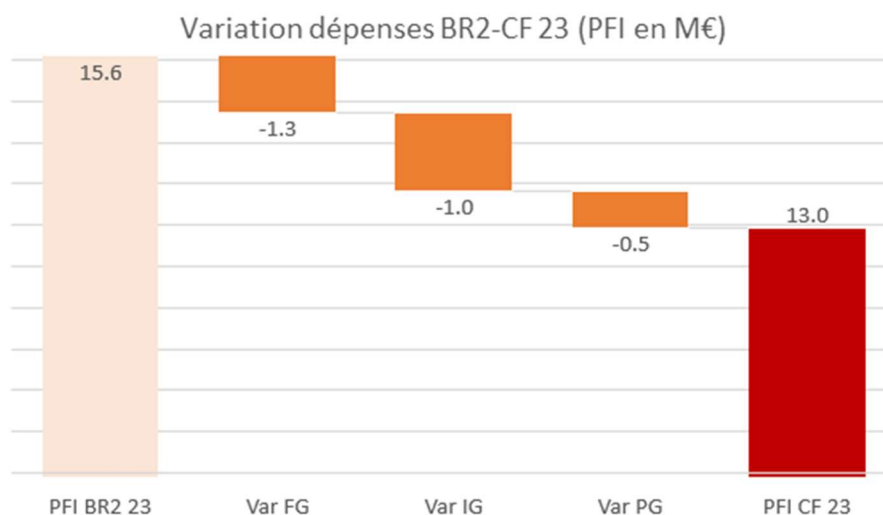
Hors convention, l'investissement est la masse qui enregistre le taux de réalisation du BR2 2023 le plus faible (86,5%), principalement du fait de la sous-consommation des services centraux. La dépense globale demeure toutefois en légère hausse au niveau de l'établissement par rapport à 2022 (+330 k€).

**Services centraux** (CF 23 3,9 M€ / BR2 4,5 M€ / CF 22 3,5 M€)

**Composantes de formation** (CF 23 221 k€ / BR2 254 k€ / CF 249 k€)

**Recherche** (CF 23 103 k€ / BR2 128 k€ / CF 22 111 k€)

**1.2.1.2 Crédits sur conventions (PFI)**



Cette année, coupler un budget de déprogrammation au BI a permis d'améliorer significativement la prévision budgétaire sur les conventions. On déplorera pour autant que la prévision relative au fonctionnement demeure encore relativement imprécise. Le compte financier 2023 enregistre ainsi une sous-exécution globale de la dépense sur conventions de 2,7 M€, soit une réalisation de 82,9%.

### **Fonctionnement (CF23 2,6 M€/ BR2 23 3,9 M€ / CF 22 2,6 M€)**

Le niveau global de dépenses demeure quasi-identique au compte financier 2022 (+ 2k€), témoignant d'une difficulté récurrente à exécuter les dépenses sur conventions, difficulté plus accentuée pour les laboratoires et les composantes que pour les services centraux.

#### **Services centraux (CF 23 849 k€/ BR2 983 k€ /CF 22 865 k€)**

La sous-consommation des dépenses de fonctionnement est moindre pour les services centraux que pour les autres acteurs de l'établissement. On notera une bonne identification, dès le budget rectificatif de déprogrammation, de l'essentiel des dotations à reprogrammer (536 k€ déprogrammés au BR2).

#### **Composantes de formation (CF 23 616 k€/ BR2 993 k€ /CF 22 710 k€)**

Le budget rectificatif de déprogrammation de fin d'année (-476 k€ en fonctionnement retirés de 2023 au titre des conventions d'enseignement) n'a pas permis d'identifier la totalité des dotations à reprogrammer en 2024.

#### **Recherche (CF 23 1147 k€/ BR2 1 908 k€ /CF 22 1 035 k€)**

Les contrats de recherche génèrent une sous-consommation importante de leur fonctionnement, phénomène constaté depuis plusieurs années. La consommation s'établit même en très léger retrait par rapport au CF 2022 (-11 k€) Le budget rectificatif de déprogrammation de fin d'année (-1,1 M€ en fonctionnement retirés de 2023 au titre de la recherche) n'a pas permis d'identifier la totalité des dotations à reprogrammer en 2024.

### **Crédits de personnel** (CF23 2,9 M€ / BR2 23 3,4 M€ / CF 22 2,8 M€)

Comme pour les crédits de fonctionnement, l'exercice 2023 enregistre un niveau très proche de 2022. La sous-consommation par rapport à la prévision du BR2 2023 est toutefois moindre que pour le fonctionnement. Le suivi des contrats réalisé avec la DRHAS permet en effet de se faire une idée plus précise des dotations à reprogrammer en fin d'année sur les conventions, *a contrario* du suivi des achats qu'il est parfois difficile de mener finement.

#### **Services centraux** (CF 23 529 k€ / BR2 658 k€ / CF 22 557 k€)

Une première déprogrammation était intervenue en BR2 pour 48 k€ (non-réalisation d'un partenariat avec l'OMS).

#### **Composantes de formation** (CF 23 373 k€ / BR2 506 k€ / CF 22 267 k€)

La sous-consommation intervient après une première déprogrammation de 117 k€ en BR2 2023. L'essentiel de l'écart au BR2 2023 correspond pour une large part à une sous-consommation sur les conventions internationales de l'IUT (- 80 k€) et dans une moindre mesure, à des conventions de l'IFS (-18 k€).

#### **Recherche** (CF 23 2 M€ / BR2 2,2 M€ / CF 22 2 M€)

L'écart relativement faible entre la prévision du BR2 2023 et la réalisation s'explique par les importantes déprogrammations de crédits de personnel sur conventions de recherche déjà opérées en décembre (1,2 M€).

### **Investissement** (CF23 7,4 M€ / BR2 23 8,4 M€ / CF 22 5,7 M€)

La réalisation des investissements sur conventions est en augmentation par rapport à 2022 (+1,7 M€) mais demeure toutefois inférieure au BR2 2023 (-1 M€), pour une large part du fait des opérations immobilières engagées par l'établissement.

#### **Services centraux** (CF 23 7,3 M€ / BR2 8,1 M€ / CF 22 5,6 M€)

La sous-consommation pour les services centraux - à savoir principalement au titre des opérations immobilières - est mesurée (800 k€) après la déprogrammation de 13,9 M€ en BR2 2023 au titre, principalement, de la Ruche.

#### **Composantes de formation** (CF 23 1,8 k€ / BR2 14 k€ / CF 22 4 k€)

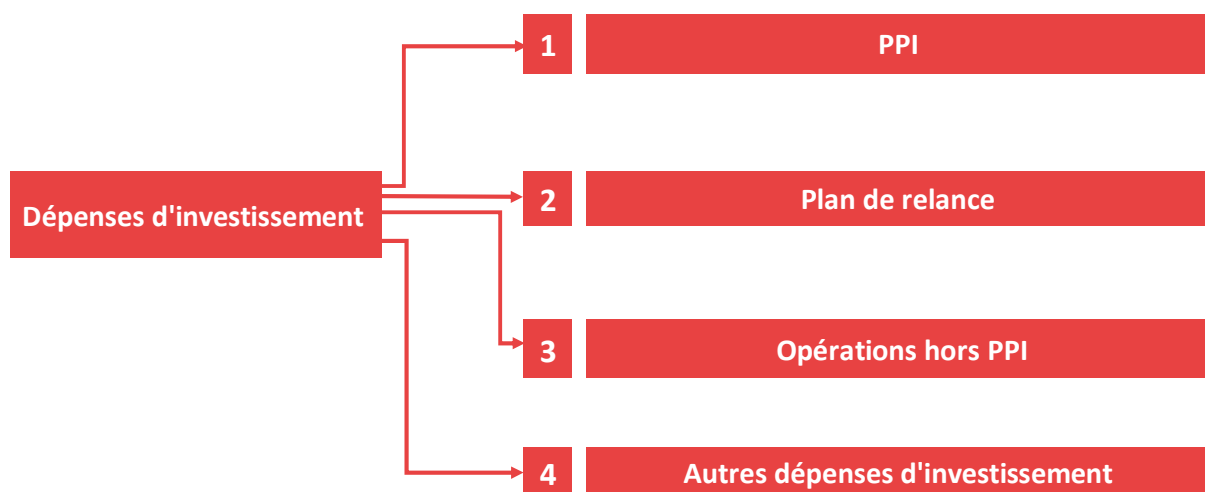
#### **Recherche** (CF 23 89 k€ / BR2 217 k€ / CF 22 102 k€)

La sous-consommation constatée atteint un montant des déprogrammations déjà réalisées en BR2 2023 au titre des conventions de recherche (149 k€).

On distingue au sein des dépenses d'investissement trois grandes catégories :



- Les **projets immobiliers pluriannuels**, parmi lesquels :
  - o Celles relevant du PPI, bénéficiant d'un financement extérieur significatif ;
  - o Celles relevant du plan de relance, intégralement financées ;
- Les **projets immobiliers d'exécution annuelle**, autofinancés par l'établissement ;
- Les **autres dépenses** (achats informatiques, immobilisations diverses) également autofinancées.



### Le périmètre du PPI pour le CF 2023

D'après le guide d'analyse des fonds de roulement du ministère, notre établissement doit être en mesure de justifier l'engagement de l'opération ou un commencement d'exécution pour pouvoir l'inscrire formellement dans un PPI.

PPI		
Opération n°	Nature	Coût total opération
1	900070PCS- Plan Campus	8 233 856 €
2	900070LC- Learning Center LA RUCHE	56 208 877 €
3	900070SGN-signalétique	1 094 593 €
4	900070BU-Bib Univ Provisoire	3 521 738 €
5	900070PA-aménagements paysagers PDA	235 000 €
6	900070LM-Bâtiment L (modulaires)	2 850 000 €
7	900070PG - PLAN GUIDE SPSI	200 000 €
	<b>TOTAL PPI</b>	<b>72 344 064 €</b>

Les opérations figurant ci-dessus ont fait l'objet de dépenses en 2023. Elles correspondent aux projets pluriannuels en cours les plus structurants en matière

immobilière. Le montant affiché ici est le coût total de l'opération ; les dépenses et recettes réalisées en 2023 et pour les années suivantes sont détaillées dans les tableaux 9bis des opérations pluriannuelles.

## Le plan de relance

### Plan de relance

Opération n°	Nature	Coût total opération
8	900070-RCU (chauffage urbain)	2 640 089 €
9	900072-GTC	415 677 €
10	900072-LED	207 200 €
11	900070-PHO (panneaux photovoltaïques)	654 756 €
12	900072-Rob (robinets thermostatiques)	88 000 €
13	900072-CIC (Circulateurs chauffage)	80 985 €
TOTAL Plan de relance		4 086 707 €

Le plan de relance est traité depuis 2022, comme un financement fléché de l'investissement par l'Etat et fait l'objet d'un financement à 100%. 2023 a vu la quasi-totalité des opérations restantes s'achever, à l'exception d'une inscrite au BI 2024.

## Autres opérations inscrites au CF 2023 (hors tableaux 9, 9bis et 10)

### Autres opérations réalisées en 2023 (non retracées en tableaux des opérations pluriannuelles)

Opération n°	Nature	Coût total opération
14	900070LUM- Eclairage général	711 374 €
15	900070SOL- Aménagements sols	478 973 €
16	900070MO-RENOVATION ELECTRIQUE MOM	389 442 €
17	900070DT-DTA sols	170 000 €
18	900070AD- Travaux accessibilité (ADAP)	400 736 €
19	900070PR-Parking Ruche	480 000 €
20	900070PE-Structures Pétroff	200 000 €
21	900070AB-Aménagement BUP (départ SSU)	800 000 €
22	900070IU-RENOVATION ELECTRIQUE IUL	100 000 €
TOTAL Projets		3 730 525 €

Certaines opérations d'investissement correspondent à des besoins importants de l'établissement mais ne peuvent pour autant être formellement inscrites au PPI, soit

qu'elles ne correspondent pas à des projets stratégiques pour l'ensemble de l'établissement (DTA sols, éclairage général...), soit qu'elles ne soient pas pluriannuelles.

### Autres dépenses d'investissement

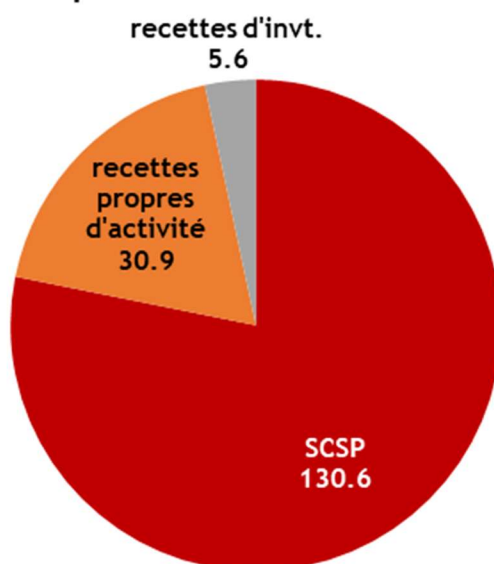
Elles comprennent, en 2023, les achats informatiques et les petites immobilisations, ainsi qu'une partie des dépenses du schéma directeur des systèmes d'information et du numérique (SDSIN), désormais totalement intégré dans une nouvelle structuration budgétaire déclinée en programmes d'action. Le tableau ci-dessous en présente les axes principaux :

#### Autres dépenses d'investissement: focus DSI

Programme	Nature	Réalisation 2023
P04	Services numériques sur le campus	21 390 €
P05	Equipement et aménagement numérique des espaces	1 044 732 €
P06	Simplification, pilotage et dématérialisation	79 545 €
P09	Infrastructures, réseaux et socle technique	568 112 €
SDSI	Schéma directeur	82 628 €
TOTAL DSI		1 796 407 €

### 1.2.2. Recettes

#### Répartition des recettes du CF 2023 (M€)



#### Quelques notions

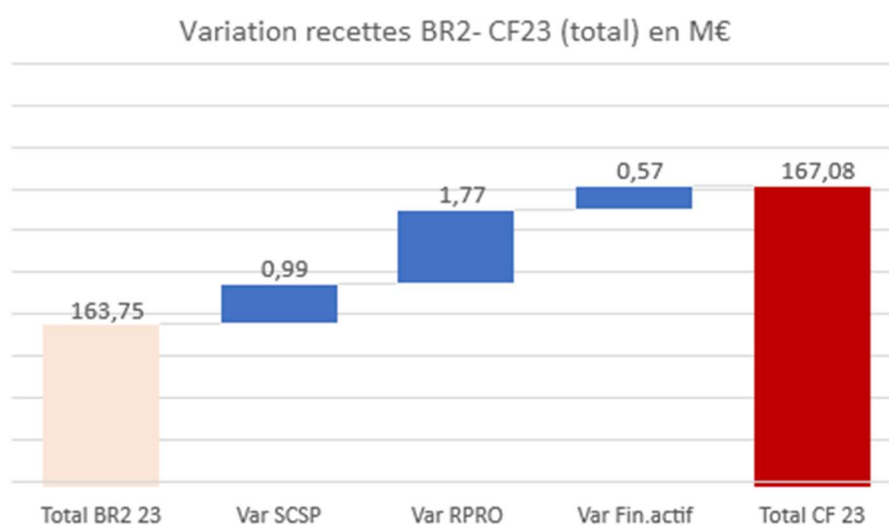
- Les recettes, qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée, sont **globalisées** par principe. A titre d'exception, les recettes **fléchées** permettent de suivre précisément les opérations.

Le fléchage de certaines recettes relève du choix de l'établissement. Le principal intérêt est de mettre en évidence l'impact de certaines opérations significatives et soumises à des aléas susceptibles d'expliquer d'importantes variations de trésorerie.

A ce titre, il a été choisi de suivre en 2023 :

- Plusieurs opérations d'investissement :
  - o La Ruche ;
  - o Le plan de relance ;
  - o L'installation de bâtiments modulaires sur le campus PDA ;
- Plusieurs conventions mises en œuvre par l'IUT avec le concours de la Commission Européenne : SHYFTE, ERASMUS + Sunspace.

Par différence, le reste des recettes est considéré comme globalisé.

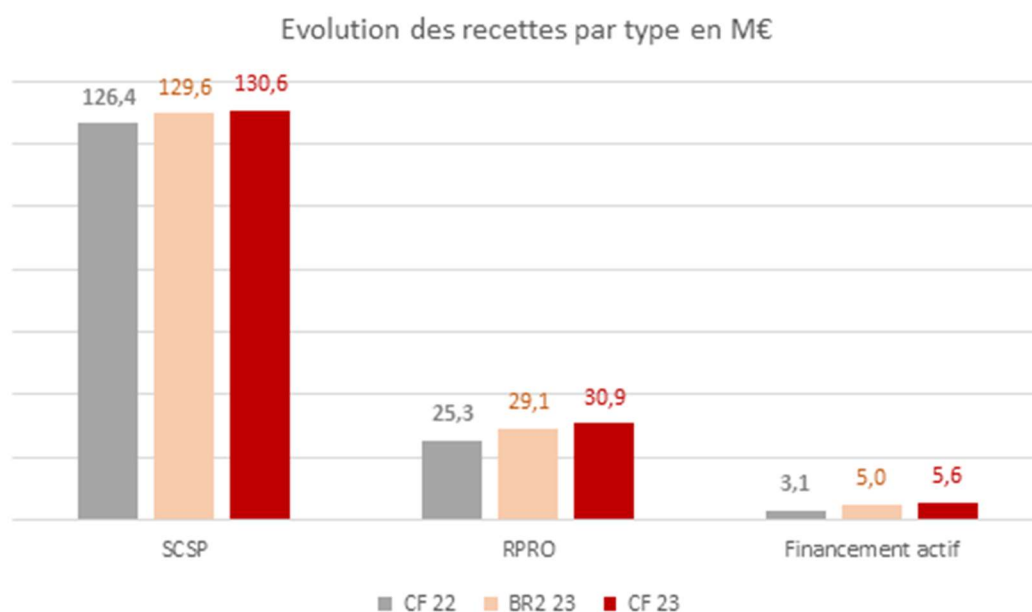


*N.B. Les termes « Var SCSP/RPRO/Fin.actif » font référence à la variation à la hausse ou à la baisse de la recette de subvention pour charge de service public (SCSP), de recettes propres d'activité hors SCSP (RPRO) ou de subventions d'investissement (Fin.actif) par rapport au dernier acte voté (BR2 2023).*

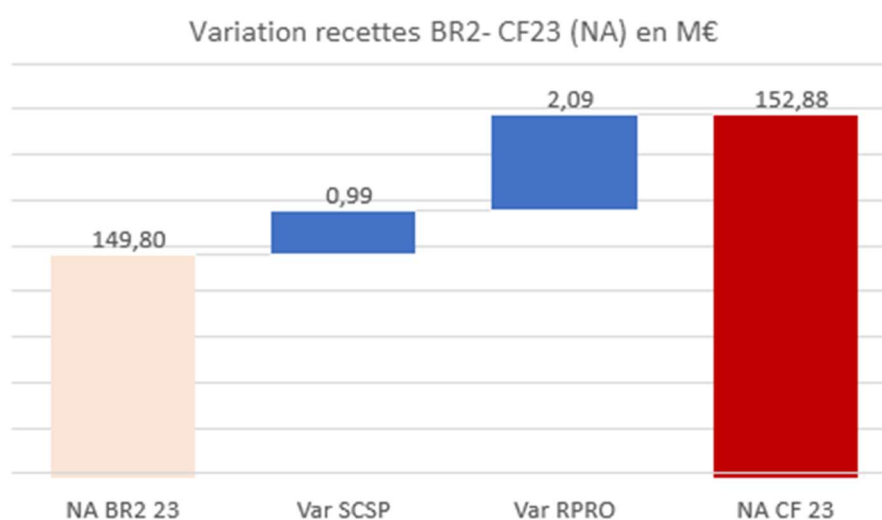
Du point de vue des encaissements en comptabilité budgétaire, le CF 2023 se solde par une réalisation de la recette supérieure à la prévision du budget rectificatif n° 2.

Ainsi, de façon générale, on notera une légère sur-exécution de la **subvention pour charge de service public** (100,8% de la prévision BR2), une sur-exécution de 105,4% des **recettes propres d'activité** ainsi qu'une sur-exécution du **financement de l'investissement** (115,6% du BR2).

Plus particulièrement, le total des recettes propres d'activité atteint 30,9 M€ (sur conventions et hors conventions), soit une hausse de 22 % par rapport au CF 2022 (25,3 M€). Certaines recettes encaissées correspondent à des dépenses étalées au cours des années à venir.



#### 1.2.2.1 Recettes hors conventions (non affecté ou NA)



**SCSP (CF23 130,6 M€/ BR2 23 129,6 M€ / CF 22 126,4 M€)**

Le montant de SCSP de 130,6 M€ affiché en tableau 3 se compose comme suit :

Tout d'abord, **130,3 M€** au titre de la notification finale adressée à l'établissement le 14/12/2023 :

	CF 2020	CF 2021	BR2 2022	CF 2022	BR2 2023	CF 2023
	Notification 2020 au 16/09/2020	Notification 2021 finale 15/12/2021	notification 2022 au 12/07/2022	notification 2022 finale au 21/12/2023	Notification intermédiaire + prévision ULL2	Notification finale au 14/12/2023
<b>Crédits de masse salariale</b>	<b>109,690,312 €</b>	<b>112,916,418 €</b>	<b>114,970,339 €</b>	<b>114,911,321 €</b>	<b>118,925,153 €</b>	<b>119,620,980 €</b>
masse salariale	109,111,837 €	111,660,473 €	114,136,610 €	113,686,376 €	117,526,569 €	117,684,689 €
complément estimé au titre rdv salarial					423,000 €	
contrats doctoraux		40,941 €	152,010 €	162,659 €	368,929 €	368,929 €
actions spécifiques	578,475 €	1,215,004 €	681,719 €	1,062,286 €	606,655 €	1,567,362 €
<b>Crédits de fonctionnement</b>	<b>10,152,124 €</b>	<b>10,351,850 €</b>	<b>10,258,875 €</b>	<b>14,296,184 €</b>	<b>10,361,631 €</b>	<b>10,695,336 €</b>
Fonctionnement	7,904,509 €	8,079,138 €	8,063,022 €	8,063,022 €	8,063,615 €	8,063,615 €
Compensation des exonérations de droits d'inscriptions	1,694,763 €	1,694,763 €	1,724,299 €	1,724,299 €	1,682,361 €	1,649,244 €
actions spécifiques	502,852 €	477,949 €	321,554 €	1,258,863 €	385,655 €	752,477 €
Opérations immobilières	50,000 €	100,000 €	150,000 €	3,250,000 €	230,000 €	230,000 €
<b>Autres Mise en réserve</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>119,842,436 €</b>	<b>123,268,268 €</b>	<b>125,229,214 €</b>	<b>129,207,505 €</b>	<b>129,286,784 €</b>	<b>130,316,316 €</b>

Parmi la recette supplémentaire obtenue en notification finale, on signalera particulièrement :

- 283 k€ au titre de la **LPR 2023** (classement des jeunes chercheurs, indemnités différentielles / SMICS, reclassement des enseignants-chercheurs, RIPEC C1 / professions libérales 2022 ;
- Dans la catégorie « **actions spécifiques** » au titre de la masse salariale, 603 k€ au titre du **rendez-vous salarial** ;
- Dans la catégorie « **actions spécifiques** » au titre du fonctionnement 367 k€ au titre de mesures diverses, parmi lesquelles une dotation pour **mise en sécurité au titre de Vigipirate** (60 k€), le financement d'un **appel à projet de valorisation des collections publiques** (43 k€), 101 k€ de **crédits scientifiques au titre de l'IUF** ou encore un complément au titre des **surcoûts énergétiques** (57 k€).

Par ailleurs, le montant affiché en tableau n°3 comprend également **304 k€** au titre du dispositif LYSIERES<sup>2</sup>, imputé comme de la SCSP.

**Recettes propres d'activité hors SCSP (CF23 22,2 M€ / BR2 23 20,2 M€ / CF 22 18,3 M€)**

Par rapport au **BR2 2023**, l'écart (+1,9 M€) se répartit ainsi :

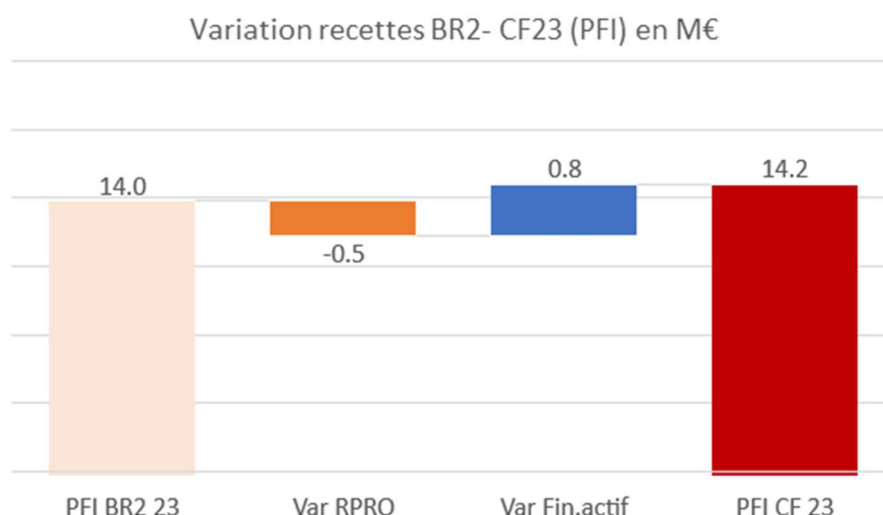
- Pour 1 M€, au titre des recettes d'apprentissage, dont 285 k€ au titre de prestations 2022 encaissées en 2023 et 700 k€ de recettes supplémentaires au titre de l'exercice 2023 ;

- Pour 423 k€ au titre du versement de la prime chauffage urbain, dont le montant n'avait pas été intégré à la prévision ;
- Pour 400 k€ au titre de la perception de pénalités en lien avec des travaux engagés pour l'ICOM, dont l'encaissement n'avait pas été intégré à la prévision (à vérifier) ;

Par rapport au CF 2022, l'écart très notable de près de 4 M€ (soit une hausse de 21,9%) confirme le dynamisme de recettes propres anticipé en BI 2023. Cette croissance intervient principalement sur les catégories suivantes :

- **Formation continue et apprentissage** : +1,8 M€, correspondant très largement à une hausse des recettes du CFA de l'établissement de + 1,7 M€ par rapport à 2022 ;
- **Autres recettes** : +1,6 M€, dont 1,3 M€ concernent les services centraux (+ 0,5 M€ de CVEC reversée par rapport à 2022, + 0,4 M€ prime chauffage urbain et +0,4 M€ au titre des pénalités précitées) et + 0,3 M€ concernant les composantes ;

#### 1.2.2.2 Recettes sur conventions (PFI)



De façon générale, l'écart total entre le BR2 et le CF 2023 est limité (+250 k€ soit 1,8 %). Il provient principalement d'une variation du financement de l'investissement (+750 k€) alors que les recettes propres d'activité sur convention ont, dans le même temps, réalisé une exécution inférieure de 500 k€ à la prévision du BR2 2023.

**Recettes propres d'activité - conventions (CF23 8,6 M€ / BR2 23 9,1 M€ / CF 22 7 M€)**

Les recettes propres d'activité sur convention enregistrent une sous-exécution de 502 k€ (94,5%). La baisse principale **par rapport au BR2** est réalisée sur les composantes de formation (- 692 k€), pour la majorité au titre de conventions d'enseignement :

- 384 k€ de recettes au titre des conventions fléchées de l'IUT, dont l'encaissement a été reprogrammé à 2024 ;
- 163 k€ correspondant à une correction technique pour le titrage d'une recette initialement positionnée sur convention mais titrée en non affecté.

Ce montant élevé de déprogrammations peut s'interpréter, en partie, en regard des reprogrammations de recettes incorporées à la prévision du BR2 (+393 k€), qui ont généré un montant élevé de recettes attendues n'ayant in fine pas été encaissées.

Ainsi, par rapport à 2022, la recette sur convention des composantes de formation enregistre une baisse de 116 k€ (704 k€ en CF 2022).

Les recettes sur convention de la recherche ont été exécutées à un niveau très proche du BR2 (écart de 46 k€ soit en hausse de 0,7%). La déprogrammation en BR2 de 369 k€ a permis de limiter le delta entre la prévision et la réalisation.

On notera en 2023 une progression de +35% du niveau des recettes liées aux contrats de recherche, ces derniers progressant de 1,6 M€ par rapport au niveau de 2022 (4,6 M€). Cette progression est le fruit d'une mobilisation particulièrement efficace des porteurs de projets et à l'accompagnement mis en place.

Les recettes sur convention des services centraux s'établissent 144 k€ au-dessus de la prévision du BR2 2023 (exécution à 109%), du fait d'encaissement plus importants que prévus au titre de l'action « Renforcement de l'accueil, l'orientation et de la préprofessionnalisation des étudiants de Licence » relevant de Cursus plus. Les recettes sur conventions des services centraux sont en outre en légère croissance par rapport au niveau constaté en CF 2022 (+ 129k€).

**Financement de l'actif (CF23 5,6 M€ / BR2 23 4,8 M€ / CF 22 3 M€)**

Le financement de l'actif est exécuté au-delà de la prévision du BR2 2023 (5,6 M€ contre 4,8 M€ votés en décembre 2023).

L'écart de 752 k€ procède de deux événements distincts :

- + 756 k€ en raison de l'encaissement d'une recette complémentaire de l'Etat pour la Ruche (acompte au titre du CPER 2015-2020) ;
- - 4 k€ de correction sur un reliquat de recette perçue au titre du plan de relance.



## 1.3. Dépenses par destination et recettes par origine



Le premier tableau (dépenses) ventile par destination les dépenses prévues au tableau des autorisations budgétaires. Il croise l'axe « nature » en enveloppes de dépenses avec l'axe « destination » propre à l'organisme et à son activité. En complément du tableau des autorisations budgétaires, il permet donc à l'ordonnateur de présenter la mise en œuvre budgétaire de la stratégie de l'organisme selon une nomenclature qui traduit son activité.

Le deuxième tableau (recettes) ventile par origine les recettes prévues au tableau des autorisations budgétaires. Il croise l'axe « Nature » avec l'axe « Origine » propre à l'organisme et à son activité. Il permet à l'ordonnateur de présenter la mise en œuvre budgétaire de la stratégie de l'organisme ou la structure de son financement selon une nomenclature qui traduit son activité.

Les écarts sont présentés par rapport au dernier acte voté (BR2 2023).

### 1.3.1. Dépenses par destination

#### 1.3.1.1 Crédits de personnel

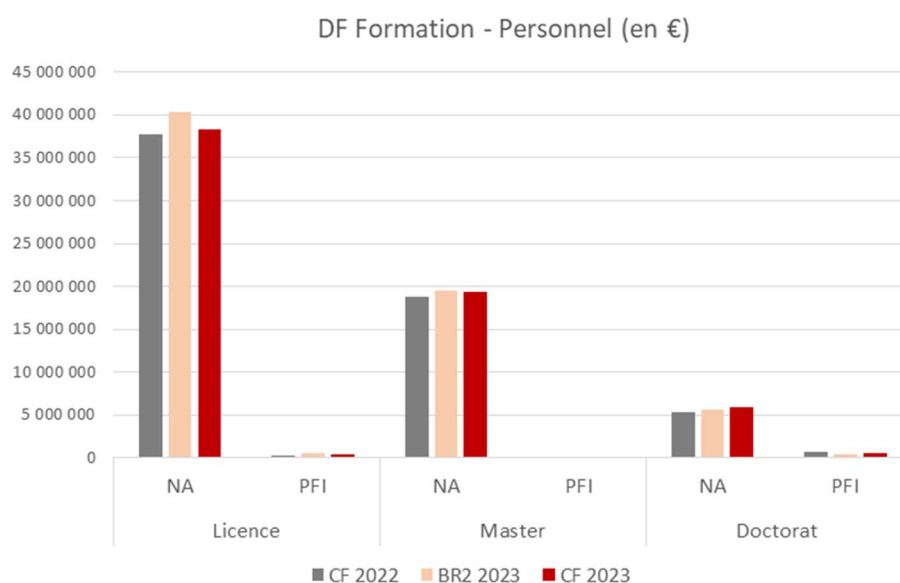
- **Les dépenses de personnel** : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des rémunérations accessoires, des prestations sociales obligatoires ainsi que des cotisations patronales qui leur sont liées.

**Masse salariale État** : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies.

**Masse salariale sur ressources propres** : il s'agit de toutes les autres charges de personnels hors masse salariale Etat : contrats de recherche, vacations, jury de concours...

### Domaine FORMATION

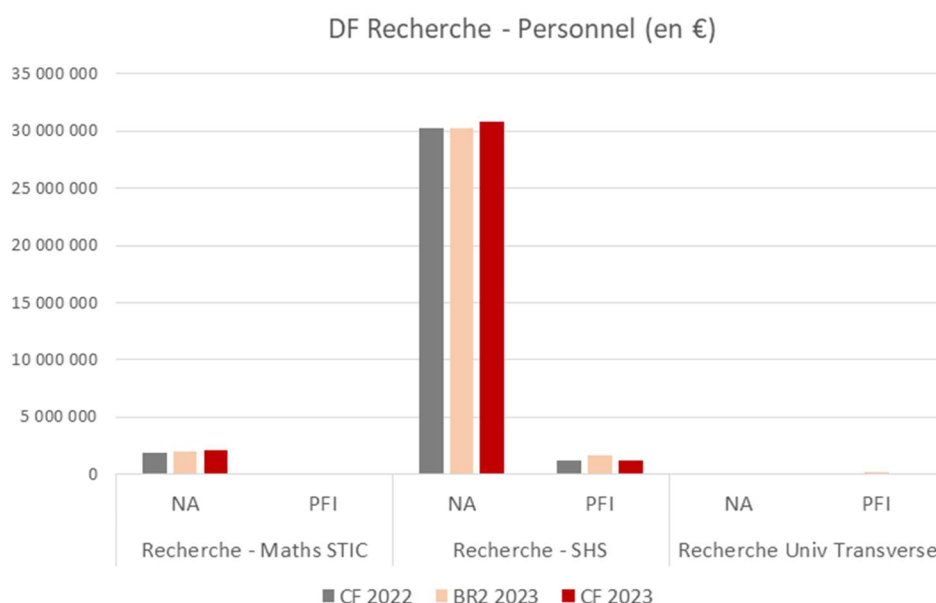
**Personnel (64,7 M€ / 63,5 M€ NA / 1,2M€ conventions)**



Le domaine fonctionnel **Formation**, pour les crédits de **masse salariale**, enregistre une baisse globale de 0,7 M€ par rapport au BR2, principalement sur le NA. Si la licence représente toujours au moins 60% de la dépense, la part relative des dépenses pour les masters et doctorat est en légère augmentation, en raison notamment de l'impact plus fort de la LPR et du RIPEC sur les master (EC). Par rapport au CF 2022, toutefois, la dépense globale est en hausse de 1,8 M€ (licence +0,7 M€, master +0,7 M€ et doctorat +0,4 M€).

## Domaine RECHERCHE

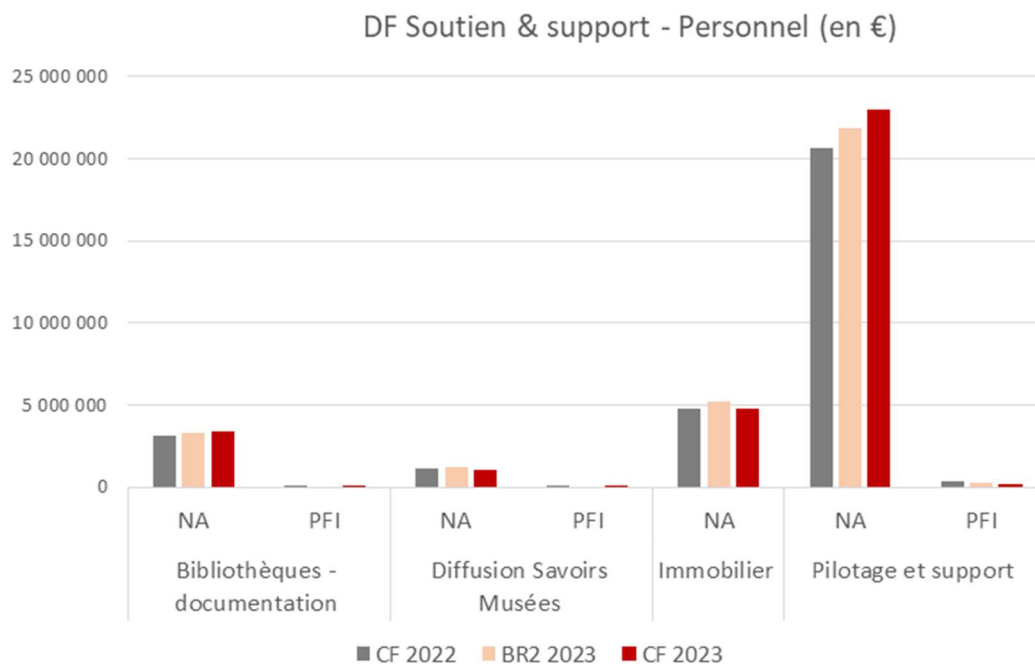
*Personnel (34,2 M€ / 32,8 M€ NA / +1,4 M€ conventions)*



Le domaine fonctionnel **Recherche**, pour les crédits de **personnel**, est stable par rapport au BR2 2023 (+59 k€) pour le NA mais enregistre une exécution inférieure pour les conventions (0,6 M€), dont une partie n'a pas fait l'objet de déprogrammation en fin d'année. Par rapport au CF22, la dépense globale est en progression (+0,8 M€), presque intégralement hors conventions.

## Domaine SOUTIEN & SUPPORT

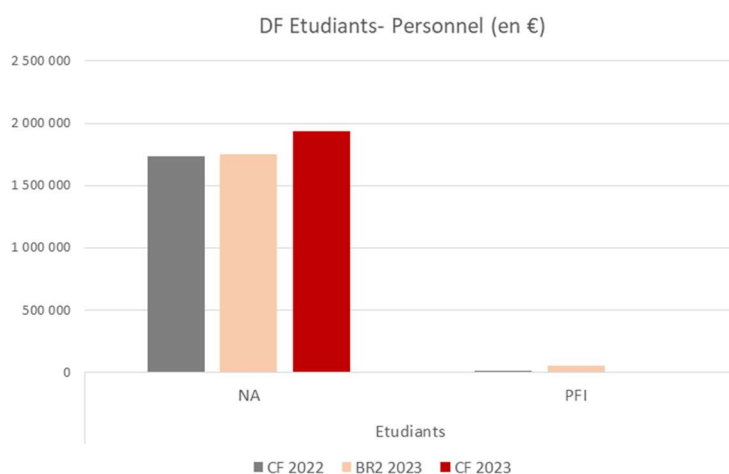
*Personnel (32,6 M€ / 32,3 M€ NA / 0,3 M€ conventions)*



Le domaine fonctionnel **Support & Soutien**, pour les crédits de **personnel**, enregistre une exécution supérieure de 0,6 M€ par rapport au BR2 2023 et de 2,4 M€ par rapport au CF 2022. L'augmentation concerne exclusivement les dépenses hors convention et très largement l'activité de pilotage et support. A noter sur ce plan, l'impact de la prime pouvoir d'achat qui concerne majoritairement les personnels BIATSS plus fréquemment classés sur ce domaine fonctionnel.

### Domaine ETUDIANTS

*Personnel (1,9 M€ / 1,9 M€ NA / 4 k€ conventions)*

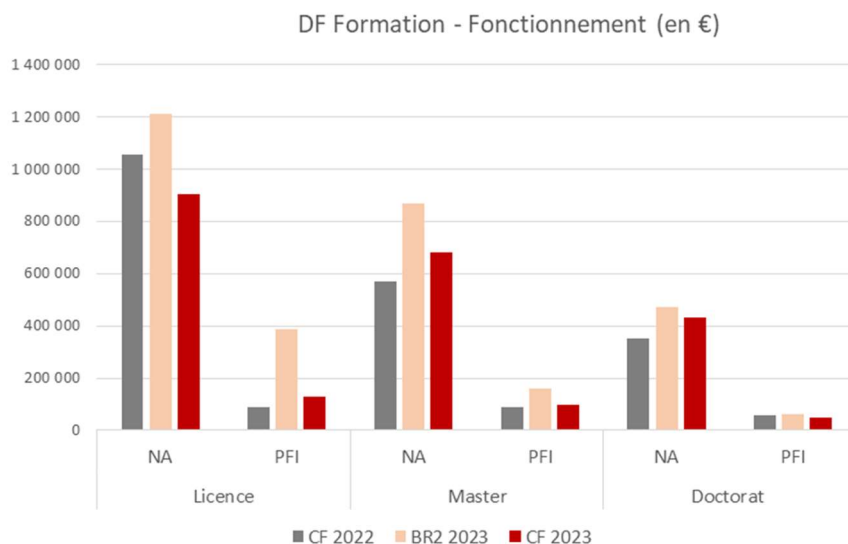


Le domaine fonctionnel **Etudiants**, pour les crédits de **personnel**, enregistre une dépense en hausse relative par rapport au BR2 2023 (+185 k€) comme par rapport au CF 2022 (+202 k€).

### 1.3.1.2 Crédits de fonctionnement

#### **Domaine FORMATION**

*Fonctionnement (2,3 M€ / 2 M€ NA / 0,3 M€ conventions)*

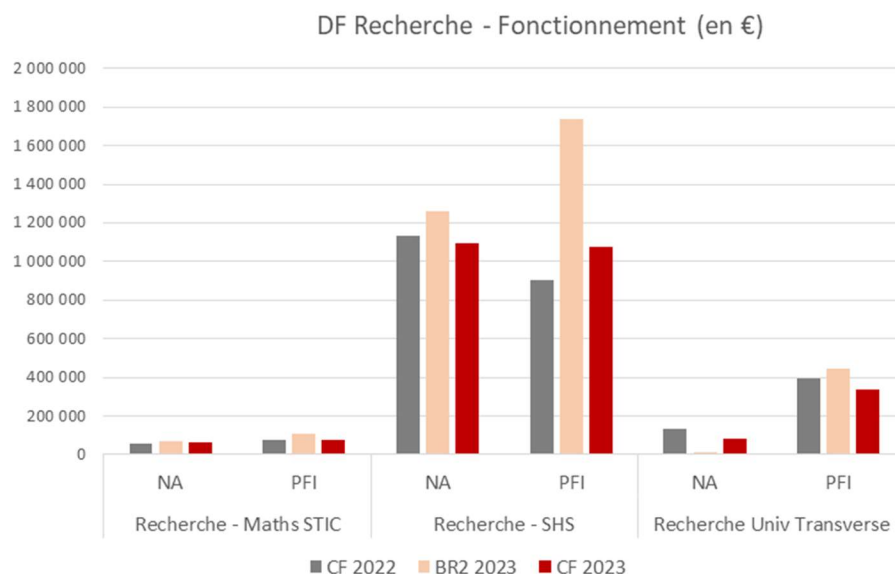


Les dépenses de fonctionnement sont en nette baisse par rapport au BR2 : les dépenses hors conventions sont réalisées à 2 M€ contre une prévision de 2,5 M€. Les dépenses sur conventions sont réalisées à 0,3 M€ pour une prévision à 0,6 M€. Les sous-consommations par rapport au BR2 concernent principalement la licence (baisse au titre de la FC/diplôme propres en formation continue accréditée et formation initiale non accréditée. Dans une moindre mesure, le master est aussi concerné par la sous-consommation.

L'exécution globale s'établit ainsi à un niveau très proche de celui constaté en CF 2022 (+ 70k€).

#### **Domaine RECHERCHE**

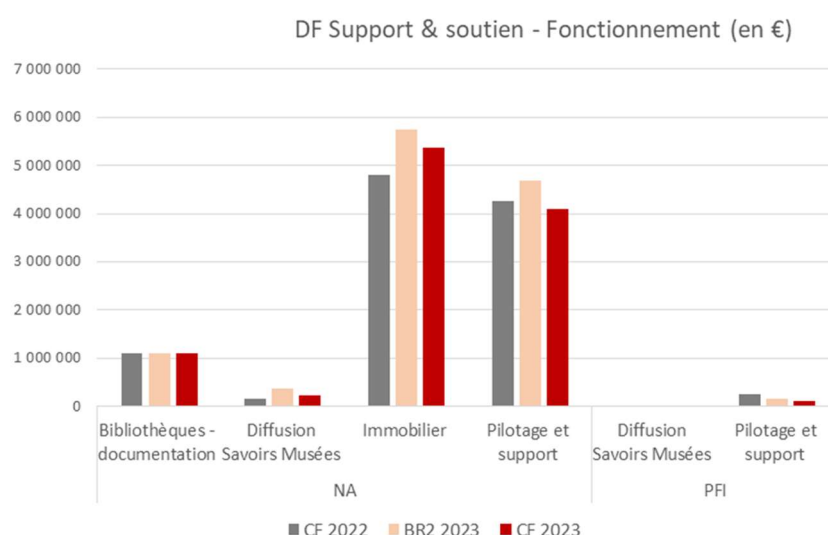
*Fonctionnement (2,7 M€ / 1,2 M€ NA / 1,5 M€ conventions)*



Le domaine fonctionnel **Recherche**, pour les crédits de **fonctionnement**, est en diminution sensible par rapport à la prévision du BR2 2023 : il s'établit ainsi à 2,7 M€ contre 3,6 M€. La sous-consommation principale est réalisée sur les conventions (- 0,8 M€) et dans une moindre mesure, sur le NA (- 0,1 M€). Comme pour les crédits de personnel, il s'agit de dépenses sur convention n'ayant pas fait l'objet de déprogrammations. Par rapport au CF 2022, la dépense totale est stable (+ 21 k€).

## Domaine SOUTIEN & SUPPORT

**Fonctionnement (10,9 M€ / 10,8 M€ NA / 0,1 M€ conventions)**

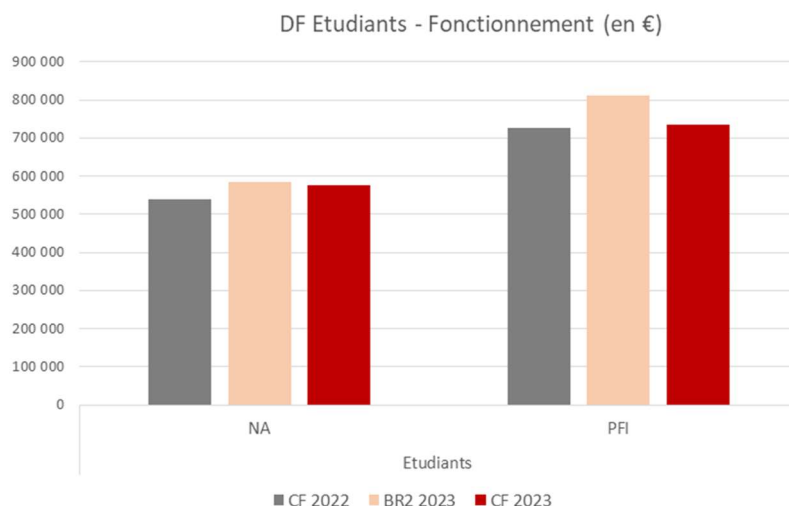


Le domaine fonctionnel **Support & Soutien**, pour les crédits de **fonctionnement**, enregistre une baisse de 1,1 M€ par rapport au BR2 - 108 k€ (-0,9 %) par rapport au BR2 2023. Les principales baisses concernent l'immobilier (- 270 k€ au titre du fonctionnement courant) et notamment des fluides ainsi que le pilotage & support (- 580 k€ dont -330 k€ au titre de la gestion des SI et du numérique).

Par rapport au CF 2022, la dépense est en augmentation de 400 k€, majoritairement au titre des travaux d'entretien, maintenance et réparations, dont une large part avait en 2022 basculé en investissement0

## Domaine ETUDIANTS

*Fonctionnement (1,3 M€ / 0,6 M€ NA / 0,7 M€ conventions)*

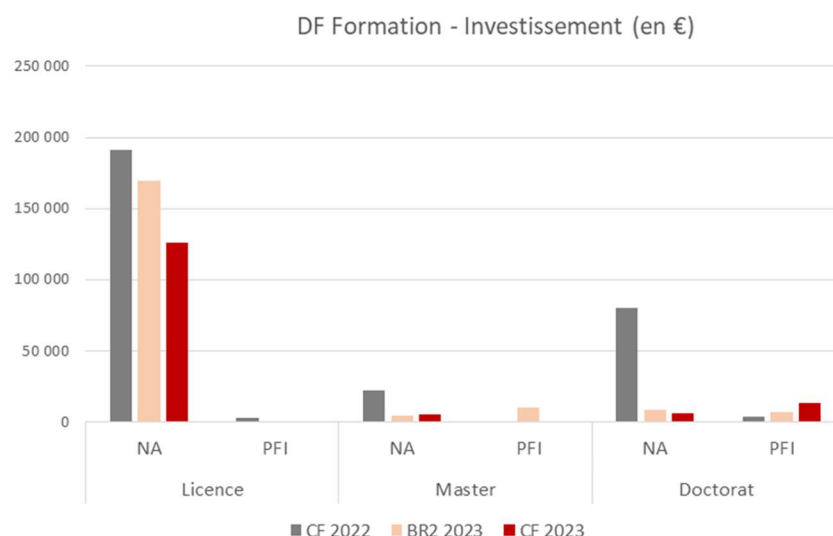


Le domaine fonctionnel **Etudiants**, pour les crédits de **fonctionnement**, est en baisse par rapport au BR2 2023 (-87 k€) essentiellement au titre des dépenses sur conventions (mobilité internationale) mais en hausse par rapport au CF 22 (+ 35 k€). Concernant les aides délivrées hors convention, la relative stabilité par rapport au BR2 2023 (- 9 k€) comporte une baisse des crèches et autres aides (-94 k€, notamment suite à la fin du partenariat avec la crèche Equal) ainsi que des activités sportives à destination des étudiants (-28 k€), compensées par une hausse des aides exceptionnelles (+46 k€), des dépenses de santé étudiante (+ 32 k€) et des subventions aux associations étudiantes (+ 38 k€).

### *1.3.1.3 Crédits d'investissement*

## Domaine FORMATION

*Investissement (151 k€ / 138 k€ NA / 13 k€ conventions)*

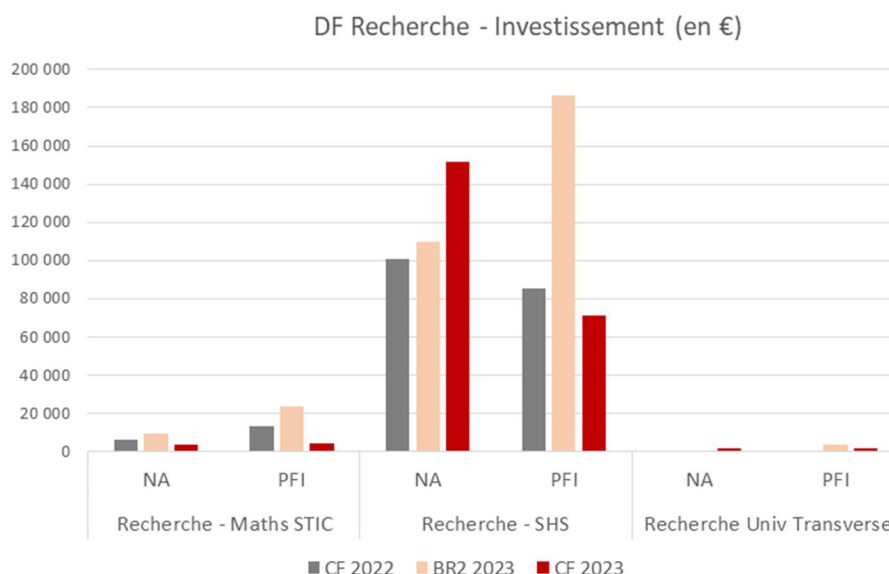


Le domaine fonctionnel **Formation**, pour les crédits d'**investissement**, est en baisse par rapport aux prévisions du BR2 2023 (-49 k€), pour les dépenses hors convention relatives à la licence (30 k€ d'achat de matériel pédagogique envisagé par l'ICOM mais n'ayant pas généré de dépense en 2023).

Par rapport à la dépense affichée au CF 2022, la baisse est sensible (- 150 k€), en raison notamment de l'acquisition cette année-là de matériel pédagogique pour la bibliothèque de la Maison de l'orient et de la méditerranée (MOM) pour 67 k€.

## Domaine RECHERCHE

*Investissement (235 k€ / 157 k€ NA / 78 k€ conventions)*



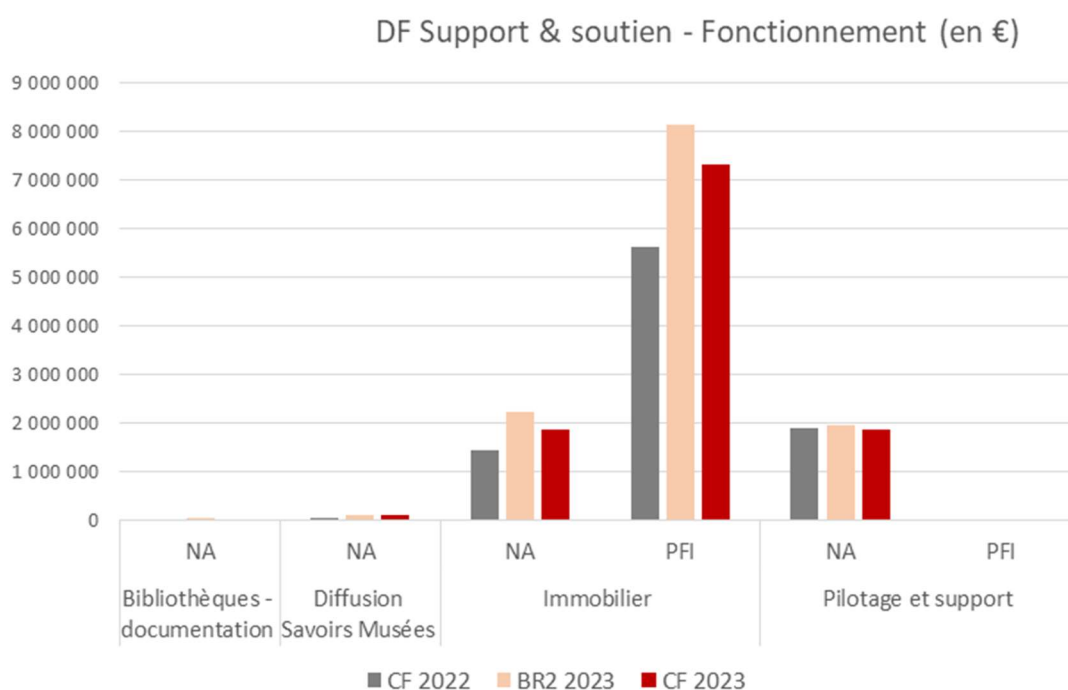
Le domaine fonctionnel **Recherche**, pour les crédits d'**investissement**, enregistre aussi une baisse sensible (- 100 k€) principalement réalisée sur les conventions de

recherche, plusieurs enveloppes n'ayant pas fait l'objet d'une déprogrammation suffisante au BR2 2023.

Par rapport au CF 2022, la dépense globale est toutefois en hausse (+ 29 k€) et portée par les dépenses hors conventions réalisées par les laboratoires.

## Domaine SOUTIEN & SUPPORT

*Investissement (11,2 M€ / 3,8 M€ NA / 7,3 M€ conventions)*

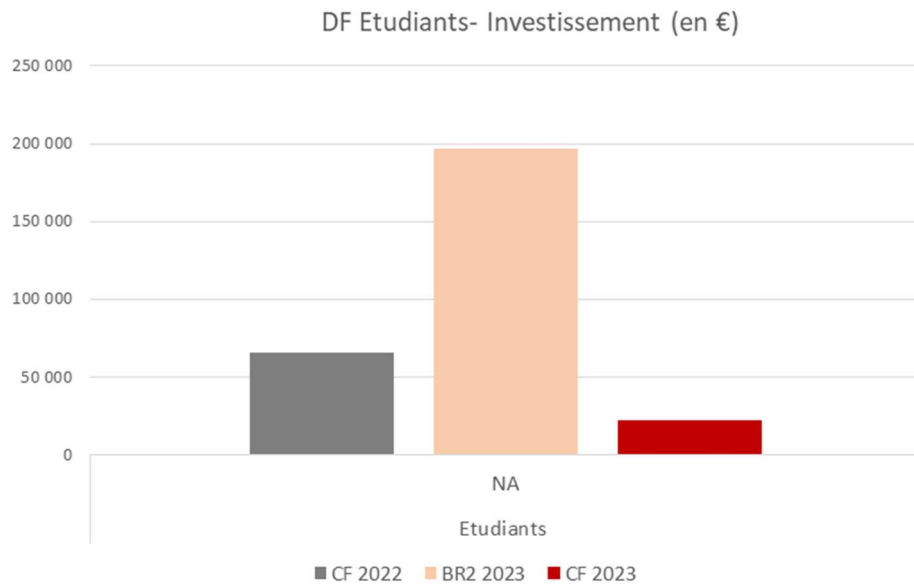


Le domaine fonctionnel **Support & Soutien**, pour les crédits d'**investissement**, est en baisse par rapport au BR2 2023 (- 1,3 M€). Cette diminution concerne pour une part les dépenses hors convention (-0,5 M€) avec une baisse de 0,4 M€ sur l'axe Immobilier (fonctionnement courant) et 0,1 M€ correspondant à l'enveloppe de réserve centrale, non consommée au 31 décembre 2023. Le reste de la sous-consommation (-0,8 M€) concerne les dépenses sur convention pour des opérations immobilières dont l'acquisition de bâtiments modulaires (- 203 k€) et la Ruche (-537 k€).

## Domaine ETUDIANTS

*Investissement (22 k€ NA)*





Le domaine fonctionnel **Etudiants**, pour les crédits d'**investissement**, marque un écart important à la prévision du BR2 2023, en raison du report à 2024 du règlement de la dépense pour l'installation d'une aire de *street workout* sur le campus PDA ainsi qu'un retard pris dans la rénovation des terrains de tennis couverts.

### 1.3.2. Recettes par origine

Se référer aux éléments fournis aux points 1.2.2.1 et 1.2.2.2.

## 2. Equilibre financier

---

### 2.1. Tableau d'équilibre financier

Le tableau d'équilibre financier est l'outil d'appréciation de l'équilibre du budget soumis au vote de l'organe délibérant. Ce tableau de financement met en évidence les besoins et les moyens de couverture mobilisables pour toutes les opérations ayant un impact sur la trésorerie, qu'il s'agisse d'opérations budgétaires (solde budgétaire) ou non budgétaires (emprunts, prêts, dépôts et cautionnements, opérations au nom et pour le compte de tiers, autres encaissements et décaissements sur comptes de tiers).



Ce tableau présente une décomposition du flux de trésorerie qui permet de matérialiser la contribution des opérations budgétaires fléchées et non fléchées ainsi que les opérations non budgétaires. Il est possible ainsi de déterminer un sous ensemble du solde budgétaire non récurrent.

La variation de trésorerie de l'exercice, présentée ici est donc éclairée à la fois par le solde budgétaire, l'équilibre financier qui en résulte après prise en compte de l'impact en trésorerie des opérations non budgétaires et enfin par le solde de trésorerie liée aux opérations fléchées.

L'équilibre financier réalisé en 2023 se traduit par un abondement à la trésorerie de **0,3 M€**.

L'abondement résulte du solde entre :

- Des opérations ayant un impact positif de 3,3 M€ sur la trésorerie de l'organisme, à savoir :
  - 4 611 k€ d'abondement à la trésorerie globalisée, correspondant à l'excédent budgétaire réalisé en 2023 sur les opérations non fléchées ;
  - 81 k€ d'abondement à la trésorerie fléchée, correspondant à l'excédent budgétaire réalisé en 2023 sur les opérations fléchées ;
  - 548 k€ d'encaissement au titre d'opérations pour compte de tiers (bourses d'aides à la mobilité internationale, AMI) et TVA ;
  - - 1 930 k€ d'encaissements au titre d'autres opérations pour compte de tiers ;
- Des opérations ayant un impact négatif de 3 M€ sur la trésorerie de l'organisme, à savoir :
  - 518 k€ de décaissements au titre d'opérations pour compte de tiers (cf. *supra*) ;
  - 2 462 k€ de décaissements au titre d'opérations non budgétaires.

## 2.2. Tableau des opérations pour compte de tiers



Ce tableau retrace les opérations traitées, en comptabilité générale en encaissements/décaissements, uniquement en comptes de tiers, s'agissant d'opérations gérées par l'organisme pour le compte de tiers. En cas de déséquilibre sur un exercice entre les encaissements et décaissements liés à ces opérations, celles-ci contribuent à la variation de trésorerie de l'organisme et doivent donc figurer sur une ligne dédiée du tableau d'équilibre financier.

Se référer au commentaire du tableau n° 4 d'équilibre financier.

## 3. Analyse de la soutenabilité

### 3.1. Tableaux de situation patrimoniale



L'analyse de la soutenabilité du budget consiste en premier lieu à vérifier que les autorisations budgétaires / prévisions budgétaires sont fondées sur une programmation des activités correspondant aux orientations stratégiques de l'organisme, telles que notamment déclinées dans le contrat d'objectifs et de performance, que cette programmation est juste et exhaustive au regard des règles de budgétisation ainsi que sincère dans ses évaluations et prévisions de consommation. L'université doit être en capacité de faire face aux conséquences budgétaires découlant de sa proposition de budget en cours d'année et les années ultérieures, en tenant compte des dépenses incontournables.

L'objectif de la comptabilité générale consiste en premier lieu à organiser des données financières en enregistrant les opérations ayant un impact sur le patrimoine et la caisse d'une entité, et ce afin de disposer d'une connaissance exhaustive dudit patrimoine et de permettre la justification des actes effectués auprès de tiers. Par définition, la comptabilité générale constate des informations patrimoniales et n'est pas destinée à porter des informations d'ordre budgétaire.

#### 3.1.1. Compte de résultat

##### Quelques notions

- **Le résultat net comptable** correspond au bénéfice ou au déficit de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.  
**Calcul :** Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) - Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)
- Les **dépenses décaissables** sont celles qui entraînent des sorties de caisse directes, tandis que les charges non décaissables sont celles qui n'entraînent pas de mouvements financiers directs (par exemple les dotations aux amortissements).

Evolution du résultat (en M€)

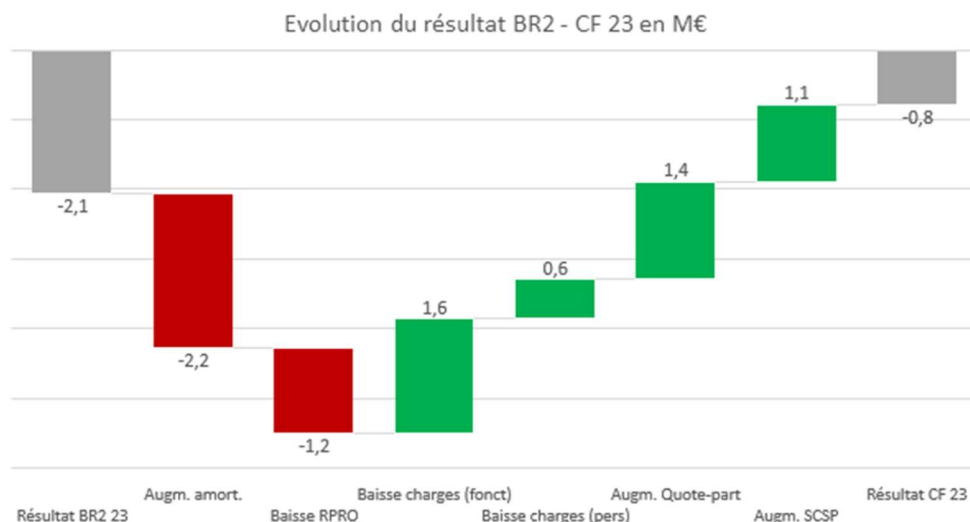


*N.B. pour le commentaire du résultat « théorique CF 2023 », cf.infra « Un résultat net en trompe-l'œil ».*

Le déficit pour 2023 s'établit à -0,8 M€, en dessous du seuil d'alerte minimum que le ministère fixe, en principe à 0€. Cette réalisation constitue néanmoins une nette amélioration par rapport à la prévision du BR2 2023 (-2,1 M€). Ce déficit demeure par ailleurs très largement en « trompe l'œil » en raison des éléments mis en perspective ci-après.

### *Un résultat net en trompe l'œil*

En guise d'introduction, on rappellera que la méthodologie de comptabilisation des droits constatés pour les produits des conventions pluriannuelles implique que ces dernières sont constatées au niveau de la prévision de dépense figurant en crédits de paiement au tableau n°2.



Par rapport au BR2 2023, le résultat connaît une amélioration en s'établissant à -0,8 M€. Cette amélioration du déficit résulte de deux séries d'effets :

- Le déficit est ainsi **impacté négativement** par une baisse des produits de fonctionnement de 1,2 M€ ainsi qu'une augmentation des dotations aux amortissements de 2,2 M€ ;
- Il est toutefois **impacté positivement** par des variations :
  - Des produits, qui augmentent à raison de 1,1 M€ pour la SCSP et 1,4 M€ pour les quote-part aux subventions de fonctionnement ;
  - Des charges, qui baissent à raison de 1,6 M€ pour le fonctionnement et 0,6 M€ pour la masse salariale.

**L'interprétation du résultat** doit toutefois être mise en perspective de plusieurs dynamiques sur lesquelles l'établissement n'a eu pas de réelle prise dans le courant de l'année 2023.

**En premier lieu**, en effet, le déficit incorpore une **provision pour risque** concernant un contentieux avec l'une des entreprises attributaires de la phase 3 du chantier La Ruche, pour un montant de **1 143 k€**. Cette estimation prudente - l'établissement ayant entamé des démarches de contre-expertise visant à apprécier à la baisse le montant concerné - est donc incorporée aux « autres charges » et dégrade d'autant le résultat net comptable.

**En second lieu**, comme exposé dans le rapport accompagnant le budget rectificatif n°2 voté en décembre 2023, l'exercice a été marqué par une série de **mesures nationales** induisant des **dépenses de personnel supplémentaires**. Une fois prises en compte les compensations partielles perçues via la subvention pour charge de service public, on retiendra pour l'établissement au titre de 2023 :

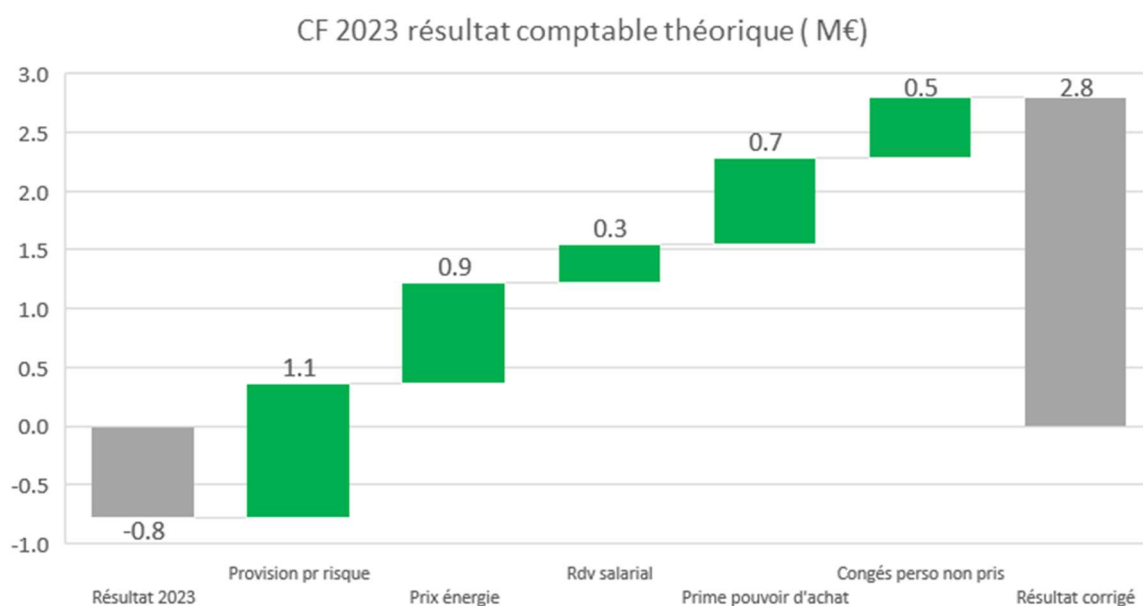
- Un reste à charge pour les mesures du rendez-vous salarial de 323 k€ ;
- Un reste à charge pour la prime de pouvoir d'achat de 740 k€ ;
- Soit un **impact net total de 1 062 k€** auquel s'ajoute le reste à charge de l'augmentation du point d'indice pour 2022, à hauteur de 0,796 M€

**En troisième lieu**, on peut également valoriser la hausse (+ 0,5 M€) des congés des personnels non pris en 2023. En effet, au 31/12/23, les personnels administratifs ont très peu consommé leurs congés 2023-2024 comparativement à l'année précédente. La **valorisation de ces congés non pris** représente une charge à payer de 2,15M€ soit un **surcoût de 521 k€** comparativement à 2022.

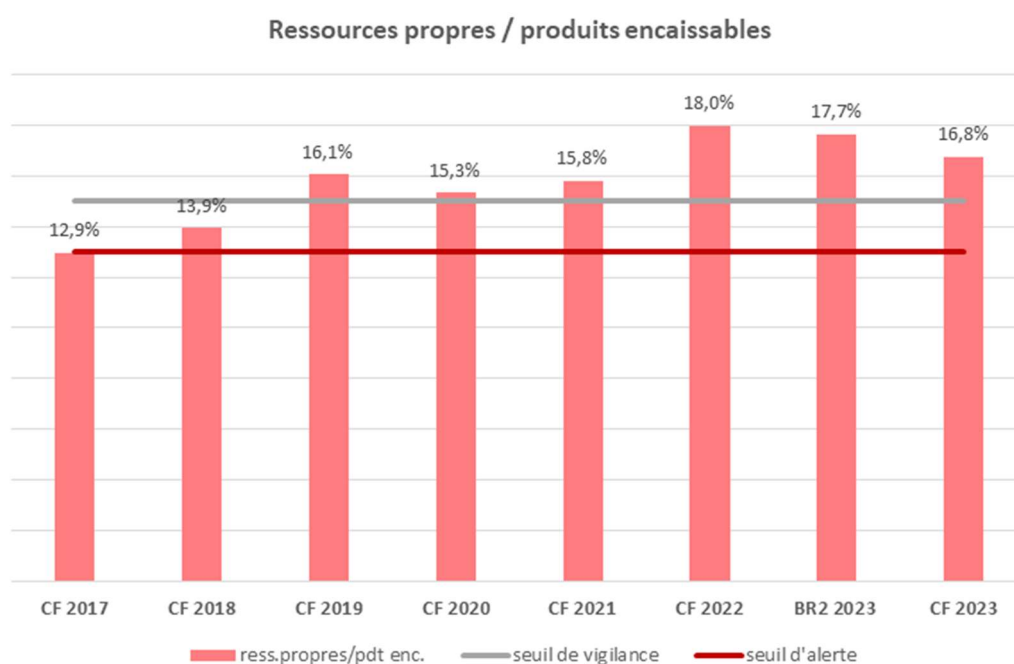
**En quatrième et dernier lieu**, le résultat incorpore la hausse du coût de l'énergie. Rapportés aux charges de l'exercice 2021 - année de référence pour l'évaluation de ce surcoût - qui s'étaient élevées à 1 629 k€, les charges de fluides ont, en 2023, atteint 2 679 k€, soit un impact supérieur à **1 M€**. On signalera en revanche une stabilité par rapport au niveau de charges de fluides pour 2022 (2 684 €). Ces éléments appellent les précisions suivantes :

- La **maîtrise des coûts**, dans un contexte de hausse des prix du mégawattheure (électricité 274€ en 2023 contre 243€ en 2022 ; gaz 87€ en 2023 contre 68€ en 2022 ; chauffage sur réseau 157€ en 2023 contre 175€ en 2022), a été rendue possible par d'importants **efforts de l'établissement**, dont la consommation annuelle a sensiblement baissé en 2023 à 12 888 MWh contre 15 982 MWh en 2022 et 17 641 MWh en 2021. Cette diminution procède des effets combinés du plan de **sobriété énergétique**, du **plan de relance** (robinets thermostatiques), du **plan de résilience** ou encore de **l'optimisation de la puissance souscrite** dans nos contrats ;
- L'établissement a bénéficié en 2023 de **l'amortisseur** pour près de 128 k€, ainsi que d'un complément dans la notification finale de SCSP au titre du surcoût énergétique de 57 k€ sans lequel le surcoût supporté, de 865 k€, aurait été supérieur ;
- Il est à noter que le soutien ministériel apporté à la toute fin de 2022, au titre du surcoût des fluides pour 2023, à hauteur de 605 k€, a été intégré au CF 2022 et couvre *de facto* les hausses des fluides pour l'année 2022.

Corrigé de ces divers effets, et en excluant le surcoût de 0,79 M€ hérité de 2022 (reste à charge liée à l'augmentation du point d'indice) le résultat de l'année 2023 afficherait un excédent théorique de 2,8 M€, soit un niveau satisfaisant pour l'établissement :



Le ratio ressources propres sur produits encaissables s'établit en compte financier 2023 à 16,8%, en baisse par rapport au compte financier 2022. Cette diminution est liée à la part plus importante (83,2% en 2023) que tient la SCSP dans le total des produits encaissables par rapport à l'année précédente (82%).



### 3.1.2. La capacité/l'insuffisance d'autofinancement

#### Quelques notions

- La capacité d'autofinancement (CAF) ou l'insuffisance d'autofinancement (IAF) correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins (CAF) ou qui lui

manquent pour couvrir ses autres besoins (IAF). Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

**Calcul (méthode additive) :**

Résultat Net Comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur Nette Comptable d'éléments d'Actif Cédés
- Produits de Cession d'éléments d'Actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

En raison de l'amélioration du solde des opérations non décaissables (amortissements et provision) passant de 4,4 M€ en BR2 2023 à 5,2 M€ et de la réduction du déficit (2,1 M€ en BR2, 0,8 M€ en CF 2023), le niveau de CAF augmente pour atteindre 4,4 M€ (prévision BR2 de 2,3 M€), un niveau satisfaisant pour un établissement comme Lyon 2, bien qu'inférieure au niveau comparativement très élevé de 2022 (8,5 M€) qui procédait d'un solde des opérations non décaissables certes inférieur (4,6 M€) mais également d'un excédent de 4 M€.

Cet indicateur, positif, se situe au-dessus du seuil d'alerte minimum que le ministère fixe à 0 €.

Le ratio CAF / produits encaissables à 2,8% (prévision BR2 2023 à 1,5%) demeure supérieur au seuil de vigilance du ministère fixé à 1 % malgré la dégradation de la capacité d'autofinancement (5,5 % au CF 2022, 3,4% au CF 2021, 3,9% au CF 2020) en raison du déficit réalisé sur l'année 2023.

## Corollaire de la CAF/IAF : l'autofinancement de l'investissement

### Quelques notions

- Ratio indiquant le pourcentage de dépenses d'investissement couverte par la capacité d'autofinancement

**Calcul :** CAF / dépenses d'investissement

Avec un taux d'autofinancement de l'investissement à 38,1 % en 2023, l'Université Lumière Lyon 2 s'approche tendanciuellement du seuil d'alerte que le ministère fixe à 20 % (seuil de vigilance à 30 %) - après des exercices plus confortables (88,5 % CF 2022, 60,5% CF 2021, 56,1% CF 2020) Ce ratio se dégrade du fait de la hausse des emplois (dépenses d'investissement) réalisée en 2023 (11,6 M€ contre 9,6 M€ en 2022) alors que dans les mêmes temps les ressources (recettes d'investissement) enregistrent une baisse (7,6 M€ en 2023 contre 15,5 M€ en 2022) liée pour partie au financement de l'actif et pour partie à la CAF.

L'autofinancement et les recettes d'investissement ne suffisant pas à couvrir l'intégralité des dépenses d'investissement réalisées en 2023, le CF 2023 génère un prélèvement sur fonds de roulement à hauteur de 3,9 M€ (après l'avoir abondé en



2022 de près de 6 M€), un niveau toutefois très inférieur (en raison des retards sur le chantier la Ruche) aux prévisions initiales du BI, elles-mêmes construites sur le souhait de mobiliser les importantes réserves de l'établissement aux fins de moderniser ses équipements immobiliers.

### 3.1.3. Variation des niveaux de fonds de roulement, de besoin en fonds de roulement et de trésorerie

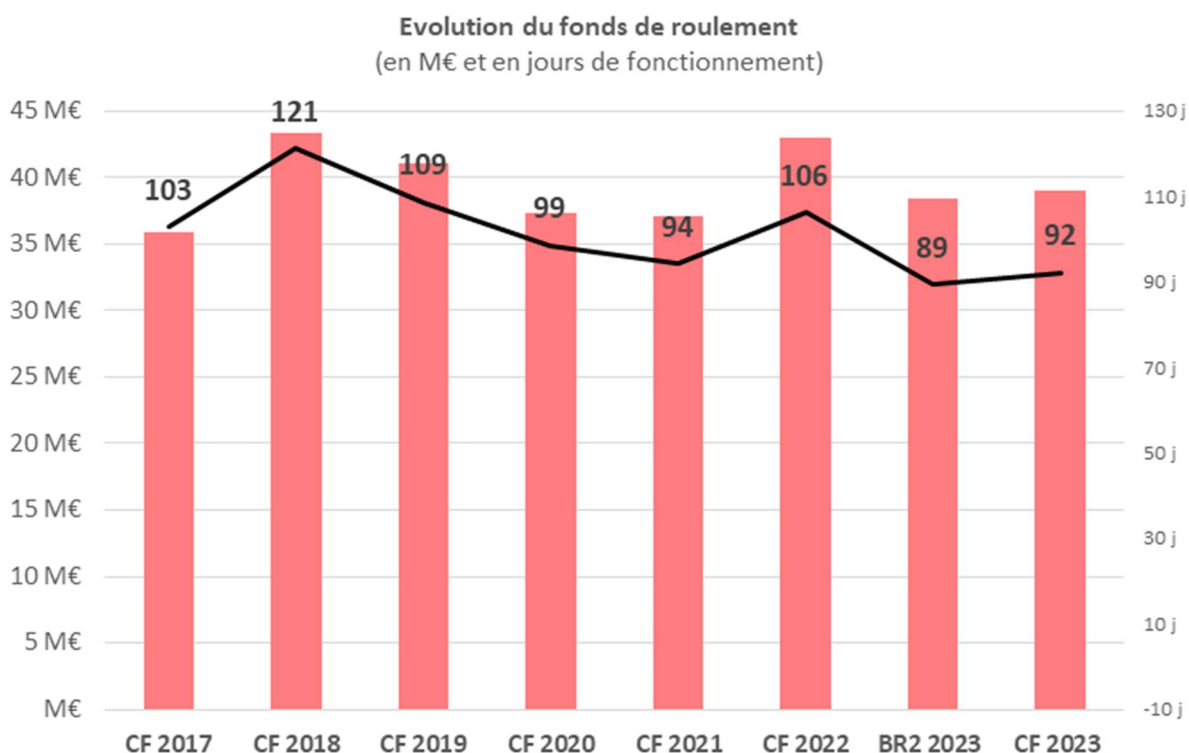
#### Quelques notions

- *Le fonds de roulement constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement autrement appelés besoins en fonds de roulement. En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps. Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.*

*Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) - Actifs stables (actif immobilisé)*

*Calcul (exprimé en jours de fonctionnement) = (FdR / Charges décaissables) X 360*

#### Le fonds de roulement



Avec un **prélèvement de 3,9 M€**, le niveau de fonds de roulement s'élève à **39 M€**, soit **92 jours** de charges de fonctionnement décaissables.

Le tableau n°6 matérialise ainsi la volonté de l'établissement de mobiliser l'important fonds de roulement accumulé pour moderniser ses équipements.

## La trésorerie

### Quelques notions

- *La trésorerie correspond aux liquidités dont l'établissement dispose quoi qu'il arrive et quasi immédiatement.  
En terme comptable, c'est la différence entre le fonds de roulement de la structure et son besoin en fonds de roulement.*

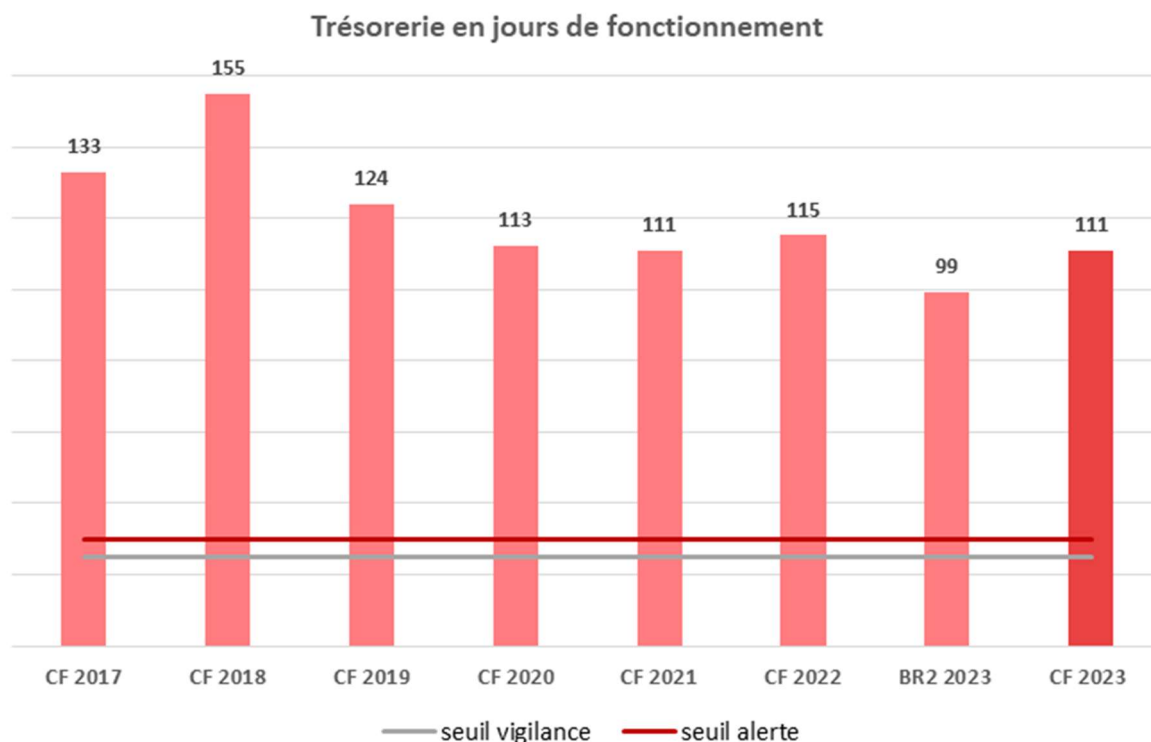
L'exercice affiche un **abondement à la trésorerie** de **330 k€**, ce qui porte le niveau de la trésorerie à fin 2023 à **46,9 M€**.

Au regard du tableau n°4 d'équilibre financier, cet abondement s'explique principalement par le solde budgétaire excédentaire (**4,7 M€**).

## L'expression de la trésorerie en nombre de jours de dépenses décaissables

### Quelques notions

- *La **trésorerie** est évaluée à sa capacité à répondre à un besoin de financement mesuré en jours de dépenses décaissables de fonctionnement. Une dégradation de cet indicateur pourrait conduire l'établissement à ne plus être en mesure de répondre à ses obligations.*  
*Calcul : (Trésorerie / Charges décaissables) X 360*



Au CF 2023, le niveau de la trésorerie à **46,9 M€** correspond à **111 jours** de fonctionnement. Cet indicateur demeure positif, loin du seuil de vigilance (**30 jours**) fixé par le ministère.

En dépit de la prévision du BR2 2023 tablant sur l'amorce d'une diminution, cet indicateur se maintient à des niveaux proches des années antérieures.

En perspective des niveaux prévisionnels de la trésorerie et du fonds de roulement, **le niveau du besoin en fonds de roulement (BFR)** (différence entre le niveau de la trésorerie et le niveau de fonds de roulement) **s'élève à -7,9 M€**.

## 3.2. Plan de trésorerie



La bonne appréhension de la trésorerie permet d'ajuster les financements aux besoins de décaissement, d'éviter la constitution de disponibilités superflues ou à l'inverse des tensions sur la trésorerie.

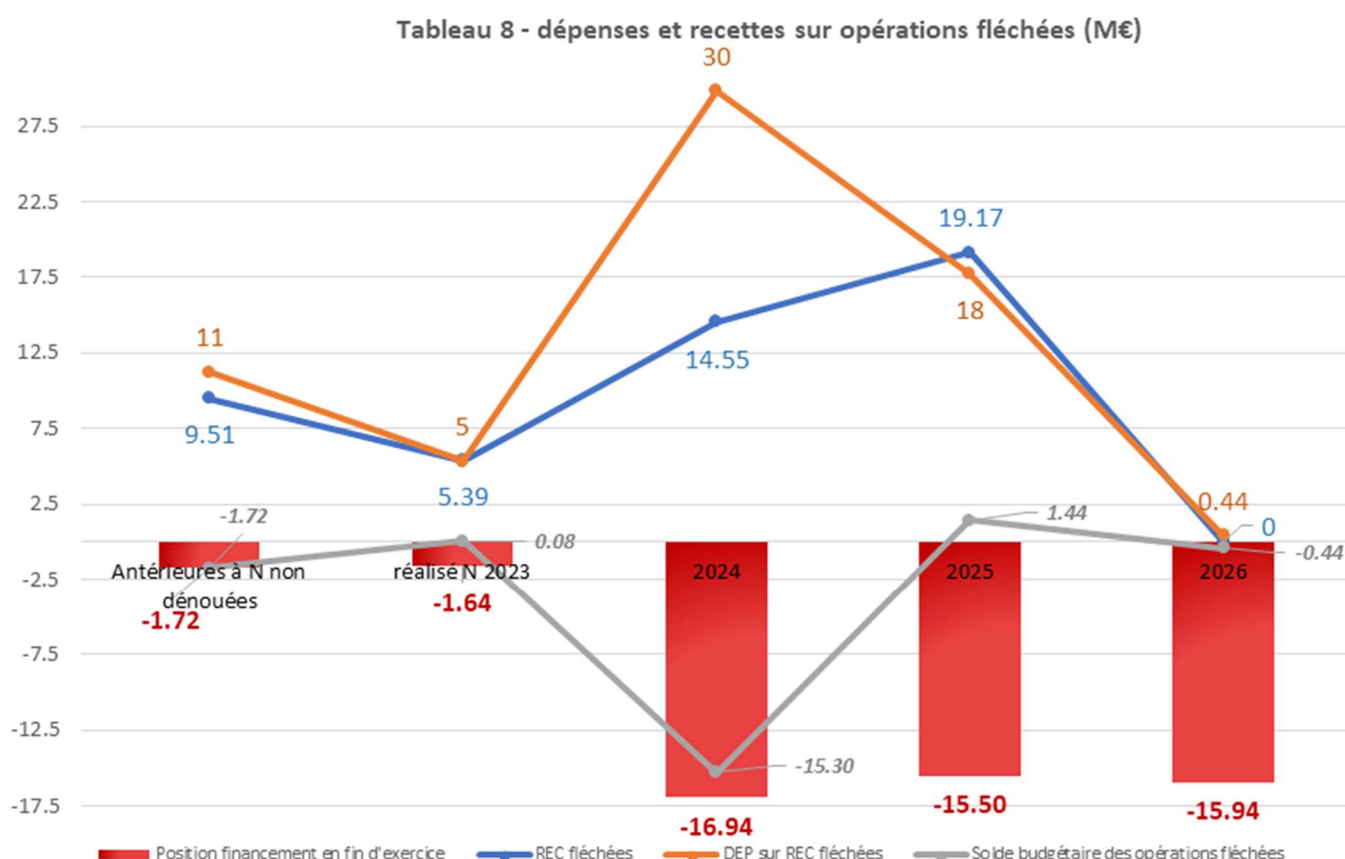
Le CF 2023 affiche une variation positive de la trésorerie de **331 k€**, ce qui porte le **niveau de la trésorerie à fin 2023 à 46,9 M€**. Ce montant est supérieur de **4,2 M€** à la projection du BR2 2023.

Au regard du tableau n° 4 d'équilibre financier, cet apport s'explique principalement par le **solde budgétaire de l'exercice (+ 4,7 M€, dont 81 k€ sur trésorerie fléchée et 4,6 M€ sur trésorerie globalisée)**, s'établissant au **solde de la trésorerie des opérations non budgétaires (- 4,4 M€)**.

### 3.3. Tableau des opérations liées aux recettes fléchées



Ce tableau permet le suivi des opérations pluriannuelles liées aux recettes fléchées en retraçant l'exécution passée et prévisionnelle s'agissant de l'encaissement des recettes fléchées ainsi que de la réalisation et de la prévision - en engagement et décaissement - des dépenses afférentes. Son objectif principal est la mise en exergue des déséquilibres prévisionnels, sur l'exercice concerné (et les suivants), du solde budgétaire - et de la trésorerie en résultant - générés par ces opérations.

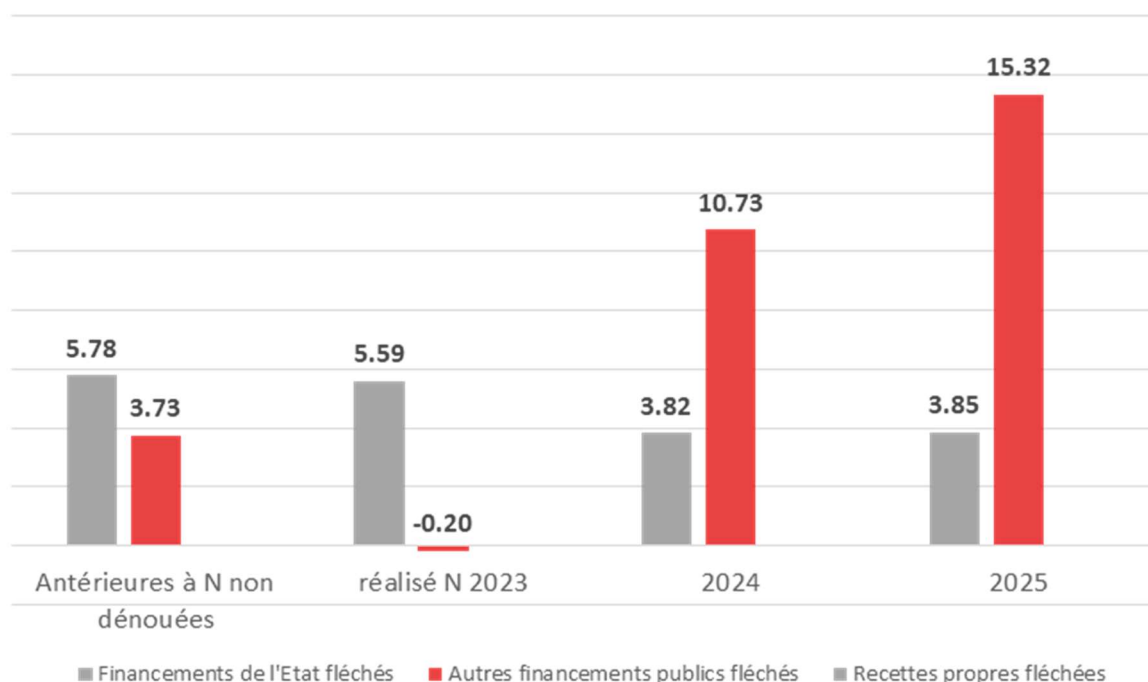


Au 31/12/2023, les **recettes sur opérations fléchées** s'établissent à **5,4M€** alors que les **dépenses sur opérations fléchées** totalisent **5,3M€**. Par rapport à la prévision du BR2 2023 d'un solde déficitaire de - 1,1 M€, le CF 2023 affiche donc un **solde budgétaire des opérations fléchées excédentaire** de 81 k€. Cette amélioration du solde relève principalement du versement d'un acompte par l'Etat pour la Ruche au titre du CPER 2015-2020, qui n'avait pas été inscrit en BR2 et est intervenu en fin d'année 2023, pour un montant de 808 k€.

Au global, la **position de financement des opérations en fin d'exercice** 2023 s'établit à **-1,64 M€** dès lors qu'on additionne le solde 2023 à la position antérieure à 2023 qui était de -1,72 M€.

A horizon 2026, date au-delà de laquelle prennent fin les dernières opérations actuellement fléchées suite au retard pris par les travaux de la Ruche en 2023, la position de financement des opérations fléchées sera de **- 15,9 M€**, ce qui correspond à l'autofinancement total supporté par l'établissement sur les projets considérés.

Tableau 8 : origine des recettes fléchées ( M€)



Les recettes proviennent de **financements de l'Etat fléchés** (La Ruche, Plan de relance, destruction du bâtiment L) d'une part et d'**autres financements publics fléchés** (Région et Métropole pour La Ruche, Union Européenne pour les conventions IUT) d'autre part.

Elles représentent **3,2 %** du total des recettes de l'exercice 2023.

### 3.4. Tableau des opérations pluriannuelles



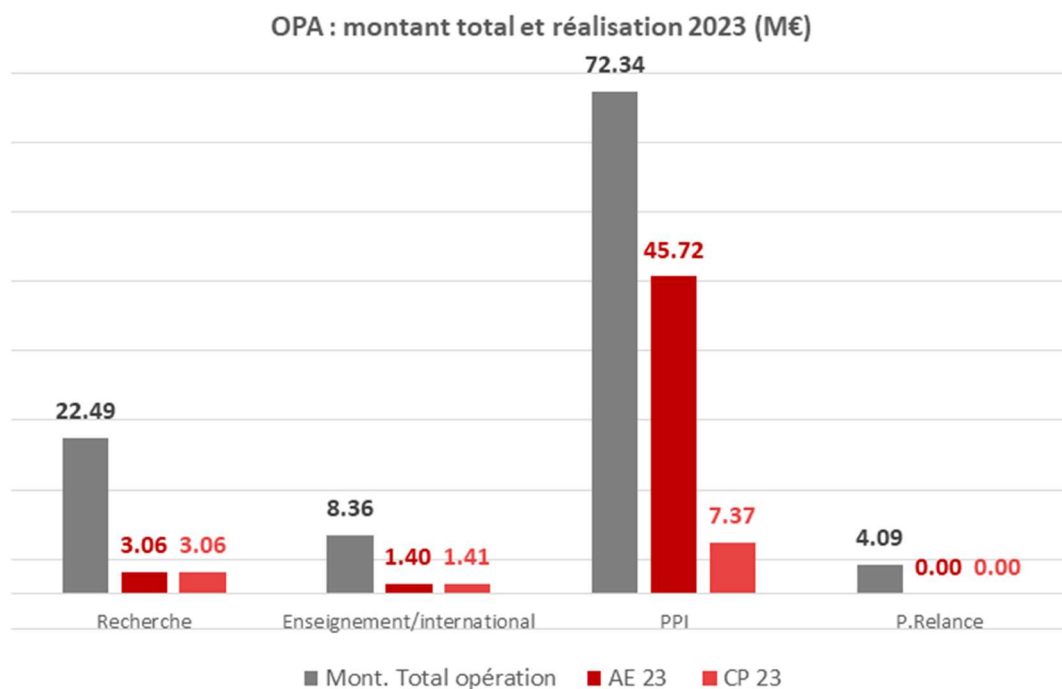
Le tableau des opérations pluriannuelles n'a pas vocation à recenser l'ensemble des engagements juridiques prévus dans le tableau des autorisations budgétaires ; il cible les opérations significatives d'un point de vue financier (en dépenses et/ou recettes) et permet, en conséquence, d'apprécier la soutenabilité de ces opérations sur leur durée.

#### 3.4.1. Tableau agrégé des opérations pluriannuelles

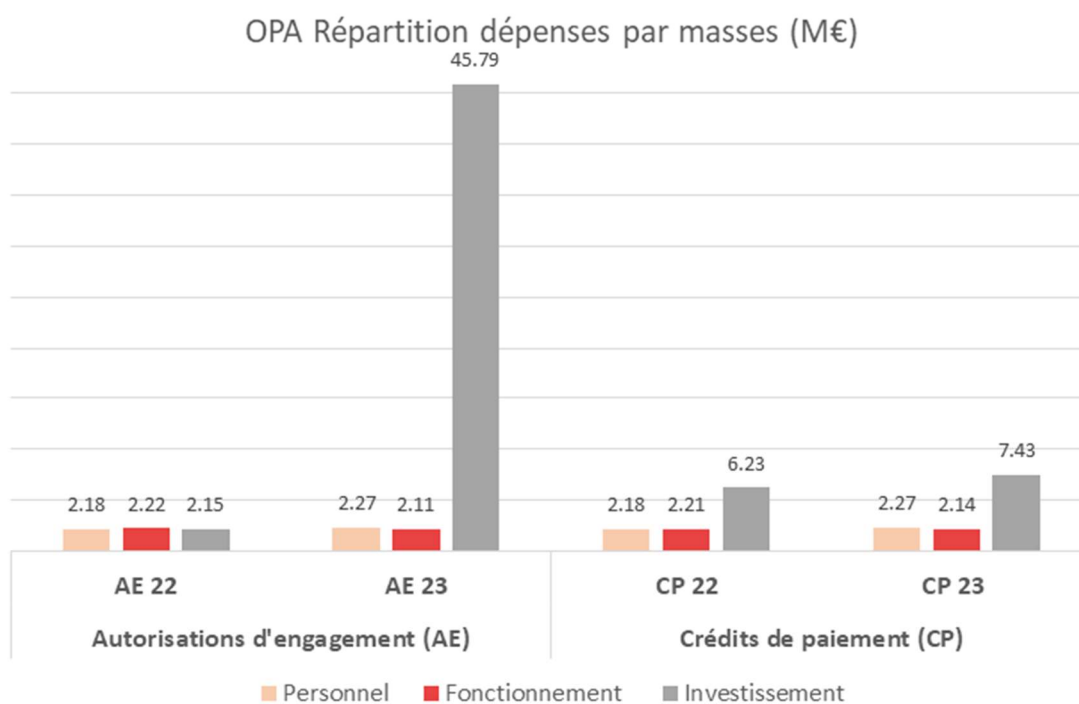
##### 3.4.1.1 Dépenses agrégées

##### Quelques notions

- Le **montant total des opérations (dépenses)** figurant sur la partie gauche des tableaux correspond, pour la dépense, à la programmation pluriannuelle, traduite dans l'outil SIFAC par la somme des autorisations d'engagement (AE) inscrites depuis la création de l'opération jusqu'à son achèvement prévisible.



Les opérations immobilières (projets PPI) représentent en valeur les deux tiers du montant total des opérations pluriannuelles recensées au tableau n°9. Si l'exécution de la dépense en AE/CP est globalement proche hors PPI, les opérations immobilières sont susceptibles de générer d'importants décalages au moment du lancement des marchés. On constatera en 2023 un engagement considérable d'AE relatif au lancement de la phase 3. Les CP, en retrait par rapport à ce niveau élevé, ont pâti de la suspension temporaire du chantier au cours du second semestre 2023.



Conformément au poids prédominant des projets immobiliers dans les opérations pluriannuelles, les dépenses des OPA relèvent avant tout de l'investissement (71,6 % du total sur la période courant du début à la fin des opérations recensées au tableau n°9).

A l'exception des autorisations d'engagement en investissement (chantier La Ruche cité *supra*), les opérations pluriannuelles ont généré une dépense proche de celle constatée en 2022.

Au-delà de 2023 et dans le périmètre des OPA en cours d'exécution recensés au compte financier 2023, 21,7 M€ restent à engager par l'établissement, en proportions similaires entre fonctionnement, masse salariale et investissement. Sur le même périmètre, 46,5 M€ de recettes demeurent à encaisser au-delà de 2023 (cf. point suivant 3.4.1.2).

#### 3.4.1.2 Recettes agrégées

##### Quelques notions

- Le montant total des opérations (recettes) figurant sur la partie gauche des tableaux correspond, pour la recette, à la programmation pluriannuelle, traduite dans l'outil SIFAC par la somme des recettes encaissées (RE) inscrites depuis la création de l'opération jusqu'à son achèvement prévisible.

Pour les années à venir, le total des recettes attendues au titre des opérations pluriannuelles s'établit à 80,8 M€, ce qui correspond à un taux de financement global de 75,3 %.

Ce taux est différent en fonction des activités considérées. Ainsi :

- Les conventions pluriannuelles de recherche se traduisent par un montant de recettes (24,7 M€) légèrement supérieur aux dépenses (22,5 M€) dans la mesure où l'essentiel des opérations inscrites dans SIFAC ont été saisies avec des montants identiques en recettes et dépenses. La mise en œuvre des frais de gestion, en application de la délibération de novembre 2021, génère un prélèvement négatif sur la trésorerie (c'est-à-dire à un abondement de la trésorerie) équivalent à la moitié des frais de gestion prélevés en vue de garantir la soutenabilité de ses activités ;
- Les conventions pluriannuelles d'enseignement se traduisent par un abondement de 212 k€ à la trésorerie ;
- Les opérations immobilières inscrites au PPI génèrent un prélèvement sur la trésorerie de 29,1 M€ (taux de financement global de 59,7 %) qui se décompose comme suit :
  - L'opération La Ruche bénéficie d'un financement de 71,1 % ;
  - Le plan guide SPSI est financé à 50 % ;
  - L'acquisition de bâtiments modulaires sur le campus PDA génère un abondement à la trésorerie de 250 k€. En effet, si la dépense finale

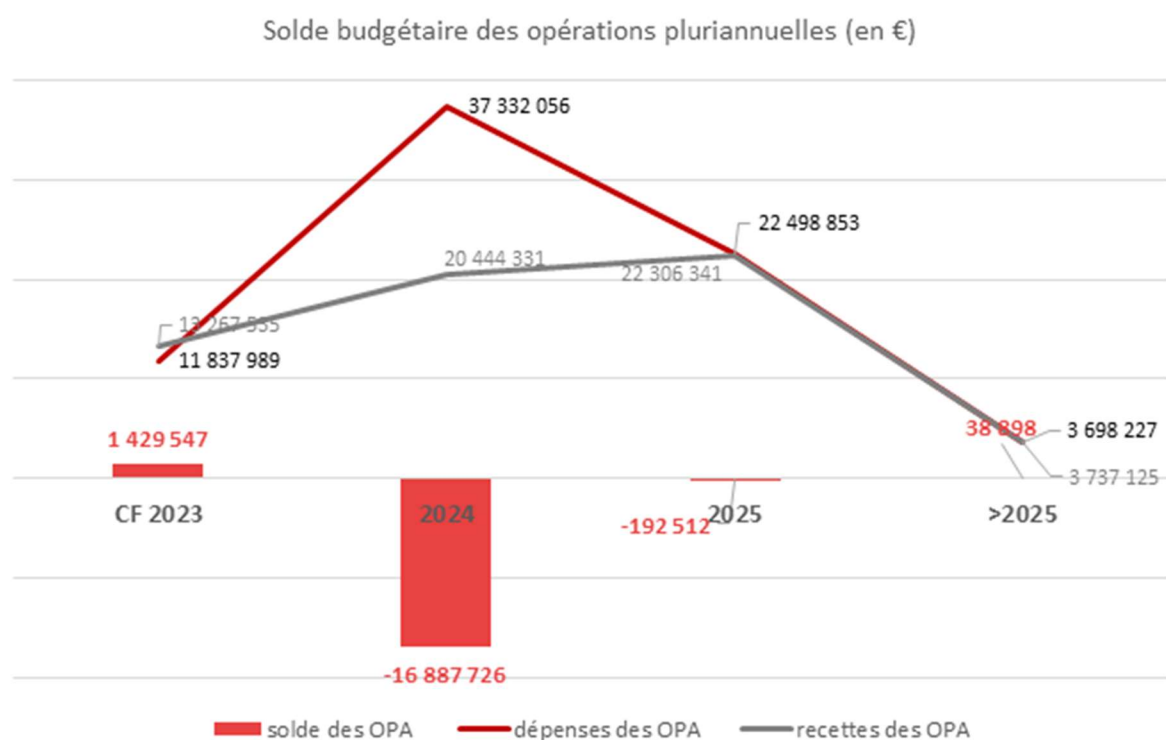
doit s'élever à 2,85 M€, le versement initial de 3,1 M€ par l'Etat ne devrait pas être ajusté par un reversement de l'établissement ;

- La **bibliothèque provisoire PDA**, les **aménagements paysagers PDA** et le **Plan Campus** - soldé en fin d'année 2023 - sont intégralement autofinancés ;

### 3.4.2. Tableau détaillé des opérations pluriannuelles (pour information)

Le tableau détaillé des opérations pluriannuelles présente quant à lui une approche croisée par nature et par masse pour la dépense et par type de financeurs et par activité.

Il permet également de détailler l'impact des opération pluriannuelles en termes de solde budgétaire :



Ainsi, le compte financier 2023 présente un solde budgétaire positif de **1,4 M€** au titre des opérations pluriannuelles, participant au solde budgétaire global de l'établissement présenté en tableau 2 de **4,7 M€**. L'achèvement des grandes opérations inscrites au PPI au-delà de 2025 améliore ce solde prévisionnel.



### 3.5. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Ce tableau a pour objet de rassembler tous les agrégats significatifs de comptabilité budgétaire et de comptabilité générale issus des différents autres tableaux à produire devant l'organe délibérant. Il constitue un des vecteurs essentiels de l'analyse de la soutenabilité budgétaire par l'ordonnateur et doit permettre aux tutelles et à l'autorité chargée du contrôle de disposer d'une information complète sur la santé financière de l'organisme. En outre, il permet de dépasser la stricte annualité budgétaire puisqu'il s'intéresse à l'antériorité financière de l'organisme.



Il matérialise et explique les écarts entre la variation du fonds de roulement (haut de bilan, création de richesse potentielle) et le solde budgétaire (bas de bilan, création de trésorerie effective hors non opérations budgétaires). Ces éléments permettent d'analyser la formation du besoin en fonds de roulement (BFR) liée aux opérations non budgétaires. Il évalue par ailleurs les restes à payer (RAP), qui permettent d'appréhender la soutenabilité sur le moyen et le long terme puisqu'ils représentent un montant de décaissements à venir incontournable, correspondant à la somme des CP restant à mobiliser. Les RAP peuvent ainsi s'apparenter à de la « quasi-dette » et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière.

Le tableau fera l'objet d'un commentaire lors de la présentation du compte financier devant le conseil d'administration.

## 3.6. Synthèse des principaux indicateurs financiers



Le tableau ci-dessous récapitule les principaux indicateurs financiers retenus dans le cadre de la GBCP. Les valeurs prévisionnelles pour 2024 sont affectées d'un code couleur selon qu'elles relèvent d'une alerte (en rouge), qu'elles appellent à la vigilance (en orange) selon les critères réglementaires en vigueur.

INDICATEURS GBCP	MESURE	SEUIL DE VIGILANCE SEUIL D'ALERTE	CF 2020	CF 2021	CF 2022	BI 2023	BR2 2023	CF 2023	Moyenne étab. SHS CF 2019
<b>Equilibre financier</b>									
Résultat net comptable (en M€)	comptes classe 7 - comptes classe 6	alerte < 0	1,7	1,1	4,0	-3,2	-2,1	-0,8	0,2
Résultat / Produits encaissables (en %)	Résultat / Produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie	alerte < 0 < vigilance < 2	1,2	0,7	2,6	-2,0	-1,3	-0,5	0,2
Capacité d'autofinancement (CAF) (en M€)	produits encaissables - charges décaissables	alerte < 0	5,5	5,0	8,5	1,3	2,3	4,4	2,1
CAF / Produits encaissables (en %)	CAF / Produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie	alerte < 0,5 < vigilance < 1	3,9	3,4	5,5	0,8	1,5	2,8	1,6
<b>Cycle d'exploitation</b>									
Fonds de roulement net global (en M€)	ressources stables - emplois stables	alerte < 0	37,3	37,1	43,0	21,6	38,4	39,0	14,8
Fonds de roulement en jours de charges décaissables	(FdR / charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	98,5	94,3	106,2	48,7	89,3	92,1	42,9
Besoin en fonds de roulement (en M€)	Actif circulant – Dettes circulantes		-5,3	-6,5	-3,6	0,13	-4,3	-7,9	-6,8
Trésorerie (en M€)		alerte < 0	42,6	43,6	46,6	21,5	42,7	46,9	21,6
Trésorerie en jours de charges décaissables	(Trésorerie / Charges décaissables) X 360	alerte < 25 < vigilance < 30	112,5	110,9	115,2	48	99,4	110,8	62,4
<b>Financement de l'activité</b>									
Charges décaissables / Produits encaissables (en %)	(Charges – Charges non décaissables) / Produits encaissables	98 < vigilance < 100 < alerte	96,1	96,6	94,5	99,2	98,5	97,2	98,4
Taux de rémunération des permanents (en %)	Masse salariale permanents (titulaires + CDI) / Total Masse salariale	83 < vigilance < 85 < alerte	80,1	80,0	80,1	79,3	80,1	80,1	80,4
Dépenses de personnel / Produits encaissables (en %)	Total masse salariale * / Produits encaissables *comptes 633 exclus	82 < vigilance < 83 < alerte	84,1	84,0	82,2	83,5	84,6	84,3	82,4
Ressources propres / Produits encaissables (en %)	Ressources propres (produits encaissables hors SCSP) / Produits encaissables	alerte < 13 < vigilance < 15	15,3	15,8	18,0	20,0	17,7	16,8	15,5
<b>Autofinancement des investissements</b>									
CAF / Acquisitions d'immobilisations (en %)	CAF / Dépenses d'investissement	alerte < 20 < vigilance < 30	56,1	60,5	88,5	5,3	17,7	38,1	26,4
<b>Indicateurs GBCP</b>									
Solde budgétaire (M€)	encaissements - crédits de paiement		-5,1	0,1	0,0	-13,9	-4,2	4,7	2,1

## 4. Annexes

---

- 1.1 Tableau 1 des autorisations d'emploi (pour vote)
- 1.2 Tableau 2 des autorisations budgétaires (pour vote)
- 1.3 Tableau 3 des dépenses par destination et des recettes par origine
- 1.4 Tableau 4 d'équilibre financier (pour vote)
- 1.5 Tableau 5 des opérations pour le compte de tiers
- 1.6 Tableau 6 de situation patrimoniale (pour vote)
- 1.7 Tableau 7 de plan de trésorerie
- 1.8 Tableau 8 des opérations sur recettes fléchées
- 1.9 Tableau 9 agrégé des opérations pluriannuelles (pour vote)
- 1.10 Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement
- 1.11 Tableau 10 détaillé des opérations pluriannuelles
- 1.12 Tableau 11 de synthèse budgétaire et comptable
- 1.13 DPGEC 1,2 & 3
- 1.14 Moyens des unités de recherche
- 1.15 Annexes - Bilan budget CVEC 2023



# Liasse budgétaire

				(A)				(B)				(C) = (A) + (B)				
				BI 2023	BR2 2023	CF 2023	Emplois sous plafond Etat *				BI 2023	BR2 2023	CF 2023	CF 2023		
Catégories d'emplois		Nature des emplois		En ETPT												
		Permanents	Titulaires													
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs		CDI		654	654	647										
		CDD		232	225	217										
S/total EC				886	879	864										
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)																
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires		556	542	537								556	542	537
		CDI		77	80	77								77	80	77
	Non permanents	CDD		2	3	2								228	247	242
				635	625	616								861	869	856
S/total Biatss				1,521	1,504	1,480								1,814	1,814	1,778
Totaux														Plafond global des emplois voté par le CA **		

Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'Etat relatif aux emplois financés par l'Etat"

\*\* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

Dépenses						
	AE			CP		
	Réalisé 2022	BR2 2023	Réalisé 2023	Réalisé 2022	BR2 2023	Réalisé 2023
Hors Enveloppe 'Contrats de Recherche'						
Personnel	128,359,336	134,454,176	133,518,232	128,355,954	134,454,176	133,516,854
dont contributions employeur au CAS Pension	35,296,428	37,566,533	36,083,317	35,296,428	37,566,533	36,083,317
Fonctionnement	17,599,408	21,900,885	19,737,952	16,776,599	20,265,426	17,252,055
Investissement	5,636,917	51,347,227	49,899,887	9,607,008	13,227,416	11,616,281
Enveloppe 'Contrats de Recherche'	Réalisé N-1	Budget N	Réalisé N	Réalisé N-1	Budget N	Réalisé N
Personnel	0	0	0	0	0	0
dont contributions employeur au CAS Pension	0	0	0	0	0	0
Fonctionnement	0	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0	0
TOTAL DES DÉPENSES	151,595,661	207,702,288	203,156,071	154,739,561	167,947,017	162,385,190

Recettes						
AR		RE				
Réalisé 2022	BR2 2023	Réalisé 2023	Réalisé 2022	BR2 2023	Réalisé 2023	RE
151,817,755	161,447,543	162,923,380	151,718,184	158,734,099	161,688,994	Recettes globalisées
126,411,505	129,633,354	130,620,316	126,411,505	129,633,354	130,620,316	Subvention pour charges de service public
487,803	1,157,493	1,100,033	621,116	1,122,557	1,066,555	Autres financements de l'Etat
1,221,077	1,769,405	1,769,405	1,221,077	1,769,405	1,769,405	Fiscalité affectée
7,580,946	11,278,676	10,793,724	8,169,706	8,522,289	9,093,842	Autres financements publics
16,116,403	17,608,655	18,639,902	15,294,780	17,686,494	19,138,777	Recettes propres
2,381,609	13,207,501	486,603	3,051,088	5,020,657	5,389,451	Recettes flechées
2,057,131	6,603,299	1,262,666	2,726,609	4,834,860	5,587,808	Financements de l'Etat flechés
324,479	6,600,635	-779,630	324,479	182,230	-201,924	Autres financements publics flechés
0	3,567	3,567	0	3,567	3,567	Recettes propres flechées
154,199,364	174,655,044	163,409,982	154,769,272	163,754,756	167,078,345	TOTAL DES RECETTES

0) Soit le budgétaire (déficits)

Tableau 3 - Tableau des dépenses par destination

	Prévisionnel au BR2 2023				Réalisé 2023				Prévisionnel au BR2 2023				Réalisé 2023			
	Personnel AE (AE - CP)	Personnel CP (AE - CP)	Personnel AE (AE - CP)	Personnel CP (AE - CP)	Fonct AE	Fonct CP	Fonct AE	Fonct CP	Invest AE	Invest CP	Invest AE	Invest CP	Total AE	Total CP	Total AE	Total CP
Dépenses Programmes 150 et 231																
FORMATION INITIALE ET CONTINUE																
Licences	66,491,109	66,491,109	64,741,096	64,741,096	3,162,280	3,166,828	2,476,787	2,287,853	200,441	200,441	170,830	151,290	69,853,836	69,853,377	67,388,713	67,180,239
Recherche	34,175,058	34,175,058	34,232,979	34,232,979	3,593,489	3,634,858	2,739,749	2,723,005	333,493	333,493	197,251	234,940	38,102,042	38,143,197	37,169,979	37,190,924
Recherche universitaire																
Rech univ. maths	2,112,444	2,112,444	2,169,870	2,169,870	176,402	175,215	143,476	137,985	33,409	33,409	28,331	8,458	2,322,255	2,321,048	2,341,677	2,316,312
Rech univ. phys. chimie																
Rech univ. phys. nucl.																
Rech univ. science. terre																
Rech univ. science. homme	31,879,115	31,879,115	32,003,109	32,003,109	2,669,100	3,092,370	2,718,450	2,164,830	286,379	296,620	167,119	227,140	38,148,732	38,177,910	34,386,691	34,391,100
Rech univ. Transvers	182,971	182,971	182,971	182,971	457,366	457,366	377,689	409,131	3,807	3,807	3,800	3,961	634,055	644,219	439,231	481,520
SOUTIEN ET SUPPORT	31,980,148	31,980,148	32,604,265	32,604,265	13,718,233	12,066,863	13,200,894	10,931,405	50,616,411	12,496,813	49,441,985	11,207,792	96,314,792	56,543,824	95,247,432	54,742,162
Bibliothèques et documentation	3,220,210	3,220,210	3,409,779	3,409,779	1,109,100	1,109,100	1,110,111	1,108,382	44,000	44,000	21,987	21,987	4,473,310	4,473,310	4,541,877	4,540,149
Diffusion savoirs muables	1,228,054	1,228,054	1,344,332	1,344,332	375,303	375,303	232,531	238,185	117,065	117,065	113,691	115,999	1,720,422	1,720,422	1,480,553	1,488,516
Immobilière	5,239,884	5,239,884	4,810,613	4,810,613	6,375,242	5,739,906	7,030,667	5,372,245	48,321,593	10,371,995	47,476,648	9,210,171	60,136,719	21,351,785	59,317,928	19,395,029
Plotage et support	22,192,000	22,192,000	23,249,541	23,249,541	5,858,588	4,842,554	4,827,585	4,217,592	1,933,753	1,963,753	1,829,659	1,859,635	29,984,341	28,098,308	29,006,788	29,320,469
ETUDIANTS	1,807,860	1,807,860	1,939,892	1,939,892	1,426,877	1,396,877	1,320,522	1,309,793	196,881	196,881	89,821	22,240	3,431,618	3,401,618	3,401,618	3,271,865
Aides directes aux étudiants	115,083	115,083	144,386	144,386	87,652	87,652	791,760	791,760	0	0	0	0	927,735	927,735	836,066	836,066
Aides indirectes	1,692,777	1,692,777	1,795,506	1,795,506	1,339,225	1,309,225	528,762	517,830	196,881	196,881	89,821	22,240	3,431,618	3,401,618	3,401,618	3,271,865
Soutien des étudiants activités associatives	1,538,833	1,538,833	1,669,304	1,669,304	480,420	460,420	500,932	469,469	196,881	196,881	89,821	22,240	2,716,139	2,716,139	2,716,139	2,716,139
TOTAL	134,454,176	134,454,176	133,518,232	133,518,232	20,265,426	20,265,426	19,237,952	17,255,035	51,347,227	13,227,416	49,899,887	11,616,281	207,202,288	167,947,017	203,156,071	162,385,190

Tableau 3 - Tableau des recettes par origine (réelles)

	Prévisionnel au BR2 2023				Réalisé 2023				Prévisionnel au BR2 2023				Réalisé 2023			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Recettes propres de l'Etat	Financements de l'Etat	Financements publics	Autres financements publics	Autres financements publics	Recettes propres de l'Etat	Recettes propres de l'Etat	Recettes propres de l'Etat	Total	Total
Réglementaire																
Subvention pour charges de service public	129,633,354														129,633,354	129,633,354
Droits d'inscription															4,343,390	4,343,390
Formation continue															10,119,690	10,119,690
Taxe d'apprentissage															371,156	371,156
Contrats prestations recherche hors ANR															87,938	87,938
Valorisation															612,76	612,76
ANR Investissements d'avenir															1,991,650	1,991,650
ANR Investissements d'avenir															815,407	815,407
Subvention exploit. B. financ. act. Région															2,099,257	2,099,257
Subvention exploit. B. financ. act. UE															10,071,282	10,071,282
Fondations fonds propres réserves dons															-	-
Autres recettes															3,451,657	3,451,657
TOTAL	129,633,354	1,122,557	1,066,555	1,769,405	8,525,289	9,093,842	17,483,494	19,138,777	4,834,860	5,587,808	182,230	-	201,924	3,567	163,794,786	167,078,345

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
	BR2 2023	31/12/2023	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	4,192,261	4,693,155	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont Budget Principal		0	dont Budget Principal
dont Budget Annexe		0	dont Budget Annexe
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)			Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	259,000	547,739	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)		-1,930,557	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	4,451,261	3,310,337	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (l)= (2) - (1)		3,892,261	PRLEVEMENT de la trésorerie (l)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***		1,136,054	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)		2,756,207	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (l)	4,451,261	3,310,337	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (l)

(\*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(\*\*) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(\*\*\*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"



Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements - Prévisionnel au BR2 2023	Décaissements - Réalisé 2023	Encaissements - Prévisionnel au BR2 2023	Encaissements - Réalisé 2023
BOURSES AMI	4671	Recettes à transférer	110,000	422,800	410,000	410,000
TVA	44500000		149,000	95,343	149,000	137,739
Autres opérations pour comptes de tiers				2,462,115		1,930,557
TOTAL			259,000	2,980,258	559,000	1,382,818

Compte de résultat

CHARGES	Réalisé 2021	Réalisé 2022	BR2 2023	31/12/2023	Budget initial 2024
Personnel	123,050,172	126,672,832	132,808,128	132,243,805	139,622,185
dont charges de pensions civiles	34,702,839	35,327,827		36,065,349	
Interventions					
Fonctionnement	28,078,168	29,386,804	32,022,500	32,597,372	33,684,124
autre que les charges de personnel					
TOTAL des charges	151,128,340	156,062,637	164,830,628	164,841,177	173,306,309
Résultat (BENEFICE)	1,084,106	3,990,703	0		0
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel	152,212,446	160,053,339	164,830,628	164,841,177	173,306,309

Etat de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Réalisé 2021	Réalisé 2022	BR2 2023	31/12/2023	Budget initial 2024
Insuffisance d'autofinancement					
Investissements	8,202,838	9,608,655	13,227,416	11,643,744	39,066,758
Remboursement des dettes financières	0	0	0		
TOTAL des emplois	8,202,838	9,608,655	13,227,416	11,643,744	39,066,758
Apport au fonds de roulement	0	5,930,578	0	0	0

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	BR2 2023	31/12/2023	Budget initial 2024
Résultat de l'exercice	1,084,106	3,990,703	-2,060,500	-786,369	-2,316,542
+ dotation aux amortissements, dépréciations et provisions	9,676,079	10,404,004	10,111,027	12,330,583	10,136,830
- reprises sur amortissements, dépréciations et prov	91,601	113,124		274,870	
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés					
- produits de cession d'éléments d'actifs	24,502	1,665			
- quote part des subventions d'investissement virees au résultat	5,683,151	5,777,618	5,711,060	6,836,984	5,869,545
= Capacité ou insuffisance d'autofinancement (CAF ou IAF)	4,960,931	8,502,299	2,339,466	4,432,360	1,950,742

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Réalisé 2021	Réalisé 2022	BR2 2023	31/12/2023	Budget initial 2024
Variation du fonds de roulement (apport ou prélèvement)	-274,921	5,930,578	-4,600,026	-3,981,207	-4,177,357
Variation du besoin en fonds de roulement (fonds de roulem	-1,216,779	2,873,322	-707,765	-4,311,286	18,024,007
Variation de la trésorerie (abondement ou prélèvement)	941,858	3,057,256	-3,892,261	330,079	-22,201,364
Niveau du fonds de roulement	37,054,651	42,985,229	38,385,203	39,004,022	34,207,845
Niveau du besoin en fonds de roulement	-6,504,826	-3,631,504	-4,339,269	-7,942,790	13,684,738
Niveau de la trésorerie	43,559,477	46,616,733	42,774,472	46,946,812	20,523,108

Tableau n°7 - Plan de trésorerie - Pour information

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	46,616,733	68,557,341	56,747,787	46,722,065	67,670,206	56,679,446	45,954,292	82,516,862	72,743,538	73,772,971	69,703,236	59,563,537	
dont placements													
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	2,135,555	34,168,587	2,074,472	32,755,358	3,836,503	2,248,968	44,434,623	1,498,365	5,542,182	22,307,024	1,065,910	9,621,348	161,688,894
Subvention pour charges de service public	0	31,987,764	672,325	31,873,952	0	0	45,137,125	0	0	18,279,834	304,000	2,365,316	130,620,316
Autres financements de l'Etat	0	13,430	0	98,575	3,100,000	464,204	-3,034,863	0	30,337	296,000	55,169	43,703	1,066,555
Fiscalité affectée	0	0	0	972,660	0	0	0	0	796,745	0	0	0	1,769,405
Autres financements publics	1,319,516	799,753	359,198	-641,753	262,404	230,548	1,335,378	260,702	1,278,899	1,911,467	174,826	1,802,904	9,093,842
Recettes propres	816,039	1,367,639	1,042,949	451,923	474,100	1,554,216	996,983	1,237,663	3,436,201	1,819,723	531,915	5,409,425	19,138,777
Recettes budgétaires fléchées	0	0	17,913	119,816	-243,859	0	3,119,079	39,915	54,022	-50,838	1,344,939	988,464	5,389,451
Financements de l'Etat fléchés	0	0	0	114,728	0	0	3,119,079	0	1,921	18,677	1,344,939	988,464	5,587,808
Autres financements publics fléchés	0	0	14,346	5,088	0	0	0	39,915	52,101	0	-313,374	0	-201,924
Recettes propres fléchées	0	0	3,567	0	-243,859	0	0	0	0	-69,515	313,374	0	3,567
Opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts : encasements en capital													0
Dépôts et cautionnements													0
Prêts : encasements en capital													0
Opérations gérées en compte de tiers	32,093,329	-32,636,051	336,550	615,362	-1,561,200	328,674	3,151,837	1,310,511	-3,088,946	-472,334	1,984,721	-3,453,273	-1,382,818
TVA encasée	3,795	13,853,09	8,970,83	20,654,58	7,050,04	8,885,18	13,268,05	13,345,03	8,292,45	4,261,92	25,689	9,674	137,739
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers :	0	123,000,00	0,00	0,00	287,000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	410,000
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	32,089,535	-32,727,903,80	327,578,79	594,707,78	-1,855,249,56	319,789,16	3,138,568,46	1,305,166,09	-3,097,238,23	-476,596	1,959,032	-3,462,947	-1,930,557
TOTAL	34,228,885	1,532,536	2,428,935	33,490,536	2,031,445	2,577,642	50,705,538	2,856,790	2,507,259	21,783,852	4,395,570	7,156,539	165,695,527
DECAISSEMENTS													
Enveloppes hors recettes fléchées	12,028,769	12,957,573	12,162,951	12,367,498	12,559,650	12,030,490	13,491,679	12,568,463	2,004,629	24,062,258	14,251,223	16,591,988	157,077,171
Personnel	10,842,220	11,200,443	10,528,750	10,735,567	10,781,694	10,807,160	11,544,384	11,964,646,32	7,138	21,551,123	11,997,013	11,543,421	133,503,761
Fonctionnement	911,210	1,547,101	1,518,715	1,327,981	1,474,101	1,031,959	1,374,595	589,493	1,334,161	1,920,321	1,775,889	2,398,110	17,203,639
Intervention													
Investissement	275,339	210,029	115,485	303,950	303,854	191,371	572,500	14,323	663,329	590,815	478,320	2,650,457	6,369,772
Dépenses sur recettes fléchées	83,896	135,468	4,841	2,544	125,589	1,228,875	551,183	29,185	538,776	451,886	190,126	1,965,647	5,308,018
Personnel	0	5,089	2,544	2,544	0	0	0	2,914,96	0	0	0	0	13,093
Fonctionnement	0	4,075	2,000	0	13,386	0	11,300	0	0	16,856	800	0	48,417
Intervention													
Investissement	83,896	126,304	297		112,204	1,228,875	539,883	26,270	538,776	435,031	189,326	1,965,647	5,246,509
Opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts : remboursements en capital													0
Dépôts et cautionnements													0
Prêts : décaissements en capital													0
Opérations gérées en compte de tiers	175,612	249,049	286,864	172,353	336,966	43,430	100,106	32,467	-1,065,580	1,339,442	93,920	1,215,628	2,980,258
TVA décaissée	8,311	6,113	7,749	6,058	6,853	7,767	13,332	3,225	13,225	9,939	21,495	-8,722	95,343
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers :	26,000	15,200	29,200	21,200	3,200	6,800	2,400	4,800	1,200	0	1,600	311,200	422,800
décaissements													
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers	141,301	227,737	249,915	145,095	326,913	28,864	84,374	24,442	-1,080,004	1,329,504	70,826	913,150	2,462,115
TOTAL	12,288,277	13,342,091	12,454,656	12,542,396	13,022,205	13,302,796	14,142,969	12,630,115	1,477,825	25,853,587	14,535,269	19,773,264	165,365,448
SOLDE DU MOIS	21,940,608	-11,809,555	-10,025,721	20,948,140	-10,990,760	-10,725,154	36,562,570	-9,773,324	1,029,434	-4,069,735	-10,139,699	-12,616,725	330,079
SOLDE CUMULE	68,557,341	56,747,787	46,722,065	67,670,206	56,679,446	45,954,292	82,516,862	72,743,538	73,772,971	69,703,236	59,563,537	46,946,812,22	330,079
											dont trésorerie fléchée		81,432
											dont trésorerie sur op. non budgétaires		4,611,723
													-4,383,076

	Antérieures à 2023 non dénouées	réalisé 2023	2024	2025	2026
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		-1,723,239	-1,641,807	-16,942,760	-15,503,741
Recettes fléchées	9,510,619	5,389,451	14,551,514	19,169,357	0
Financements de l'Etat fléchés	5,782,049	5,587,808	3,820,712	3,850,159	0
Autres financements publics fléchés	3,728,237	-201,924	10,730,802	15,319,198	0
Recettes propres fléchées	333	3,567	0	0	0
Dépenses sur recettes fléchées	11,233,858	5,308,018	29,852,467	17,730,338	435,811
Personnel (AE=CP)	121,111	13,093	0		
AE	121,111	13,093	0	0	0
CP	121,111	13,093	0	0	0
Fonctionnement et intervention	1,525,522	48,417	0		
AE	1,536,263	45,939	0	0	0
CP	1,525,522	48,417	0	0	0
Investissement	9,587,224	5,246,509	29,852,467		
AE	12,829,727	43,450,235	5,641,321	931,300	0
CP	9,587,224	5,246,509	29,852,467	17,730,338	435,811
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	-1,723,239	81,432	-15,300,953	1,439,019	-435,811
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice	-1,723,239	-1,641,807	-16,942,760	-15,503,741	-15,939,552

université  
lumière  
—  
lyon 2

Opérations	Montant de répartition	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			Ratio d'investissement 2023
			Montant	Financements < 2023	Emprunts Réalisés	
RECHERCHE	9 158 997	-400 726	10 088 664	2 097 501	2 997 959	5 034 124
ANR	10 172 664	-1 040 213	11 213 167	4 079 681	2 295 173	4 879 313
ANR	1 141 692	-112 724	1 596 797	1 381 876	187 745	371 666
UDL	1 159 094	-173 997	1 333 092	22 078	980 116	540 957
REGION	1 559 094	-173 997	1 733 092	22 078	980 116	540 957
UNION EUROPEENNE	54 252	-220 244	74 625	170 501	243 438	332 837
EUROPE	22 409 544	-2 402 244	24 809 544	7 841 627	6 204 330	10 233 937
Total Contrats de recherche						
INTERFUTUR	5 326 337	-61 098	5 389 425	2 689 203	1 152 964	1 939 258
Autres	1 606 011	-136 160	1 742 651	997 730	520 851	364 971
FLUTCHES	1 423 172	-35 301	1 458 473	1 646 397	201 824	1 843 120
Total Contrats d'investissement						
ANR	6 397 807	-212 069	8 070 547	4 536 199	1 471 831	33 082 702
UDL	56 238 877	11 244 350	39 800 327	6 096 036	2 330 970	33 082 702
LEARNING CENTER						
800071763	1 094 393	1 008 141	5 752	5 752	0	0
800071976	3 821 658	3 823 056	0	0	0	0
800071978	3 821 758	3 821 758	0	0	0	0
800071979	235 000	235 000	0	0	0	0
80007197A	200 000	100 000	100 000	0	0	100 000
80007197S	2 850 000	-250 000	0	0	0	0
80007176L	72 344 064	37 717 086	4 166 079	4 598 408	33 162 703	33 162 703
Total Programme éducationnel (inductifs)						
FLANRELA	2 640 089	-28 015	2 668 104	2 634 699	133 405	0
80007197C	415 677	-4 323	420 000	390 000	21 000	0
FLANRELA	207 200	-2 090	209 280	209 280	0	0
80007197D	664 756	0	664 756	0	0	654 756
80007197E	88 000	0	88 000	84 507	3 493	0
80007197F	80 995	-1 015	82 000	82 000	0	0
80007197G	4 088 307	-36 433	4 122 140	3 309 566	154 458 93	656 169
Total Plan de Recherche						
	97 278 081	26 449 728	80 828 332	21 076 994	13 535	46 487 737
Total						

Exécution d'AE et de CP

Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes <2023	Conso AE < 2023	Total AE ouvertes 2023	Conso AE 2023	Total des AE consommées	CP ouverts < 2023	Conso CP < 2023	Total CP ouverts 2023	Conso CP 2023	Total des CP consommées
Contrats de recherche	Personnel	13 872,527	5 128 030	5 128 030	1 996 537	1 996 537	7 124 567	5 128 030	5 128 030	1 996 537	1 996 537	7 124 567
	Fonctionnement	7 736 824	1 554 498	1 554 498	983 815	983 815	2 538 313	1 519 443	1 519 443	979 409	979 409	2 498 852
	Investissement	819 959	430 353	430 353	76 285	76 285	506 638	419 195	419 195	82 662	82 662	501 857
	<b>Total Contrats de recherche</b>	<b>22 489 310</b>	<b>7 112 881</b>	<b>7 112 881</b>	<b>3 056 637</b>	<b>3 056 637</b>	<b>10 169 518</b>	<b>7 066 668</b>	<b>7 066 668</b>	<b>3 056 637</b>	<b>3 056 637</b>	<b>10 126 276</b>
Contrats d'enseignement	Personnel	1 215 249	450 876	450 876	269 556	269 556	720 433	450 876	450 876	269 556	269 556	720 433
	Fonctionnement	7 136 747	3 773 752	3 773 752	1 130 795	1 130 795	4 904 547	3 695 550	3 695 550	1 141 352	1 141 352	4 836 901
	Investissement	2 984	2 984	2 984	0	2 984	2 984	1 193	1 193	1 791	1 791	2 984
	<b>Total Contrats d'enseignement</b>	<b>8 357 980</b>	<b>4 227 612</b>	<b>4 227 612</b>	<b>1 400 351</b>	<b>1 400 351</b>	<b>5 627 963</b>	<b>4 147 619</b>	<b>4 147 619</b>	<b>1 412 699</b>	<b>1 412 699</b>	<b>5 660 318</b>
Programmes pluriannuels d'inv	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	461 568	461 526	461 526	42	42	461 568	425 375	425 375	16 765	16 765	442 140
	Investissement	71 882 486	20 143 556	20 143 556	45 718 549	45 718 549	65 862 105	16 839 324	16 839 324	7 349 917	7 349 917	24 189 241
	<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>	<b>72 344 064</b>	<b>20 605 082</b>	<b>20 605 082</b>	<b>45 718 591</b>	<b>45 718 591</b>	<b>66 323 673</b>	<b>17 264 699</b>	<b>17 264 699</b>	<b>7 366 681</b>	<b>7 366 681</b>	<b>24 631 380</b>
Plan de Relance 2021	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	0	3 431 951	3 431 951	0	0	3 431 951	3 431 951	3 431 951	0	0	3 431 951
	Investissement	4 086 707	3 431 951	3 431 951	0	0	3 431 951	3 431 951	3 431 951	0	0	3 431 951
	<b>Total Plan de Relance</b>	<b>4 086 707</b>	<b>3 431 951</b>	<b>3 431 951</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 431 951</b>	<b>3 431 951</b>	<b>3 431 951</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 431 951</b>
	Ss total Personnel	15 087 777	5 578 906	5 578 906	2 266 094	2 266 094	7 845 000	5 578 906	5 578 906	2 266 094	2 266 094	7 845 000
	Ss total Fonctionnement	15 396 138	5 789 176	5 789 176	2 114 651	2 114 651	7 904 427	5 640 368	5 640 368	2 137 525	2 137 525	7 777 893
	Ss total Investissement	76 792 146	24 008 844	24 008 844	45 794 834	45 794 834	69 803 678	20 691 663	20 691 663	7 434 370	7 434 370	28 126 033
	<b>TOTAL</b>	<b>107 275 061</b>	<b>35 377 527</b>	<b>35 377 527</b>	<b>50 175 579</b>	<b>50 175 579</b>	<b>85 563 105</b>	<b>31 910 937</b>	<b>31 910 937</b>	<b>11 837 989</b>	<b>11 837 989</b>	<b>43 748 925</b>

Prévisions en 2024 et suivantes					
AE prévues 2024	CP prévues 2024	AE prévues 2025	CP prévues en 2025	AE prévues >2025	CP prévues > 2025
3 306 505	3 306 505	2 082 589	2 082 589	1 358 867	1 358 867
2 378 419	2 377 556	1 187 295	1 188 497	1 692 798	1 711 919
224 709	228 169	61 512	62 067	27 100	27 866
<b>5 909 632</b>	<b>5 932 230</b>	<b>3 331 396</b>	<b>3 333 153</b>	<b>3 078 764</b>	<b>3 098 651</b>
308 776	308 776	149 740	149 740	36 300	36 300
1 599 513	1 651 623	521 524	523 758	114 163	127 465
0	0	0	0	0	0
<b>1 908 269</b>	<b>1 960 399</b>	<b>671 264</b>	<b>673 498</b>	<b>150 463</b>	<b>163 765</b>
0	0	0	0	0	0
0	14 564	0	0	4 764	0
5 035 376	29 424 763	985 015	17 832 081	0	435 811
<b>5 035 376</b>	<b>29 439 427</b>	<b>985 015</b>	<b>17 837 446</b>	<b>0</b>	<b>435 811</b>
0	0	654 756	654 756	0	0
<b>3 615 281</b>	<b>3 615 281</b>	<b>2 232 329</b>	<b>2 232 329</b>	<b>1 395 167</b>	<b>1 395 167</b>
3 977 931	4 063 843	1 708 819	1 717 019	1 806 961	1 839 383
5 260 085	29 652 932	1 701 283	18 549 505	27 100	463 677
<b>12 853 298</b>	<b>37 332 056</b>	<b>5 642 431</b>	<b>22 498 853</b>	<b>3 229 227</b>	<b>3 698 227</b>

Exécution des recettes

Opération	Nature	Financement opération	Encaissem. < 2023	Encaissem. 2023	Encaissem. prévus 2024	Encaissem. prévus 2025	Encaissem. prévus > 2025
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	799 360	102 258	448 335	43 108	74 000	41 658
	Autres financements publics	21 988 827	6 996 571	5 079 040	3 915 537	2 568 000	3 429 680
	Autres financements	2 181 366	752 797	676 955	586 461	138 154	27 000
	<b>Total Contrats de recherche</b>	<b>24 969 554</b>	<b>7 941 627</b>	<b>6 204 330</b>	<b>4 545 105 57</b>	<b>2 780 153 24</b>	<b>3 498 338</b>
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	0	0	0	0	0	0
	Autres financements publics	8 612 652	5 302 063	1 467 260	1 247 711	356 831	238 787
	Autres financements	42 103	-46 674	4 571	0	0	0
	<b>Total Contrats d'enseignement</b>	<b>8 570 549</b>	<b>5 255 389</b>	<b>1 471 831</b>	<b>1 247 711</b>	<b>356 831</b>	<b>238 787</b>
Programmes pluriannuels d'inv	Financement de l'Etat	15 030 757	2 484 653	5 433 403	3 920 712	3 191 990	0
	Autres financements publics	28 126 003	2 076 003	0	10 730 802	15 319 198	0
	Autres financements	9 319	5 752	3 567	0	0	0
	<b>Total Programmes pluriannuels d'inv</b>	<b>43 166 079</b>	<b>4 566 408</b>	<b>5 436 970</b>	<b>14 651 514</b>	<b>18 511 188</b>	<b>0</b>
Plan de Relance 2021	Financement de l'Etat	4 109 970	3 297 396	154 405		658 169	
	Autres financements publics	12 170	12 170				
	Autres financements	0					
	<b>Total PFI hors PPI</b>	<b>4 122 140</b>	<b>3 309 566</b>	<b>154 405</b>	<b>0</b>	<b>658 169</b>	<b>0</b>
	Ss total Financ de l'Etat	19 940 087	5 974 307	6 036 143	3 963 820	3 924 159	41 658
	Ss total Autres fn. publics	58 739 652	14 386 807	6 546 300	15 894 050	18 244 029	3 668 467
	Ss total Autres finants	2 148 583	711 876	685 093	586 461	138 154	27 000
	<b>TOTAL</b>	<b>80 823 322</b>	<b>21 072 980</b>	<b>13 267 535</b>	<b>20 444 331</b>	<b>22 306 341</b>	<b>3 737 125</b>

Prévisions en 2024 et suivantes					
Encaissem. prévus 2024	Encaissem. prévus 2025	Encaissem. prévus > 2025	Encaissem. prévus > 2025	Encaissem. prévus > 2025	Encaissem. prévus > 2025
43 108	74 000	41 658			
3 915 537	2 568 000	3 429 680			
586 461	138 154	27 000			
<b>4 545 105 57</b>	<b>2 780 153 24</b>	<b>3 498 338</b>			
0	0	0			
1 247 711	356 831	238 787			
0	0	0			
<b>1 247 711</b>	<b>356 831</b>	<b>238 787</b>			
3 920 712	3 191 990	0			
10 730 802	15 319 198	0			
0	0	0			
<b>14 651 514</b>	<b>18 511 188</b>	<b>0</b>			
	658 169				
<b>0</b>	<b>658 169</b>	<b>0</b>			
<b>3 963 820</b>	<b>3 924 159</b>	<b>41 658</b>			
<b>15 894 050</b>	<b>18 244 029</b>	<b>3 668 467</b>			
<b>586 461</b>	<b>138 154</b>	<b>27 000</b>			
<b>20 444 331</b>	<b>22 306 341</b>	<b>3 737 125</b>			

Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (Dépenses)

A - Autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP)

N°	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Réaliser 2023										Restes à réaliser					Prévision 2024 et suivantes					
				AE ouvertes années antérieures à 2023	AE consommées années antérieures à 2023	AE reprogramm. ou reportées en 2023	AE BRL 2023	AE BR2 2023	AE votées au BI 2023	TOTAL des AE ouvertes en 2023	AE consommées en 2023	CP ouvertes années antérieures à 2023	CP consommées années antérieures à 2023	CP reprogramm. ou reportées en 2023	CP BRL 2023	CP BR2 2023	CP votées au BI 2023	TOTAL des CP ouverts en 2023	CP consommés en 2023	Restes à engager fin 2023 (AE)	Restes à payer fin 2023 (CP)	AE prévues en 2024	CP prévues en 2024	AE prévues en 2025
				(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(11-9)-(8)-(12)		(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)			
Direction de l'immobilier																								
1		900070PCS - Plan Campus	8.233.856	6.159.686			2.074.170	2.074.170	6.146.092	6.146.092	-3.299		2.091.063		0	2.087.764	2.087.764							
2		900070LCC - Learning Center (11) LA RUCHE	56.208.877	9.690.776	-353.621	7.510.023	588.196	33.149.341	41.093.939	6.460.299	-531.553	904.882	-12.751.786	15.596.048	3.217.591	3.217.591	5.424.162	46.540.987	435.811					
3	Dépenses d'invest	900070SGN - signétique	1.094.593	1.091.598	2.995				2.995	1.091.598	2.995				0	2.995	2.995							
4		900070BLU - Bld. Univ Providence	3.521.718	3.521.696	42				42	3.483.545	2.101			14.664	0	16.765	16.765	0	19.428	4.764				
5		900070PA - aménagements paysagers PDA	235.000	141.236	-40.110			44.863	4.733	91.165	-105.115	14.419	119.554	14.419	88.941	14.419	14.419	88.941	129.396	75.343				
6		900070PS - PLAN GUIDE EPS	203.000		-13.585		200.000		186.415		-27.000		27.000		0			27.000	200.000	171.000				
7		900070LM - Bâtiment L (modulaires)	2.850.000		-493.704		-240.000	3.110.000	2.566.296		-252.873		-830.000	3.110.000	2.027.127	2.027.127		570.000	493.704	252.873				
TOTAL PPI				20.605.082	-898.002	7.510.023	2.892.366	36.399.204	45.718.591	45.718.591	17.264.699	904.882	-11.463.723	18.840.286	7.346.681	6.020.391		5.035.176	29.439.427	985.915	17.837.446	0		435.811

N°	Opération	Nature	Coût total de l'opération	Régulier 2023											Prévision 2024 et suivantes								
				AE ouvertes années antérieures à 2023	AE reprogramm. ou reportées en 2023	AE BR1 2023	AE BR2 2023	AE votées au BI 2023	TOTAL des AE ouvertes en 2023	AE consommées en 2023	CP ouvertes années antérieures à 2023	CP consommées années antérieures à 2023	CP reprogramm. ou reportées en 2023	CP BR1 2023	CP BR2 2023	CP votées au BI 2023	TOTAL des CP ouverts en 2023	CP consommés en 2023	Restes à engager fin 2023 (AE)	Restes à réaliser fin 2023 (CP)	AE prévues en 2024	CP prévues en 2024	AE prévues > 2025
				(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)		(7)	(8)		(9)	(10)	(11) = (9) + (10)		(12)	(13)	(14)	(15)			
				Direction de l'immobilier																			
8		900070EQU (escaliers 2.300)	2.640.089	2.640.089					0	2.640.089	2.640.089				0	0							
9		900072-51C	415.677	415.677					0	415.677	415.677	-234	234		0	0							
10	Plan de relance	900072-LED	207.200	207.200					0	207.200	207.200				0	0							
11		900070-PHO (parreaux photographiques)	654.756	0			-312.276	312.276	0	0	0		-234	-312.122	312.356	0	654.756	654.756					
12		900072-ABS (domest. thermostatiques)	86.000	86.000					0	86.000	86.000				0	0							
13		900072-CC (ordinateurs chauffage)	85.293	85.293					0	85.293	85.293				0	0							
TOTAL Plan de relance				3.481.951	3.481.951	0	-312.276	312.276	0	0	3.481.951	3.481.951	-234	0	-312.122	312.356	0	654.756	654.756	0	0	0	0



Tableau 9bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (financement)

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant notifié < 2023	Montant notifié 2023	Reste à notifier
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)
900070PCS- Plan Campus	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement	8,233,856	6,146,092	2,087,764	0
	<b>Total Opération 1</b>	<b>8,233,856</b>	<b>6,146,092</b>	<b>2,087,764</b>	<b>0</b>
900070LC- Learning Center-Bron (1)	Financement de l'Etat CPER	11,830,757	2,484,653	2,333,403	7,012,702
	Financement REGION	23,439,409	839,409	0	22,600,000
	Métropole	4,374,285	924,285		3,450,000
	Autres financements	315,875	312,309	3,567	0
	Autofinancement par l'établissement	16,248,550	1,889,644	880,621	13,478,285
	<b>Total Opération 2</b>	<b>56,208,877</b>	<b>6,450,299</b>	<b>3,217,591</b>	<b>46,540,987</b>
900070SG- Signalétique	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT	0			0
	Autres financements	5,752	5,752.10		0
	Autofinancement par l'établissement	1,088,841	1,085,846	2,995	0
	<b>Total Opération 3</b>	<b>1,094,593</b>	<b>1,091,598</b>	<b>2,995</b>	<b>0</b>
900070BU-Bib Univ Provisoire	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement	3,521,738	3,485,545	16,765	19,428
	<b>Total Opération 4</b>	<b>3,521,738</b>	<b>3,485,545</b>	<b>16,765</b>	<b>19,428</b>
900070PA- aménagements paysagers PDA	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement	235,000	91,165	14,439	129,396
	<b>Total Opération 5</b>	<b>235,000</b>	<b>91,165</b>	<b>14,439</b>	<b>129,396</b>
900070PG - PLAN GUIDE SPSI	Financement de l'Etat	100,000			100,000
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement	100,000		0	100,000
	<b>Total Opération 6</b>	<b>200,000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>200,000</b>
900070LM-Bâtiment L (modulaires)	Financement de l'Etat	3,100,000		3,100,000	0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement	-250,000	0	-1,072,873	822,873
	<b>Total Opération 7</b>	<b>2,850,000</b>	<b>0</b>	<b>2,027,127</b>	<b>822,873</b>
<b>Total PPI</b>	Ss total financement de l'Etat	15,030,757	2,484,653	5,433,403	7,112,702
	Ss total financements CT	27,813,694	1,763,694	0	26,050,000
	Ss total autres financements	321,628	318,061	3,567	0
	Ss total autofinanc.par l'établissement	29,177,985	12,698,291	1,929,712	14,549,982

Montant des financements extérieurs	Financements extérieurs					Prévisions 2024 et suivantes		
	Encaissements des années antérieures à 2023	Encaissements de 2023		Restes à encaisser	Encaissements prévus en 2024	Encaissements prévus en 2025	Encaissements prévus en 2026	
		Encaissements prévus	Encaissements réalisés					
(18)	(20)	(21a)	(21b)	22=(18)-(20)-(21a)	(23)	(24)	(25)	
0				0				
0				0				
0				0				
8,233,856	6,146,092	2,087,764	2,087,764	0	0	0		
8,233,856	6,146,092	2,087,764	2,087,764	0	0	0	0	
11,830,757	2,484,653	2,333,403	2,333,403	7,012,702	3,820,712	3,191,989,75		
23,439,409	839,409	0		22,600,000	10,730,802	11,869,197,93		
4,374,285	924,285	0		3,450,000		3,450,000,00		
315,876	312,309	3,567	3,567	0				
16,248,550	1,889,644	880,621	880,621	13,478,285	14,076,197	-1,033,723	435,811	
56,208,877	6,450,299	3,217,591	3,217,591	46,540,987	28,627,711	17,477,465	435,811	
0				0				
0				0				
5,752	5,752			0				
1,088,841	1,085,846	2,995	2,995	0	0	0		
1,094,593	1,091,598	2,995	2,995	0	0	0	0	
0				0				
0				0				
0				0				
3,521,738	3,485,545	16,765	16,765	19,428	14,664	4,764	0	
3,521,738	3,485,545	16,765	16,765	19,428	14,664	4,764	0	
0				0				
0				0				
0				0				
235,000	91,165	14,439	14,439	129,396	54,052	75,343		
235,000	91,165	14,439	14,439	129,396	54,052	75,343	0	
100,000				100,000	100,000			
0				0				
0				0				
100,000	0	0	0	100,000	73,000	27,000		
200,000	0	0	0	200,000	173,000	27,000	0	
3,100,000		3,100,000	3,100,000	0				
0				0				
0				0				
-250,000	0	-1,072,873	-1,072,873	822,873	570,000	252,873		
2,850,000	0	2,027,127	2,027,127	822,873	570,000	252,873	0	
15,030,757	2,484,653	5,433,403	5,433,403	7,112,702	3,920,712	3,191,990	0	
27,813,694	1,763,694	0	0	26,050,000	10,730,802	15,319,198	0	
321,628	318,061	3,567	3,567	0	0	0	0	
29,177,985	12,698,291	1,929,712	1,929,712	14,549,982	14,787,913	-673,742	435,811	

Prévisions 2024 et suivantes				
Encaissements prévus en 2024		Encaissements prévus en 2025		Encaissements prévus en 2026
(23)	(24)	(25)		
	0	0		
	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>
	3,820,712	3,191,989,75		
	10,730,802	11,869,197.93		
		3,450,000.00		
	14,076,197	-1,033,723		435,811
	<b>28,627,711</b>	<b>17,477,465</b>		<b>435,811</b>
	0	0		0
	14,664	4,764		0
	<b>14,664</b>	<b>4,764</b>		<b>0</b>
	54,052	75,343		
	<b>54,052</b>	<b>75,343</b>		<b>0</b>
	100,000			
	73,000	27,000		
	<b>173,000</b>	<b>27,000</b>		<b>0</b>
	570,000	252,873		
	<b>570,000</b>	<b>252,873</b>		<b>0</b>
	3,920,712	3,191,990		0
	10,730,802	15,319,198		0
	0	0		0
	<b>14,787,913</b>	<b>-673,742</b>		<b>435,811</b>



TOTAL	72,344,064	17,264,699	7,366,681	47,712,684
-------	------------	------------	-----------	------------

Plan de Relance	Nature	Montant de l'opération envisagée	Montant notifié < 2023	Montant notifié 2023	Reste à notifier	Financements extérieurs					Prévisions 2024 et suivantes		
						Montant des financements extérieurs	Encaissements des années antérieures à 2023	Encaissements prévus	Encaissements de 2023 réalisés	Restes à encaisser	Encaissements prévus en 2024	Encaissements prévus en 2025	Encaissements prévus en 2026
900070-RCU (chauffage urbain)		(18)	(19a)	(19b)	(19c)	(18)	(20)	(21a)	(21b)	22=(18)-(20)-(21a)	(23)	(24)	(25)
	Financement de l'Etat	2,668,104	2,534,699.20	133,405.00	0	2,668,104	2,534,699	133,405	133,405	0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement					0	0			0			
900072-GTC	Total Opération 7	2,668,104	2,534,699	133,405	0	2,668,104	2,534,699	133,405	133,405	0	0	0	0
	Financement de l'Etat CPER	407,829.94	386,829.94	21,000.00	0	407,830	386,830	21,000	21,000	0			
	Financement REGION	12,170.06	12,170.06		0	12,170		0		0			
	Métropole				0	0		0		0			
	CROUS	0			0	0				0			0
900072-LED	Autofinancement par l'établissement	0			0	0	0			0			0
	Total Opération 8	420,000	399,000	21,000	0	420,000	399,000	21,000	21,000	0	0	0	0
	Financement de l'Etat	209,280	209,280		0	209,280	209,280			0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
900070-PHO (panneaux photovoltaïques)	Autofinancement par l'établissement	0			0	0	0			0			
	Total Opération 9	209,280	209,280	0	0	209,280	209,280	0	0	0	0	0	0
	Financement de l'Etat	654,756			654,756	654,756	0	0		654,756			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
900072-Rob (robinets thermostatiques)	Autofinancement par l'établissement	0			0	0	0			0	654,756	-654,756	
	Total Opération 10	654,756	0	0	654,756	654,756	0	0	0	654,756	654,756	0	0
	Financement de l'Etat	88,000	84,587	0	3,413	88,000	84,587	0		3,413			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0		3,413	
900072-CIC (Circulateurs chauffage)	Autofinancement par l'établissement	0			0	0	0			0			
	Total Opération 11	88,000	84,587	0	3,413	88,000	84,587	0	0	3,413	0	3,413	0
	Financement de l'Etat	82,000	82,000	0	0	82,000	82,000	0		0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
Total Plan de relance	Autofinancement par l'établissement	0			0	0	0			0			
	Total Opération 12	82,000	82,000	0	0	82,000	82,000	0	0	0	0	0	0
	Ss total financement de l'Etat	4,109,970	3,297,396	154,405.00	658,169	4,109,970	3,297,396	154,405	154,405	658,169	0	658,169	0
	Ss total financements CT	12,170	12,170	0	0	12,170	12,170	0	0	0	0	0	0
	Ss total autres financements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	Ss total autofinanc.par l'établissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	654,756	-654,756	0
		4,122,140	3,309,566	154,405	658,169	4,122,140	3,309,566	154,405	154,405	658,169	654,756	3,413	0

		Réalisé 2022	BR2 2023	Réalisé 2023	Budget Initial 2024 (niveaux initiaux : BR2 2023)
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	8,076,718	4,932,818	4,932,818	44,688,089
	2 Niveau initial du fonds de roulement	37,054,651	42,985,229.2	42,985,229	38,385,203
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-6,504,826	-3,631,504.1	-3,631,504	-4,339,269
	4 Niveau initial de la trésorerie	43,559,477	46,616,733	46,616,733	42,724,472
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	571,897	-1,768,543	-1,768,543	-2,904,597
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	42,113,628	47,511,324	47,511,324	44,755,117
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	151,595,661	207,702,288	203,156,071	177,666,810
	6 Résultat patrimonial	3,990,703	-2,060,500	-786,369	-2,316,542
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	8,502,299	2,339,466	4,432,360	1,950,742
	8 Variation du fonds de roulement	5,930,578	-4,600,026	-3,981,207	-4,177,357
	9 Opérations bilanciellées non budgétaires	SENS	0	0	0
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	0	0	0.00
	Report à nouveau	+			
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	0	0	0.00
	Cautionnements et dépôts	-	0	0	0
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	643,489	167,331	-569,664
	Variation des stocks	+ / -	0	0	0.00
	Production immobilisée	+	0	0	0.00
	Annul. recettes ex. ant / Charges sur créances irrécouvrables	-	-322,945	-229,165	-750,842
	Produits divers de gestion courante	+	966,434	396,496	181,178
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	5,257,377	-575,096	-8,104,698
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-7,216,126	-6,775,460	-2,856,032
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	12,601,077	7,312,603	-4,853,310
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	128,349	-135,548	478,994
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-255,924	-976,692	-874,350
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	29,712	-4,192,261	4,693,155	-22,201,364
	12.a Recettes budgétaires	154,769,272	172,716,456	167,078,345	180,034,874
	12.b Crédits de paiement ouverts	154,739,561	185,996,564	162,385,190	202,236,237
	13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers	162,990	-300,000	-29,596	0
	14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers	-3,190,534	0	4,392,673	0
	15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14	3,057,256	-3,892,261	330,079	-22,201,364
	15.a dont variation de la trésorerie fléchée	-2,340,440	-1,136,054	81,432	-16,232,305
	15.b dont variation de la trésorerie non fléchée	5,397,696	-2,756,207	248,647	-5,969,059
	16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14	2,873,322	-707,765	-4,311,285.89	18,024,007
	17 Restes à payer	-3,143,899	39,755,271	40,770,881	-24,569,427
Stocks finaux	18 Niveau final de restes à payer	4,932,818	44,688,089	45,703,699	20,118,662
	19 Niveau final du fonds de roulement	42,985,229	38,385,203	39,004,022	34,207,845
	20 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-3,631,504	-4,339,269	-7,942,790	13,684,737
	21 Niveau final de la trésorerie	46,616,733	42,724,472	46,946,812	20,523,108
	21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	-1,768,543	-2,904,597	-1,687,111	-19,136,902
	21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	47,511,324	44,755,117	47,759,970	38,786,058

Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DGP) - Suivi des emplois des EPSC et EPA bénéficiaires du RCE

		2023																		
Phase		fin décembre 2023																		
N° UN		001756																		
Libellé établissement		Université Lyon 2																		
		A																		
Plafond d'emplois Etat notifié par la DGESEP (en ETP) :		1	1 569,00																	
Plafond d'emplois voté au budget initial (en ETP) (ou soumis au vote du		2	1 849,00																	
dont plafond Etat		3	1 569,00																	
Plafond d'emplois voté après dernier budget rectificatif (en ETP) :		4	1 849,00																	
N° DBM		5	1																	
dont plafond Etat		6	1 569,00																	
Dans ce tableau, les nombres saisis ne doivent pas comporter plus de 2 chiffres après la virgule.																				
Emplois		exercice 2022		période janvier - avril exercice 2023				période janvier - septembre exercice 2023				période janvier - décembre exercice 2023								
		stock ETP (a) au 31 décembre 2022	moyenne annuelle ETP 2022(n)	Sorties (en ETP)		ETPT (moyenne sur 4 mois)		Sorties (en ETP)		ETPT (moyenne sur 3 mois)		Sorties (en ETP)		ETPT (moyenne annuelle exercice 2023) (n)						
				Entrées (en ETP) (a)	Total (a)	Entrées (en ETP) (f)	Total (g)	Entrées (en ETP) (j)	Total (l)	Entrées (en ETP) (k)	Total (m)									
		B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R		
Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	1	658,40	656,65	0,00	2,00	2,00	646,90	645,90	3,00	25,00	8,00	626,90	643,34	38,00	27,00	10,00	659,90	647,48
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	2	648,90	650,39	0,00	2,00	2,00	644,90	644,90	6,10	28,50	9,00	624,50	642,24	45,10	30,50	14,00	661,50	646,52
		Exécution	3	646,90	650,15	3,10	5,50	3,00	644,50	644,46	6,60	30,30	14,00	623,20	641,53	53,00	37,30	17,00	662,60	646,87
	Personnels BAFIS et autres personnels titulaires (2)	Budget initial	4	564,20	564,70	15,00	15,00	2,00	545,00	545,00	35,00	35,00	8,00	545,00	545,00	60,00	50,00	12,00	555,00	547,50
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	5	545,00	547,05	15,00	15,00	2,00	541,10	541,10	42,00	40,60	8,00	545,00	538,36	67,00	68,10	12,00	540,00	535,70
		Exécution	6	541,10	546,21	22,00	20,60	2,00	543,50	537,84	41,60	60,00	8,00	522,70	534,26	75,10	72,80	10,00	543,40	536,55
	sous total titulaires	Budget initial	7	1 222,60	1 221,35	15,00	17,00	4,00	1 191,90	1 190,90	38,00	60,00	16,00	1 171,90	1 188,34	98,00	77,00	22,00	1 214,90	1 184,98
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	8	1 193,90	1 197,44	15,00	17,00	4,00	1 186,00	1 186,00	48,10	69,10	17,00	1 167,00	1 180,60	112,10	98,60	26,00	1 201,50	1 182,22
		Exécution	9	1 188,00	1 196,37	25,10	26,10	5,00	1 187,00	1 182,30	48,20	90,30	22,00	1 145,90	1 175,79	128,10	110,10	27,00	1 206,00	1 183,52
Emplois sous plafond Etat (1)	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	10	243,50	239,13															
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	11	237,00	235,00				235,70										239,50	218,14
		Exécution	12	239,50	233,95				232,00										231,00	217,04
	dont ATER et doctorants contractuels	Budget initial	13	195,50	182,92				189,20										179,00	182,90
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	14	193,00	192,00				190,20										186,00	172,17
		Exécution	15	194,00	190,12				185,50										182,00	171,50
	Personnels BAFIS et autres personnels non titulaires	Budget initial	16	83,90	83,90				79,00										79,00	79,00
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	17	79,00	72,66				79,20										79,37	79,37
		Exécution	18	79,20	72,52				79,63										80,20	79,38
	dont CDI	Budget initial	19	70,70	70,70	4,00	4,00	2,00	77,30	77,30	8,00	8,00	4,00	77,30	77,30	12,00	12,00	6,00	77,30	77,30
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	20	77,30	70,28	4,00	4,00	2,00	78,20	78,20	9,50	10,20	2,50	77,90	77,84	13,50	14,20	4,50	77,50	77,57
		Exécution	21	78,20	70,09	5,50	6,20	0,50	77,90	77,88	13,00	14,00	3,00	77,20	77,58	15,70	17,50	4,00	76,40	77,42
	sous total non titulaires plafond 1	Budget initial	22	327,40	314,82				312,40										302,60	295,90
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	23	316,00	307,66				314,90										318,87	297,81
		Exécution	24	318,70	306,47				311,63										311,20	296,42
	Total plafond 1	Budget initial	25	1 550,00	1 536,17				1 503,10										1 516,90	1 500,88
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	26	1 509,90	1 505,10				1 500,90										1 520,37	1 498,18
		Exécution	27	1 506,70	1 502,84				1 493,63										1 517,20	1 499,84
Emplois sous plafond 2 (1a)	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial	28	63,91	63,91				63,30					63,30				63,30	63,30	
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	29	63,30	59,64				58,50						58,28				56,08	56,08
		Exécution	30	58,50	57,71				58,28						56,08				60,20	57,71
	Personnels BAFIS et autres personnels non titulaires	Budget initial	31	204,37	204,30				225,00					225,00				220,00	223,95	
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	32	225,00	216,92				217,20					236,77				250,00	240,00	
		Exécution	33	217,20	214,28				236,77					237,23				257,90	240,25	
	dont CDI (uniquement EPSC)	Budget initial	34	2,60	2,60	0,00	0,00	0,00	3,50	3,50	0,00	0,00	0,00	3,50	3,50	0,00	0,00	0,00	3,50	3,50
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	35	3,50	2,74	0,00	0,00	0,00	2,50	2,50	0,00	0,00	0,00	2,50	2,50	0,00	0,00	0,00	2,50	2,50
		Exécution	36	2,50	2,48	0,00	0,00	0,00	2,50	2,50	0,00	0,00	0,00	2,50	2,50	0,00	0,00	0,00	2,50	2,50
	dont contrats aidés	Budget initial	37	0,00	0,00				0,00					0,00					0,00	0,00
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	38	0,00	0,00				0,00						0,00				0,00	0,00
		Exécution	39	0,00	0,00				0,00						0,00				0,00	0,00
	Total plafond 2	Budget initial	40	268,28	268,11				288,30						288,30				283,30	287,05
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	41	288,30	278,54				275,70						295,05				306,08	296,00
		Exécution	42	275,70	271,99				295,05						293,31				322,90	297,94
Total emplois résumés par l'opérateur	Titulaires	Budget initial	43	1 222,60	1 221,35	15,00	17,00	4,00	1 191,90	1 190,90	38,00	60,00	16,00	1 171,90	1 188,34	98,00	77,00	22,00	1 214,90	1 184,98
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	44	1 193,90	1 197,44	15,00	17,00	4,00	1 186,00	1 186,00	48,10	69,10	17,00	1 167,00	1 180,60	112,10	98,60	26,00	1 201,50	1 182,22
		Exécution	45	1 188,00	1 196,37	25,10	26,10	5,00	1 187,00	1 182,30	48,20	90,30	22,00	1 145,90	1 175,79	128,10	110,10	27,00	1 206,00	1 183,52
	Non titulaires plafonnés 1 et 2	Budget initial	46	595,68	582,93				600,50										585,30	592,95
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	47	604,30	584,22				590,60										624,95	593,99
		Exécution	48	594,40	578,46				606,68										634,10	594,38
	dont CDI	Budget initial	49	73,30	73,30	4,00	4,00	2,00	80,80	80,80	8,00	8,00	4,00	80,80	80,80	12,00	12,00	6,00	80,80	80,80
		Nouvelle/dérivée																		
		prévision d'exécution (3)	50	80,80	73,02	4,00	4,00	2,00	80,70	80,70	9,50	10,20	2,50	80,00	80,34	13,50	14,20	4,50	80,00	80,07
		Exécution	51	80,70	72,57	5,50	6,20	0,50	80,00	80,38	13,00	14,00	3,00	79,70	80,09	15,70	17,50	4,00	79,90	79,92
Total plafonnés 1 et 2	Budget initial	52	1 818,28	1 808,28				1 791,40						1 783,84				1 800,20	1 787,93	
	Nouvelle/dérivée																			
	prévision d'exécution (3)	53	1 798,20	1 783,66				1 776,60						1 782,28				1 826,45	1 776,21	
	Exécution	54	1 782,40	1 774,83				1 768,98						1 764,97				1 840,10	1 773,68	
Dont Fonctionnaires stagiaires des ENS	Budget initial	55	0,00	0,00				0,00						0,00				0,00	0,00	
	Nouvelle/dérivée																			
	prévision d'exécution (3)	56	0,00	0,00				0,00						0,00				0,00	0,00	
	Exécution	57	0,00	0,00				0,00						0,00				0,00	0,00	
Dont emplois rattachés aux contrats de recherche (1) (plafond 2)	Budget initial	58	52,30	52,30				52,00						52,00				52,00	52,00	
	Nouvelle/dérivée																			
	prévision d'exécution (3)	59	39,17	48,63				52,00						49,45				47,52	47,52	
	Exécution	60	52,70	51,61				49,45						47,52				55,40	48,51	
Personnels en fonction dans l'établissement non rémunérés par lui (titres à disposition entrants)	Budget initial	61	0,00	0,00				0,00						0,00				0,00	0,00	
	Nouvelle/dérivée																			
	prévision d'exécution (3)	62	0,00	0,00				0,00						0,00				0,00	0,00	
	Exécution	63	0,00	0,00				0,00						0,00				0,00	0,00	
Dont emplois CSE	Budget initial	64	0,00	0,00				0,00						0,00						

**Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE**  
Phase 4

Année	2023
Phase	fin décembre 2023
N° UAI	0691775E
Libellé établissement	Université Lyon 2

	<b>A</b>
Masse salariale Etat notifiée par la DGESIP :	<b>1 118,502,153</b>
Masse salariale votée au budget initial (ou soumise au vote du CA) : <b>montant limitatif en AE=CP</b>	<b>2 136,190,475</b>
Masse salariale votée après dernier budget rectificatif : <b>montant limitatif en AE=CP</b>	<b>3 136,190,475</b>
N° DBM :	<b>4 1</b>

**Dans ce tableau, les nombres saisis doivent être des nombres entiers.**

Dépenses de personnel					Exercice 2022			Cumul au 30 avril 2023	Cumul au 30 septembre 2023	Cumul au 31 décembre 2023			écart BI 2023 / BI 2022	écart BI 2023 / exécution 2022	écart réprévision 2023 / exécution 2022	écart exécution 2023 / exécution 2022				
					Budget initial	Dernière prévision d'exécution (5) (Dépenses décaissées 2022)	Exécution (5) (Dépenses décaissées 2022)	Exécution (décaissements)	Exécution (décaissements)	Budget initial	Nouvelle prévision d'exécution (décaissements prévus sur 2023)	Exécution annuelle								
																	B	C	D	E
Emplois sous plafond 1	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	1									69,937,098	4,425,828	5,043,161	3,126,335	1,969,001				
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	2	100,604,060	98,803,058		67,968,097	22,261,470	52,139,984	105,029,888	103,113,062						33,128,075	1,109,445		
		dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)	3																2,059,005	170,136
	sous total titulaires			4	100,604,060	98,803,058	99,986,727	33,024,885	76,420,944	105,029,888	103,113,062	103,065,173	4,425,828	5,043,161	3,126,335	3,078,446				
	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	5										9,471,166	869,182	566,757	830,506	-134,183			
		dont ATER et doctorants contractuels	6										7,048,570					3,302,593	3,193,851	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	7																	
	dont CDI			8													558,102			
	sous total non titulaires			9	11,771,726	11,994,047	12,074,151	4,171,509	9,065,955	12,640,908	12,904,657	12,773,759	869,182	566,757	830,506	699,608				
	Total titulaires et non			10	112,375,786	110,797,105	112,060,878	37,196,394	85,486,899	117,670,796	116,017,719	115,838,932	5,295,010	5,609,918	3,956,841	3,778,054				
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	11									2,649,711	1,027,035	1,324,180	2,073,990	180,991				
		dont CDI (uniquement EPSCP)	12									129,333					475			
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	13	10,391,387	9,937,323		128,858	38,396	94,981	11,418,422	12,168,232	9,172,105						1,546,583		
		dont CDI (uniquement EPSCP)	14				0	0	0			0								
	Total non titulaires (plafond)			15	10,391,387	9,937,323	10,094,242	3,754,839	8,345,796	11,418,422	12,168,232	11,821,816	1,027,035	1,324,180	2,073,990	1,727,574				
Total général (emplois rémunérés par l'opérateur)	Titulaires (plafond 1)	Enseignants et enseignants chercheurs	16									69,937,098	4,425,828	5,043,161	3,126,335	1,969,001				
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	17	100,604,060	98,803,058		67,968,097	22,261,470	52,139,984	105,029,888	103,113,062	33,128,075					1,109,445			
	Non titulaires (plafonds 1 et 2)	Enseignants et enseignants chercheurs	18				11,798,380	3,995,267	8,561,536			12,120,877	1,896,217	1,890,937	2,904,496	322,497				
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	19	22,163,113	21,931,370		10,370,013	3,931,081	8,850,215	24,059,330	25,072,889	12,474,698					2,104,685			
		sous total non titulaires	20	22,163,113	21,931,370	22,168,393	7,926,348	17,411,751		24,059,330	25,072,889	24,595,575						1,896,217	1,890,937	2,904,496
	Total général (plafonds 1 et 2)			21	122,767,173	120,734,428	122,155,120	40,951,233	93,832,695	129,089,218	128,185,951	127,660,748	6,322,045	6,934,098	6,030,831	5,505,628				
	Autres dépenses non ventilables par			22	6,821,783	6,149,614	6,080,786	2,327,631	4,717,893	6,981,366	5,673,273	5,722,845	159,583	900,580	-407,513	-357,941				
Total des dépenses de personnel suivies dans			23	129,588,956	126,884,042	128,235,906	43,278,864	98,550,588	136,070,584	133,859,224	133,383,593	6,481,628	7,834,678	5,623,318	5,147,687					
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)			24	141,899	115,958	120,048			119,891	120,048	133,262	-22,008	-157	0	13,214					
Total des dépenses de personnel y compris			25	129,730,855	127,000,000	128,355,954			136,190,475	133,979,272	133,516,855	6,459,620	7,834,521	5,623,318	5,160,901					
dont fonctionnaires stagiaires ENS			26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
dont dépenses de personnels sur contrats de			27	2,200,000	2,111,218	2,103,508	680,851	1,515,224	2,111,218	2,103,508	2,139,824	-88,782	7,710	0	36,316					

Les cellules dont le fond est jaune sont les cellules pour lesquelles la saisie doit obligatoirement être différente de zéro

Les cellules dont le fond est bleu ciel sont des cellules calculées automatiquement

La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE=CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)

Les montants prévisionnels et d'exécution annuels (colonne cumul au 31 décembre 2023) ne doivent pas dépasser le montant de masse salariale voté au budget de l'établissement éventuellement modifié par budget rectificatif.

(1) personnels financés en tout ou partie sur la subvention Etat (y compris les mises à disposition sortantes ou délégations sortantes pour les enseignants chercheurs) et personnels titulaires sur emplois gagés

(1 bis) personnels financés exclusivement sur ressources propres ("hors plafond") (hors CDI) pour les EPA

(2) "autres personnels titulaires" comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les personnels d'inspection, les conservateurs

(3) les "autres dépenses non ventilables" correspondent strictement :

- aux dépenses de personnels ne décomptant pas de plafond d'emploi (ex : vacataires).

- aux éventuelles dépenses résiduelles ne pouvant faire l'objet d'une ventilation par catégories de personnel ou plafond d'emplois

Les heures complémentaires effectuées par les agents décomptant les plafonds d'emplois doivent être rattachées au plafond d'emplois de ces agents (quelle que soit l'origine du financement de cette rémunération complémentaire : subvention Etat ou ressources propres), les heures complémentaires des agents ne décomptant pas les plafonds doivent être renseignées sur la ligne "autres dépenses non ventilables"

(4) dépenses éventuelles hors PSOP notamment

(5) s'agissant des données d'exécution de 2022 il convient de renseigner en phase 1 (BI 2023) la colonne "dernière prévision d'exécution" 2022 et en phase 2 (mai 2023) la colonne "exécution" (définitive 2022)

(6) contrat de recherche selon la définition apportée par le document de prescription générale (fascicule n°8, opérations pluriannuelles)

Tableau 3 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale entre 2022 et 2023 (en € et en flus)

Phase 4

		2023																								
		fin décembre 2023																								
		06/12/23																								
		Université Lyon 2																								
Dans ce tableau, les nombres saisis doivent être des nombres entiers.																										
Crédits de Masse salariale globale - Montant limitatif AE-CP		Prévision d'exécution ou d'adoption 2022 (1)	Extension en Année Pléine des mesures 2022 (2)										Mesures entrant en vigueur en année 2023										Total des flux de 2023 (somme des colonnes R à T sauf M et N)	Total prévision ou régularisation de Phase 1 : dernier budget voté en 2022 Phase 2,3,4 : dernier budget voté en 2023 (V+X-U)	Ecart prévision 2023 - dernier budget voté en 2022 pour la phase 1/ 2023 phases 2,3,4 (V-W)	
			Mesures obligatoires ou générales					Obligatoires					Discriminatoires													
			Mesures catégorielles ou générales	Schéma d'emplois (hors contrats de recherche) (1) (a)	Evolution de la structure des emplois (hors pourpyrémédiation, changement de corps et dispositif Sauverdes) (5)	Mesures générales (titulaires et non titulaires) et EAP hausse de la valeur du point sur 2023	SMIC	CAS Pensions (et ATT)	Autres cotisations	Mesures catégorielles	Indemnitaire obligatoire (3)	GVT seule personnels titulaires (4) (a)	dont GVT NEGAT	dont GVT POSITV	Schéma d'emplois hors contrats de recherche	Evolution de la structure des emplois (dont pourpyrémédiation, changement de corps et dispositif Sauverdes) (5)	Indemnitaire à l'initiative de l'établissement (6)	Variations des heures complémentaires	Variations sur les contrats de recherche (7)	Autres à détailler						
																					A	B				C
Rémunérations principales	1	62,037,101	0	7,978	33,690	0	1,817,413	170,233			65,626	0	163,371	-814,954	978,325	294,494	28,560		0	-60,889	2,520,476	64,557,577	65,183,180	-625,603		
Sous total Titulaires (calcul)	2	47,381,971	0	7,978	263,059	0	1,190,242	48,755			65,626	0	163,371	-814,954	978,325	166,276	-220,196			-102,828	1,056,165	48,438,136	48,709,893	-271,757		
Sous total non Titulaires et	3	14,655,130	0	0	296,749	0	627,171	121,478			0	0				128,218	248,756		0	41,939	1,464,311	16,119,441	16,473,287	-353,846		
Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les DNS uniquement)	4	32,736,620	0	0	-280,402	0	788,120	0		41,623	0	112,726	-562,318	675,044	166,276	25,902			-96,793	757,452	33,494,072	33,759,360	-265,288		
	Personnels BIA/TSS et autres personnels titulaires	5	14,643,351	0	7,978	17,343	0	402,122	48,755		24,003	0	50,645	-252,636	303,281	0	-246,098			-6,035	298,713	14,944,064	14,950,533	-6,469		
	Enseignants et enseignants chercheurs	6	7,009,462	0	0	-190,757	0	448,895	41,208			0	0				94,151	0		0	-71,411	322,066	7,331,528	7,379,273	-47,745	
	Personnels BIA/TSS et autres personnels non titulaires	7	7,026,509	0	0	537,257	0	178,276	80,270			0	0				34,067	248,756		0	165,923	1,244,549	8,271,058	8,472,660	-201,602	
Non titulaires	dont CDI	8	1,880,506	0	0	58,695	0	89,138	40,135			0	0				17,033	62,189		0	66,557	333,747	2,214,253	2,038,233	176,020	
	dont personnels recrutés et financés sur contrats de recherche (B)	9	1,420,259	0	0		0	0	0			0	0						0	2,729	1,422,988	1,425,293		-2,305		
	Autres : stagiaires, apprentis...	10	615,159	0	0	-49,751	0	271,093	39,996			0	0				0	0			-32,553	-102,304	516,855	621,354	-104,499	
	Rémunérations accessoires	11	14,006,110	-101,000	0	-64,126	0	271,093	39,996			0	1,049,626				24,584	-40,062		0	-249,803	0	-72,564	857,744	14,863,854	14,956,282
Sous total Titulaires (à saisir)	12	9,242,620	-39,700	0	-45,647	0	70,855	0			0	702,549				24,584	-40,062		0	-260,257	-72,667	865,169	10,102,789	10,081,144	21,645	
Sous total non Titulaires et	13	4,763,490	-61,300	0	-18,479	0	200,238	39,996			347,077					0	0	0	0	-510,060	0	103	-2,425	4,761,065	4,825,138	-64,073
Cours complémentaires et vacations d'enseignement	14	6,081,642	0	0	0	0	240,666	0								0	0			-249,803	-40,667	-49,804	6,031,838	6,024,639	7,199	
Autres rémunérations accessoires (dont versement au titre des Cumuls épargne temps)	15	1,938,922	0	0	-18,479	0	30,427	39,996			0	0				0	0	0		23,549		75,493	2,014,415	1,997,923	16,492	
Primes et indemnités des enseignants et enseignants chercheurs	16	2,552,813	-29,500	0	-45,647	0	0	0	0			0	406,788			24,584	0	0		0	87,249	268,976	2,821,789	3,089,068	-267,279	
Primes et indemnités des BIA/TSS et autres personnels	17	3,432,733	-71,500	0	0	0	0	0	0			0	642,838			0	-40,062	0		0	31,803	563,079	3,995,812	3,794,652	201,160	
Cotisations et contributions	18	51,633,542	0	7,355	-173,371	0	1,336,688	34,934	0	52,268	60,507	176,388	150,628	-751,387	902,016	228,158	-138,714	0	-194,581	0	32,212	1,653,932	53,287,474	53,588,580	-301,106	
Sous total Titulaires (calcul)	19	44,227,573	0	7,355	-284,627	0	1,097,004	44,923	0	39,301	60,507	35,127	150,628	-751,387	902,016	175,973	-238,558	0	-13,013	-89,263	1,000,312	45,127,885	45,475,251	-347,366		
Sous total non Titulaires et	20	7,405,969	0	0	113,256	0	259,284	49,442			13,067	0	141,261			52,185	101,244		0	-207,594	0	131,475	693,620	8,095,589	8,113,355	-13,766
Cas pensions + ATT	21	35,296,426	0	5,951	-230,295	0	887,921	36,371	0		48,957	579	121,875	-607,955	729,831	142,382	-194,153	0		-32,696	786,892	36,083,318	36,238,725	-155,407		
Autres cotisations titulaires	22	8,931,147	0	1,404	-54,332	0	209,483	8,581		39,201	11,550	34,548	28,753	-143,432	172,185	33,591	-45,805	0	13,013	-66,567	213,420	9,144,567	9,236,500	-91,933		
Cotisations Assedic	23	751,303	0	0	11,270	0	25,801	4,920			0	0	14,057			5,193	10,075	0	-20,657	0	14,745	65,404	816,707	820,440	-3,733	
Autres cotisations non titulaires	24	6,654,666	0	0	101,986	0	233,483	44,522			13,067	0	127,204			46,992	91,169	0	-186,937	0	116,730	588,216	7,242,882	7,292,915	-50,033	
Prestations sociales	25	679,201	0	0	0	0	90,800				0	30,000					0	0		7,949	128,749	807,650	776,134	31,816		
TOTAL	26	128,395,954	-101,000	15,333	-201,807	0	3,535,994	304,623	0	52,268	126,133	1,256,014	313,999	-1,566,341	#####	547,236	-150,216	0	-444,384	0	-99,292	5,160,901	139,516,895	134,454,176	-937,321	
TOTAL hors prestations	27	127,676,793	-101,000	15,333	-201,807	0	3,446,194	304,623	0	52,268	126,133	1,226,014	313,999	-1,566,341	#####	547,236	-150,216	0	-444,384	0	-103,241	5,032,152	132,796,955	133,678,082	-969,137	
dont Titulaires (hors prestations)	28	100,852,164	-39,700	15,333	-693,333	0	2,358,501	93,707	0	39,201	126,133	737,676	313,999	-1,566,341	#####	366,833	-500,216	0	273,270		274,758	2,916,646	125,768,810	124,266,382	-497,465	
dont non titulaires et autres (hors prestations)	29	26,824,589	-61,300	0	391,526	0	1,086,693	210,916			13,067	0	488,338			180,403	350,000	0	-717,654	0	173,517	2,115,506	28,940,095	29,411,780	-471,682	
Incidence sur 2024	30																1,364,613	0	0	0	27,800					
dont incidence rétroactive principale (sauf cotisations sur dont incidence rétroactive)	31																745,119	0	0	0	12,215					
dont incidence cotisations accessoires (sauf cotisations et cotisations sociales)	32																62,182	0	0	0	1,989					
	33																557,312	0	0	0	13,096					

Les cellules dont le fond est jaune sont les cellules pour lesquelles la saisie doit obligatoirement être différente de zéro

Les cellules dont le fond est bleu ciel sont des cellules calculées automatiquement

La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE-CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)

(1) Réalisation du budget et fondée sur une prévision d'exécution 2022, réajustée après la fin de l'exercice

(2 bis) jours de grève, versement d'un capital dédié ou d'une indemnité exceptionnelle non reconductible

(2) Les colonnes "EAP" couvrent les mesures discriminatoires (schéma d'emplois) et évolution de la structure des emplois) ou obligatoires de l'exercice précédent (2022)

(3) La colonne K comprend les mesures indemnitaires imputées par la réglementation sans marge de manœuvre possible pour l'établissement

(4) La colonne "GVT positif" comprend le GVT positif et positif. S'ajoutant au GVT positif, elle ne comprend que les mouvements d'échelon et de grade

Les changements de corps sont traités dans la colonne P "Evolution de la structure des emplois". S'ajoutant au GVT négatif, il traite le remplacement d'un titulaire par un titulaire ou le sein d'un même corps

(5) ces colonnes intègrent :

O : les variations de volume d'emplois (schéma d'emplois) hors variations liées aux contrats de recherche, voir colonne S,

P : les variations de coût induites par les transformations de corps (dont celles issues des promotions sur listes d'aptitudes), les reprogrammages et les titularisations liées au dispositif Sauvegarde

(6) cette colonne intègre les variations du régime indemnitaire décidées par l'établissement

(7) contrat de recherche selon la définition retenue par le document de prescription générale (l'annexe n°8, opérations pluriannuelles) :

acte juridique conclu entre l'établissement d'enseignement supérieur et un ou plusieurs partenaires (privés ou publics) offrant un soutien financier à un chercheur ou une équipe de chercheurs pour effectuer des études scientifiques ou des prestations de recherche dans un domaine déterminé

Synthèse des personnels des unités mixtes de recherche par tutelle - Année 2023

	Univ Lyon2	CNRS	ENS	EHESS	ENTPE	INSA	AMU	IEP Lyon	Univ Lyon3	Univ Lyon1	Univ St Etienne	Univ Grenoble Alpes	UAPV	ECL	Ecole des Mines Saint-Etienne	Univ. Clermont-Ferrand Blaise Pascal	Autres (Bord3, Paris 4,...)	ENSA	ENSSIB	Total
UMR 5138 A4v	6	4															34			44
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	12															8			21
UMR 5133 Archéorient	7	15																		22
	Nb EC + C															1				12
	Nb ITA	10																		55
UMR 5137 CERCRID	10	1															8			2.5
	Nb EC + C	0.5	1																	
	Nb ITA																			
UMR 5648 CHAM	21	8	5	1					8				5				9			57
	Nb EC + C	2	5	1	1				1								1			11
	Nb ITA																			
UMR 5283 CMW	35	5	4														6			63
	Nb EC + C	1	6	3								13					2			12
	Nb ITA																			
UMR 5586 DOL	11	10															6			27
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	6																		6
UMR 5600 EVS	31	9	9		10	3			23		16				19		11	14		145
	Nb EC + C	1	8	5	2	1			5		4				6		2	2		36
	Nb ITA																			
UMR 5624 GATE	18	7															7			54
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	1	6														2			10
UMR 5189 HISOMA	22	17	6						19		7						3			74
	Nb EC + C	3	9	1													1			16
	Nb ITA								2											21
UMR 5062 IAO	5	5	3					3									5			
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	4															1			5
UMR 5191 ICAR	15	5	9														11			40
	Nb EC + C	0.5	7	3																11.5
	Nb ITA																			
UMR 5317 IHRIM	32	15	31						19		21					18	13			149
	Nb EC + C	0.5	12	5							1									18.5
	Nb ITA							2									10			17
UAR 3155 IRAA	2	3															2			19
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	17																		
UAR 2000 MSH-LSE								1												1
	Nb EC + C																			
	Nb ITA	2	13																	15
UMR 5583 LAET	8	2			8												3			21
	Nb EC + C	2	3		4															9
	Nb ITA																			
UMR 5190 LARHRA	30	8	9						17			24					16			104
	Nb EC + C	1	5	4					1			1								12
	Nb ITA																			
UMR 5205 LIRIS	11	12				49				67				10			5			154
	Nb EC + C	0.5	11			2				4				3						20.5
	Nb ITA																			1
FR 3747 MOM	1	1																		30
	Nb EC + C	9	20							1										1
	Nb ITA																			
UMR 5206 TRIANGLE	49	14	14					23									14			124
	Nb EC + C							1												7
	Nb ITA	1	5	0																
Total ETP	340	301	112	2	24	55	2	28	95	72	133	25	5	13	25	19	180	16	0	1447



# Annexes

# Annexe

## Budget CVEC - bilan 2023

### 1. Rappel

La vie de campus inclut l'ensemble des services proposés aux étudiants afin d'améliorer leur accompagnement social, de leur proposer des activités culturelles et sportives, de favoriser leurs initiatives et de soutenir les projets associatifs, de mettre en place des actions en faveur de la santé ou de développement durable. Une vie de campus de qualité répond non seulement aux attentes des étudiants mais constitue également un facteur d'attractivité pour les établissements d'enseignement supérieur.

Dans cette optique, la loi n°2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants a inséré dans le code de l'éducation un nouvel article L. 841-5 qui crée « une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisée à leur intention ».

Le produit de la CVEC doit permettre de financer des actions dont le but est de favoriser, conformément au I de l'article L. 841-5 du code de l'éducation, l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants, ainsi que la prévention et l'éducation à la santé.

### 2. Le bilan 2023

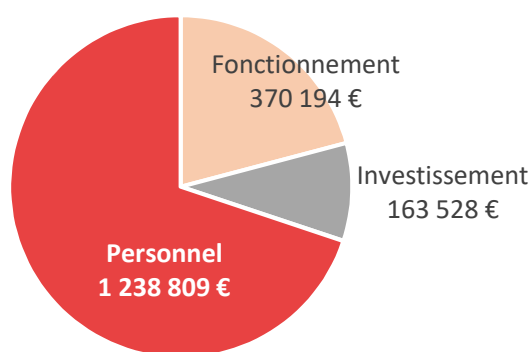
L'établissement fait le choix d'un reporting en année civile. A ce titre, les dépenses portées en 2023 au titre de la CVEC ont été exécutées de janvier à décembre.

La recette 2023 recouvrée s'est élevée à **1 769 405€**. Le tableau ci-dessous récapitule les actions qui y sont inscrites, présentées par axes thématiques.

Les crédits inscrits au budget de la CVEC comprennent **70 %** de crédits de personnel (masse salariale du SSU, de la mission handicap, de l'assistante sociale...) et **21 %** de fonctionnement et **9%** d'investissement.

Les projets ont été financés à hauteur de **1 772 531 €**.

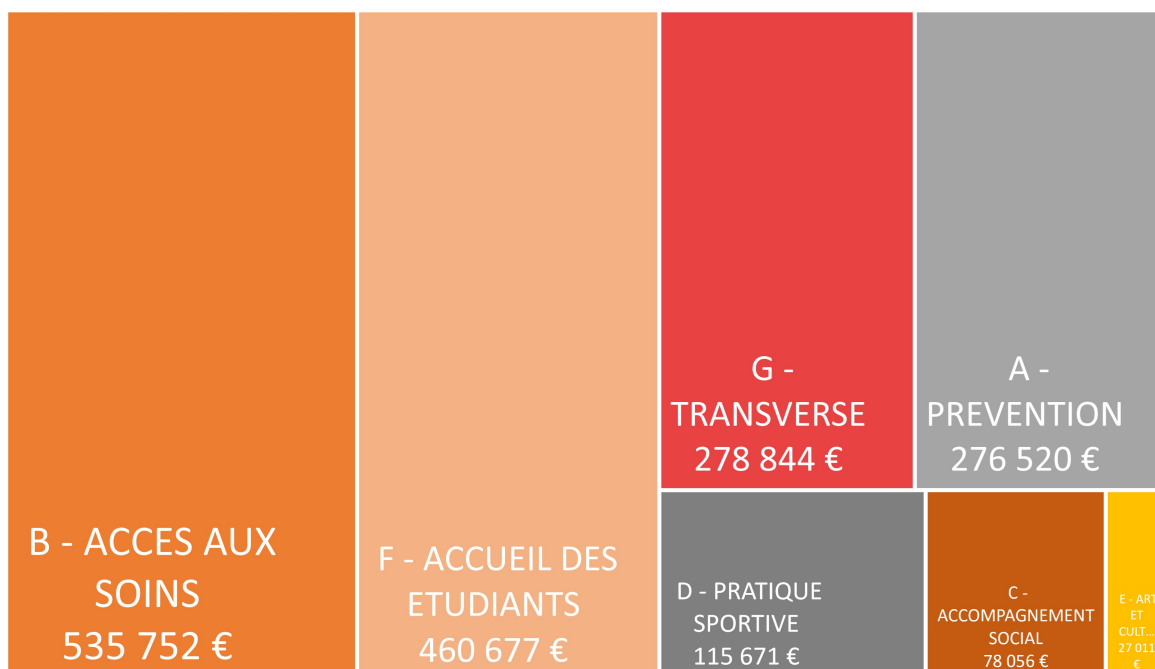




L'établissement a fait le choix de structurer ses actions CVEC en sept catégories :

- Prévention (axe A) ;
- Accès aux soins (axe B) ;
- Accompagnement social (axe C) ;
- Pratique sportive (axe D) ;
- Art et culture (axe E) ;
- Accueil des étudiants (axe F) ;
- Actions transverses (axe G).

La répartition pour 2023 selon les sept axes précités est la suivante :



COMPTE FINANCIER 2023 -REALISATION CVEC

Axes	Intitulé du projet	Services	Fonctionnement	Investissement	2023 Personnel	2023 Total projet	2023 Total axe
A - PREVENTION	actions de prévention menées par le SSU	SSU	17 226 €	220 €	259 073,5 €	276 520 €	276 520 €
	Projet service inter-universitaire en santé mentale	SSU	0 €			0 €	
B - ACCES AUX SOINS	Fonctionnement général du SSU dont rénovation DIMMO (Inv)	SSU/ DIMMO	29 162 €	87 637 €	418 953,5 €	535 752 €	535 752 €
C - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	Subvention Crèche Equal	SVE	4 800 €			4 800 €	78 056 €
	Remboursements / exonérations frais inscriptions	SVE	26 000 €			26 000 €	
	Projet précarité étudiante	SVE	0 €			0 €	
	Convention Secours populaire	SVE	5 000 €			5 000 €	
	Aide sociale	SVE	42 256 €			42 256 €	
D - PRATIQUE SPORTIVE	gratuité sport / prise en charge 20 euros	SUAPS	40 000 €			40 000 €	115 671 €
	aire de street workout PDA	SUAPS		75 671 €		75 671 €	
	pratique en autonomie - vacataires étudiants	SUAPS			0 €	0 €	
E - ART ET CULTURE	Projet PUBLIC.QUESI (reprogrammation 2022)	Service Culture	13 500 €			13 500 €	27 011 €
	Week-end séminaire culturel et éco-reposable (reprogrammation 2022)	Service Culture	9 485 €			9 485 €	
	Ateliers de pratique culturelle	Service Culture			2 526 €	2 526 €	
	Concours d'éloquence (reprogrammation 2022)	Service Culture	1 500 €			1 500 €	
	chargé de projet culturel	Service Culture			56 461 €	56 461 €	
F - ACCUEIL DES ETUDIANTS	ambassadeurs culturels	Service Culture			9 948 €	9 948 €	460 677 €
	Animation culturelle période intégration	Service Culture	23 746 €			23 746 €	
	Monitorat étudiant suite baisse financement COMESUP	DSI / SCD			207 057 €	207 057 €	
	Formation Premiers secours	SUAPS	7 612 €			7 612 €	
	étudiants vacataires accueil & animation MDE	SVE			0 €	0 €	
	Budget participatif étudiant 1 & 2 (poursuite des actions 15 k€) et BPE 3 (25 k€)	SVE	55 383 €			55 383 €	
	Forums Associations étudiantes	SVE	10 902 €			10 902 €	
	Accueil des étudiants internationaux	DRD-VEC			79 307 €	79 307 €	
	Détagage printemps 2023	DIMMO	3 438 €			3 438 €	
	Animation campus/ cafés de la MDE	SVE	6 823 €			6 823 €	
G - TRANSVERSE	Dépenses RH transverses aux actions- assistante sociale 100%	SVE			35 894 €	35 894 €	278 844 €
	Masse salariale Mission handicap	SVE			169 589 €	169 589 €	
	Financement des projets associatifs	SVE	73 361 €			73 361 €	
	TOTAL		370 194 €	163 528 €	1 238 809 €	1 772 531 €	1 772 531 €



